


D

APERÇU
DES ÉTATS-UNIS.

DE L'IMPRIMERIE DE L. G. MICHAUD.

APERÇU DES ÉTATS-UNIS,

AU COMMENCEMENT DU XIXe. SIÈCLE,

DEPUIS 1800 JUSQU'EN 1810,

AVEC DES TABLES STATISTIQUES.

PAR LE CHEVALIER FÉLIX DE BEAUJOUR,
ANCIEN MEMBRE DU TRIBUNAT.



A PARIS,
CHEZ L. G. MICHAUD, IMPRIMEUR DU ROI, RUE DES BONS-ENFANTS, N°. 34.
DELAUNAY, LIBRAIRE, AU PALAIS-ROYAL, N°. 243.

M. DCCC. XIV.

AVERTISSEMENT.

L'OUVRAGE que je publie devait paraître en 1810, avec des développements politiques, que l'on m'engagea à supprimer, et que je n'ai aujourd'hui ni le temps ni la volonté de rétablir. Cet ouvrage est le fruit de mes loisirs pendant mon séjour aux États-Unis. J'étais alors livré à d'importantes occupations, et je n'avais que des moments pour observer le pays. Aussi s'apercevra-t-on que je l'ai moins observé en lui-même que dans ses rapports avec les autres nations, parce que mon principal objet était d'être utile à la mienne, et que je rapportais tout à cet objet. On aurait donc tort de me prêter des préventions pour ou contre les Américains : je n'ai voulu ni les louer pour faire la satire des autres peuples, ni les

décrier pour flatter l'orgueil des autres nations ; mais j'ai dit avec franchise ce que j'ai trouvé de bon et de mauvais chez eux, pour les porter eux-mêmes à se corriger de leurs vices, et pour porter les autres peuples à imiter leurs vertus. Telle a été mon intention ; et cette intention m'excusera, s'il m'est échappé quelque chose qui paraisse trop sévère.

On doit souvent répéter aux nations, encore plus qu'aux particuliers : Celui-là est votre ami, qui vous présente le miroir de vos vices, et non celui qui vous en cache la difformité sous l'écorce de la flatterie.



NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

Le dollar, qui est l'unité monétaire des Américains, est une pièce d'argent semblable à nos pièces de 5 fr., et qui vaut 5 fr. $\frac{1}{4}$; il se divise en 100 parties appelées centièmes ou cents.

Le mille américain, le même que le mille anglais, est de 69 $\frac{1}{2}$ au degré.

Le mille carré est de 640 acres.

L'acre est de 4,840 yards carrés.

L'yard est de 3 pieds américains.

Le pied américain est de 11 pouces 3 lignes $\frac{12}{100}$, mesure de France.



APERÇU DES ÉTATS-UNIS.

Cet aperçu est divisé en cinq chapitres : j'expose dans le premier l'état physique des États-Unis ; dans le second, leur état politique ; dans le troisième et le quatrième, leurs relations commerciales avec les principales nations de l'Europe, et en particulier avec la France et l'Angleterre ; et enfin, dans le cinquième, leurs relations politiques avec les différentes nations du monde.

CHAPITRE PREMIER.

De l'état physique des Etats-Unis.

Les États-Unis s'étendent du sud au nord depuis le 29e. degré de latitude jusqu'au 49e., et de l'est à l'ouest, depuis le 67e. degré de longitude jusqu'au 106e. Ils sont bornés au sud par le golfe Mexicain ; à l'est, par l'Océan atlantique ; au nord et à l'ouest, par la vallée du fleuve St.-Laurent et par une ligne, qui,

remontant ce fleuve depuis le 45e. degré de latitude, s'élève à travers les lacs du Canada jusqu'au lac des Bois, le plus septentrional de tous, et revient ensuite, par une direction sinueuse vers le sud, embrasser tout le bassin du Mississipi, jusqu'à la crête des montagnes qui séparent les eaux du Missouri et de la rivière Rouge d'avec celles de la Colombia et de la rivière Del-Norté. Il faut seulement retrancher de la vaste circonférence qu'embrasse cette ligne, au nord, la péninsule de l'Acadie, et au sud, celle de la Floride, qui paraissent tôt ou tard devoir être unies à la république américaine, parce qu'elles entrent naturellement dans son cadre (1).

Mesurée du nord au sud par une ligne droite tirée du lac des Bois à l'embouchure du Mississipi, la longueur des États-Unis est de 20 degrés; et leur largeur, prise de l'est à l'ouest, depuis le cap Cod jusqu'aux

---

(1) Il faut, pour lire ce premier chapitre, avoir une bonne carte des États-Unis sous les yeux. On peut se servir, à défaut d'autre, de celle d'Arrowsmith, corrigée par Tardieu et gravée à Paris. La carte que j'avais préparée moi-même, et qui renfermait les nouvelles découvertes de MM. Pike et Lewis, n'a pas encore pu être gravée.

sources du Missouri, de 36. Mais si l'on prend seulement, sous les mêmes parallèles, les points extrêmes des longitudes et des latitudes, d'un côté l'embouchure du Mississipi et ses sources, et de l'autre l'embouchure de la baie de Chesapeak et la chaîne la plus orientale des montagnes mexicaines, on n'aura guère qu'une longueur longitudinale de 18 degrés, ou de 990 milles, et une largeur latitudinale de 30 degrés, ou de 2,085 milles (1).

Les lignes qui forment ces limites devraient embrasser une superficie d'environ 2,064,150 milles carrés; mais, parce que ces lignes sont échancrées et irrégulières, *que la côte Atlantique fuit diagonalement du nord-est au sud-ouest, et que les lacs du Canada rentrent par une grande courbe jusqu'au 40e. degré de latitude* (2), la superficie

(1) Le mille américain est de 69 ½ au degré. (Voyez *Notions préliminaires*, pag. 7.) On a évalué par approximation à 55 milles le degré de longitude pris au centre des États-Unis, vers l'embouchure de la Chesapeak.

(2) Voyez le tableau du climat et du sol des États-Unis, par M. de Volney, un des ouvrages les mieux faits que nous ayons sur ce pays, 2 vol. in-8°., tom. Ier., ch. Ier.

réelle des États-Unis n'est guère que de 2 millions de milles carrés, ou d'un milliard 280 millions d'acres, dont la Louisiane seule occupe à peu près la moitié.

Sur cette immense superficie, on ne compte encore que sept millions et demi d'habitants fixés dans des villes ou des villages, et deux à trois cent mille indigènes vagabonds, qui ont été poussés de proche en proche vers les frontières du nord et de l'ouest, et qui ne se montrent plus dans les autres cantons que par petites tribus ou par familles. Dans les pays qu'occupent ces sauvages, il n'y a pas un individu par quatre milles carrés; et dans les autres, pris collectivement, il n'y a que quatre individus par chaque mille. Ce sont, dans l'intérieur des terres, de vastes solitudes, qu'on ne peut comparer qu'à celles de la Tartarie: la côte seule de l'Atlantique est animée et couverte d'une population industrieuse et active.

Une chaîne de montagnes, connues sous le nom d'*Alleghenis* ou *Apalaches*, traverse les États-Unis du nord-est au sud-ouest parallèlement à la côte, et sépare les eaux qui tombent, d'un côté dans les fleuves de St.-

Laurent et du Mississipi, et de l'autre dans l'Atlantique.

Cette chaîne part de la rive droite du St.-Laurent, s'éloigne insensiblement du fleuve en remontant son cours, sépare, sous le nom de *Green - Mountains* ou de Montagnes-Vertes, la rivière Connecticut du lac Champlain, traverse le fleuve Hudson entre Kats-Kill et West-Point, et se divise au-delà de ce fleuve en plusieurs autres chaînes, dont les deux principales, séparées entre elles par la longue vallée de Limestone, se réunissent, vers le 36e. degré de latitude, en un nœud ou chaînon transversal, proprement nommé Allegheni, pour se séparer de nouveau et aller se terminer, l'une en escarpements scabreux, vers le cours inférieur de l'Ohio, et l'autre vers le cours inférieur du Mississipi, en une traînée semi-circulaire de petites collines, qui forment la tête et le plateau de la Floride.

Du fleuve Hudson au chaînon de l'Allegheni, la chaîne occidentale paraît être la chaîne capitale : elle est la plus élevée, et elle sépare les eaux du rivage atlantique d'avec celles qui coulent par le lac Ontario dans le

fleuve de St.-Laurent, et par l'Ohio dans celui du Mississipi; mais du chaînon de l'Allegheni au golfe du Mexique, la chaîne orientale devient la principale, et elle verse dans l'Ohio la Kanhawa, qui semble s'être ouvert violemment un passage à travers la chaîne occidentale.

La chaîne occidentale commence au groupe de Kats-Kill, côtoie la longue vallée du Mohawk, et se prolonge, par divers détours, jusqu'au chaînon de l'Allegheni, d'où elle se dirige vers l'Ohio, entre la rivière de Cumberland et celle de Tennessé. D'un côté de la chaîne, qui se courbe d'abord de l'est au nord, et ensuite du nord à l'ouest, descendent par une rampe douce les eaux qui vont se jeter par les lacs Onéïda, Cayuga, Sénéca et par la rivière Génessé, dans le lac Ontario, ou qui se rendent dans l'Ohio par les rivières Allegheni et Monongahêla; et, de l'autre côté, coulent à travers des escarpements roides, la Delaware, les deux principaux affluents de la Susquehanna, le Potomak et le James.

La chaîne orientale, rompue sur divers points par les eaux qui descendent de la chaîne

occidentale, court d'abord parallèlement à la côte, et s'en éloigne ensuite peu à peu en s'avançant au sud, pour aller se rattacher au chaînon de l'Allegheni, d'où elle se prolonge jusqu'à la tête de la Floride, versant dans l'Ohio la Kanhawa et le Tennessé; dans l'Atlantique le Roanoke, le Cap-Fear, le Pedi, le Santi, la Savannah, l'Altamaha; et dans le golfe du Mexique, l'Apalachicola et le Chataouchi, ainsi que l'Alibama et le Tombigbi, qui sont les deux principales branches de la Mobile.

La vallée de Limestone, qui est entre les deux chaînes principales, est coupée, de distance en distance, par les éperons de l'une et de l'autre; mais elle se prolonge avec peu d'interruption et par un berceau plus ou moins creusé, depuis l'Hudson jusqu'au James.

Il paraît que cette longue vallée n'était autrefois qu'un grand lac, et que les eaux qui descendent de la chaîne supérieure, se trouvant arrêtées dans leur cours par la crête de la chaîne inférieure, ont scié cette crête en plusieurs endroits, et se sont ouvert un passage direct vers l'Atlantique, comme l'indiquent encore la coupe des vallées de la She-

nandoah et du Leïght, vers les brèches qu'ont faites le Potomak et la Delaware, et la vallée même de l'Hudson sous la montagne de West-Point, où le fleuve, hésitant dans son cours, semble vouloir tourner cette montagne, et où, en s'épanchant dans les terres, il y forme une superbe nappe d'eau.

La longueur de la double chaîne des Alleghenis, en y comprenant la longue vallée qui les sépare, est d'environ 110 milles, et l'on a évalué à 3,000 pieds américains (1) l'élévation moyenne de la chaîne occidentale au-dessus du niveau de la mer. La chaîne orientale est d'un niveau inférieur, et elle offre l'aspect d'une longue terrasse qui paraît bleuâtre, quand on l'aperçoit de loin : ce qui lui a fait donner le nom de *Blue-Ridge,* ou de Montagnes-Bleues.

La chaîne occidentale a des pics très hauts, tels que ceux du Laurell et du Gauley; mais sa crête en général paraît peu élevée au-dessus du plateau qui l'environne au nord-ouest, et sur lequel on descend des sommités les plus élevées par une rampe douce.

---

(1) Le pied américain est de 11 pouces 3 lignes. Voyez *Notions préliminaires.*

Ce plateau, qui s'étend jusqu'aux sources du lac supérieur, et qu'on peut regarder comme la Tartarie de l'Amérique septentrionale, est creusé par cinq grands lacs et par une infinité de petits, qui contiennent la plus grande masse d'eau douce qu'il y ait au monde, et d'où sortent les deux plus grands fleuves qui arrosent les États-Unis. Ces deux fleuves coulent dans une direction opposée, l'un au nord vers l'Océan septentrional, et l'autre au sud vers le golfe Mexicain. Le premier, qui est le St.-Laurent, n'est, à proprement parler, que le canal d'écoulement des plus grands lacs. L'autre, qui est le Mississipi, a ses sources dans les lacs plus petits, situés à l'ouest : sa source principale est dans le lac du *Cèdre-rouge*, d'où il sort par une pente rapide, qui s'adoucit insensiblement; et après avoir reçu, sur sa droite le Missouri, l'Arkansas et la rivière Rouge, et sur sa gauche l'Illinois, l'Ohio et l'Yazou, il descend majestueusement à la mer, après un cours de douze cents lieues.

Le Mississipi n'a de remarquable que le saut de St.-Antoine, dont la hauteur perpendiculaire excède à peine seize pieds; mais la

chute que fait le St.-Laurent, ou la rivière de Niagara, en descendant du lac Érié dans le lac Ontario, offre le spectacle le plus imposant qu'il y ait au monde. Que l'on se figure un fleuve cinq fois plus grand que la Seine à Paris, se précipitant du haut des tours de Notre-Dame, et l'on aura une idée de cette chute; mais si l'on veut s'en former une idée plus précise, que l'on se figure ce fleuve coulant majestueusement pendant 18 milles dans un canal de 350 toises de large, auquel la terre vient tout à coup à manquer, et qui se précipite d'un seul jet par un mur de 144 pieds de haut dans un gouffre immense, pour reprendre ensuite paisiblement son cours, et reparaître dans toute sa majesté. La chute de Niagara est la plus grande que l'on connaisse, non par son élévation, mais par son volume d'eau.

Le fleuve St.-Laurent a presque tous ses affluents dans le Canada; mais le Mississipi a tous les siens dans les États-Unis : les deux principaux sont le Missouri et l'Ohio.

Le Missouri descend de cette chaîne de montagnes qui sont comme les Andes de l'Amérique septentrionale, et d'où la Colombia

coule, en sens opposé, dans l'Océan Pacifique : il est formé de trois principaux affluents, qui se réunissent au pied des *montagnes pierreuses;* et il va, en serpentant à travers d'immenses prairies, se jeter dans le Mississipi au-dessus de St.-Louis. Cette rivière est très tortueuse, et on lui donne un cours de 2,848 milles.

L'Ohio descend du revers occidental des Alleghenis : il est formé par les deux rivières Allegheni et Monongahêla, qui se réunissent à Pittsbourg, et il va se jeter dans le Mississipi, au-dessus de la Nouvelle-Madrid. Son cours tortueux, comme celui du Missouri, est, depuis Pittsbourg jusqu'à son embouchure, de 1,183 milles, et il est navigable dans tout son cours, excepté, durant l'été, aux *rapides* de Louis-ville (1), formées par un banc de roches calcaires qui retenait autrefois ses eaux dans un lac immense, dont on voit encore les digues de toutes parts.

(1) On distingue aux États-Unis les *rapides* ou petites chutes que l'on peut quelquefois franchir dans les hautes eaux, d'avec les chutes plus hautes ou *cascades*, que l'on ne peut jamais franchir en bateau.

L'Ohio a de nombreux affluents : il reçoit sur sa droite le Muskingum, le Scioto, le Miami du Sud, le Wabash, et sur sa gauche la Kanawa, le Kentucky, le Cumberland et le Tennessé.

Toutes les autres rivières remarquables des États-Unis descendent du revers oriental des Alleghenis, et coulent sur la côte Atlantique. On peut diviser ces rivières en trois classes.

Les rivières de la première classe descendent de la chaîne occidentale, et traversent l'orientale, qui étant assise sur un banc de granit, leur fait subir, à leur passage, des chutes plus ou moins hautes, au pied desquelles elles reçoivent la marée : telles sont l'Hudson, la Delaware, la Susquehanna, le Potomak, le James, auxquelles on peut ajouter les rivières qui coulent du prolongement des deux chaînes; telles que le Connecticut au nord, et au sud le Roanoke, le Cap-Fear, le Pedi, le Santi, la Savannah, et l'Altamaha.

Les rivières de la seconde classe se jettent dans les premières au-dessus de leurs chutes, et coulent entre les deux chaînes dans la haute vallée de Limestone : telles sont, entre l'Hudson et la Delaware, les rivières Wall-

Kill et Pawlins-Kill, qui traversent les vallées de New-Platz et de Newton; entre la Delaware et la Susquehanna, le Leïght et la Swatara, qui arrosent les vallées d'Easton et de Middletown; entre la Susquehanna et le Potomak, le Conedogwinit et la Conegocheague, qui fécondent les vallées de Carlisle et de Chambersbourg; et au-delà du Potomak, la Shenondoah qui parcourt la plus belle vallée de la Virginie.

Les rivières de la troisième classe naissent toutes au pied de la chaîne orientale, ont leurs chutes presqu'à leurs sources, et reçoivent la marée jusqu'au pied de leurs chutes. Voilà pourquoi elles ont un si gros volume d'eau au-dessous de la tête de la marée, et qu'elles n'en ont qu'un filet au-dessus où elles ne paraissent que de faibles ruisseaux : telles sont le Pénobscot et le Kennebeck dans le Maine, le Merimack dans le Massachussetts, la rivière de Providence dans le Rhode-Island, le Thames dans le Connecticut, le Passaïk et le Rariton dans le New-Jersey, le Schuylkill dans la Pennsylvanie, la Christiana dans l'État de Delaware, l'Elk, le Patapsco et le Patuxent dans le Maryland, le Rappahanock,

l'York, l'Appamatox, l'Élisabeth et le Pasquotank dans la Virginie, et une infinité d'autres rivières qui couvrent de leurs eaux les côtes sablonneuses des deux Carolines et de la Géorgie.

De toutes les rivières de la côte Atlantique, les deux plus remarquables sont l'Hudson et la Susquehanna.

L'Hudson, ou, selon le langage des Américains, la rivière du Nord, est formée par l'Hudson propre et par le Mohawk, qui se réunissent vers Watersford à 10 milles au-dessus d'Albani, et qui vont par un canal commun se jeter dans la mer à New-York. L'Hudson naît au pied des montagnes qui séparent les eaux du St.-Laurent de celles du lac Champlain, et le Mohawk sur le plateau qui borde le lac Onéïda.

La rivière du Nord n'est, à proprement parler, qu'un golfe étroit qui entre dans les terres à New-York, et qui pénètre à travers la double chaîne des Alleghenis jusqu'au confluent de l'Hudson et du Mohawk, à 170 milles de la mer. C'est ce qui distingue cette rivière de toutes les autres rivières des États-Unis. Dans aucune autre la marée ne monte

au-delà de la première chaîne; mais dans la rivière du Nord, elle traverse la première chaîne à West-point, et la seconde à Katts-Kill, après avoir rompu les bancs de granit qui s'opposaient à son passage et les avoir taillés sous mille formes différentes : ce qui donne à cette vallée profonde l'aspect le plus étrange.

La Susquehanna est la rivière de la côte Atlantique, dont les eaux s'approchent le plus de celles du Mississipi et du St.-Laurent : elle touche presque par la Juniata et ses autres affluents de l'ouest aux eaux de l'Allegheni, qui est une des deux branches de l'Ohio, et il n'y a qu'un court portage de la Tioga et de ses autres affluents de l'est, aux eaux du lac Sénéca et de la rivière Genessé, qui coulent dans le lac Ontario. La Susquehanna perd son nom au pied de ses chutes, vers le Hâvre-de-Grâce, et de là jusqu'à la mer elle prend le nom de baie de Chesapeak, quoiqu'elle méritât plutôt celui de golfe par son peu de largeur. La Chesapeak est la baie la plus profonde de toute la côte Atlantique; et par les nombreuses rivières qui, comme autant de veines, viennent

y aboutir, elle peut être regardée comme le cœur des États-Unis.

Ce qui distingue en général les grandes rivières de la côte Atlantique des États-Unis, c'est la direction qu'elles suivent dans leur cours : dans les autres pays, les rivières coulent entre les chaînes des montagnes, le long des vallées; ici elles coupent les vallées, et traversent les chaînes des montagnes. Les montagnes se dirigent constamment du nord-est au sud-ouest parallèlement à la côte, tandis que les rivières coulent du nord-ouest au sud-est, et qu'elles inclinent plus vers le sud, selon que les montagnes divergent plus vers l'ouest: de sorte qu'elles forment presque toujours un angle droit avec les chaînes des montagnes, qui ne leur laissent d'issue vers la côte que par des brèches plus ou moins larges.

Ces rivières, après être sorties des brèches des montagnes, et avoir franchi le banc de granit qui leur sert de base par des chutes plus ou moins hautes, traversent pour se rendre à la mer un terrain d'alluvion bas et uni, où elles s'épanchent en flaques d'eau : ce qui donne à la côte des États-Unis l'aspect d'un grand étang coupé par des chaussées plus ou

moins larges, et parsemé de bouquets d'arbres toujours verts.

La côte des États-Unis, qui s'étend sur l'Atlantique depuis le fleuve de St.-Laurent jusqu'à celui du Mississipi, est très irrégulièrement découpée, et elle est déchirée en baies profondes. Les plus grandes de ces baies sont le golfe de St.-Laurent, qui reçoit le fleuve de ce nom : la baie de Fundi, qui sépare l'Acadie de la nouvelle Brunswick ; celle de Barnstable, couverte par le cap Cod; le Sound de Long-Island, qui sépare la Terre-Ferme de l'île de ce nom; la baie de la Delaware, creusée à l'embouchure de ce fleuve; celle de la Chesapeak, qui s'enfonce dans les terres jusqu'aux chutes de la Susquehanna; le Sound d'Albermale, qui reçoit le Roanoke; celui de Pamlico, qui est derrière le cap Hatteras, et le golfe du Mexique qui ressemble à une mer.

Le golfe du Mexique offre un phénomène singulier : le courant d'eau qu'y versent l'Amazone et l'Orénoque, poussé par les vents alizés des tropiques, après avoir tournoyé dans son sein, s'écoule par le canal de la Floride, côtoie le rivage américain, et va se

perdre vers le banc de Terre-Neuve dans la vaste mer. Cette sorte de fleuve, qui coule au milieu de l'Océan sans s'y mêler, et qui s'y est creusé un lit profond, environne la côte des États-Unis comme un ruban; et le banc de Terre-Neuve semble n'être que la barre de son embouchure. On croit que c'est la cause de l'affluence des morues sur ce point, où le courant porte toutes les substances végétales et animales que les fleuves des États-Unis charrient dans la mer (1).

CANAUX ET ROUTES.

Les baies, dont la côte des États-Unis est découpée, n'étant séparées les unes des autres que par des langues de terre fort étroites, on peut aisément percer ces langues de terre, et ouvrir une navigation intérieure le long de la côte, depuis le Massachussetts jusqu'en Géorgie, en coupant, par des canaux artificiels, l'isthme qui sépare la baie de Boston de celle de Rhode-Island; la Péninsule, qui est entre la baie de New-York et la Delaware; celle qui est entre la Delaware et la

(1) Voyez Volney, *ibid.*, tom. Ier., ch. IX, p. 173.

baie de Chesapeak, et enfin le terrain bas et marécageux, qui est entre la Chesapeak et le Sound d'Albermale. On irait ainsi de la ville de Boston à celle de Savannah, par une ligne de communications intérieures à travers les principaux caps qui couvrent la côte des États-Unis, et qui en rendent l'approche si dangereuse. Par les nivellements que l'on a pris, il paraît que l'on peut unir par un canal de 26 milles la baie de Boston avec celle de Rhode-Island, d'où l'on suivrait le Sound de Long-Island jusqu'au fond de la baie de New-York, et même jusqu'à l'embouchure du Rariton sous Brunswick, et d'où l'on irait par un canal de 28 milles à Trenton sur la Delaware, que l'on descendrait jusqu'au-dessous de Philadelphie, à l'embouchure de la rivière Christiana. Un canal, qui n'a que 22 milles, joint déjà la Christiana à l'Elk, d'où l'on peut descendre la baie de Chesapeak jusqu'à Norfolk, et de là remonter la rivière Élisabeth, pour passer par un autre canal de 22 milles à travers le marais Dismal dans la rivière de Pasquotank, qui conduit dans le Sound d'Albermale. Du Sound d'Albermale on passe dans celui de Pamlico, et du Sound de Pamlico

on va par un canal naturel à travers deux petites langues de terre, qui n'ont pas trois milles de largeur, jusqu'à l'embouchure du Cap-Fear, d'où l'on parvient, par une courte traversée le long de la côte, à cette chaîne d'îles qui couvrent les rivages de la Caroline du Sud et de la Géorgie.

On a projeté d'unir les eaux de l'Atlantique avec celles du Mississipi, à travers la double chaîne de montagnes qui traversent les États-Unis, en joignant par des canaux artificiels la Susquehanna avec la rivière Allegheni, le Potomak avec la Monongahêla, le James avec la Kanhawa, et le Santi avec le Tennessé; mais quoiqu'il soit possible, au moyen des écluses, de construire des canaux sur les plus hautes montagnes, il vaudrait encore mieux ouvrir à travers ces montagnes de grandes routes, qui liassent les eaux navigables de l'Atlantique avec celles du Mississipi, parce qu'on sait par expérience qu'au-delà de certaines hauteurs, l'usage des canaux est plus long et plus dispendieux que celui des chemins.

Mais si l'on ne doit pas couper par des canaux artificiels la chaîne des Alleghenis vers

son centre, on peut la tourner au Nord par les vallées du Mohawk et de l'Hudson, et au Sud par celles du Chataouchi et de la Mobile. Tout le terrain compris entre la tête du Chataouchi et celle de la Mobile, est un plateau uni qui n'est séparé de la vallée du Tennessé que par une traînée de collines semi-circulaires, qui terminent au sud la rampe des Alleghenis. Ces collines, qui s'arrondissent presque toutes en cône vers leurs sommets, s'élèvent comme des tentes sur la surface d'un sol uni, et elles paraissent si peu liées les unes aux autres, que rien ne serait plus aisé que de les couper par leur base. On pourrait réunir ainsi le Tennessé avec le Tombigbi, qui en est peu éloigné et qui est une des branches de la Mobile; et on pourrait réunir la Mobile, d'un côté avec le Chataouchi et l'Altamaha, à travers le terrain naturellement nivelé de la Floride, et de l'autre avec le Mississipi, à travers le canal naturel qui conduit de l'embouchure de la Mobile au lac Borgne, du lac Borgne au lac Pont-Chartrain, et du lac Pont-Chartrain à la Nouvelle-Orléans, à travers le canal de Carondelet.

La communication par le nord, autour des Alleghenis, n'est pas moins facile. Il n'y a qu'un court portage entre la tête du Mohawk et celle du lac Onéïda, qui communique lui-même avec le lac Ontario par la rivière Oswégo; et l'on peut joindre aisément l'Hudson avec le lac George qui communique, par le lac Champlain et la rivière Sorel, avec le fleuve St.-Laurent : d'où l'on peut remonter jusqu'au lac Ontario et même, par un canal creusé autour des chutes de Niagara, jusqu'au lac Erié, que l'on doit regarder comme le grand réservoir de toute la navigation intérieure des États-Unis.

On a mesuré la pente du lac Erié au lac Ontario : elle est de 450 pieds, et la grande chute de Niagara en a seule 144; mais rien ne s'oppose à ce que l'on ne construise un canal à écluses, pour unir les deux lacs, parce que la distance de l'un à l'autre par le St.-Laurent, que l'on appelle vers ce point la rivière de Niagara, n'est que de 30 milles, et qu'elle est encore plus courte en ligne directe.

Le plateau qui sépare ces deux lacs, et qui borde le lac Erié dans tout son pourtour méridional, paraît être le point capital et le

sommet dominateur des États-Unis. C'est de ce plateau que descendent toutes les rivières qui vont, à travers les Alleghenis, se jeter directement dans l'Atlantique, ou qui se rendent par de longs détours dans le golfe du Mexique, ou dans celui de St.-Laurent : telles que le Genessé et l'Oswégo, qui coulent dans le lac Ontario; le Mohawk, qui est un des grands affluents de la rivière du Nord, les deux branches orientales de la Susquehanna, et l'Allegheni, qui est la branche principale de l'Ohio.

Le lac Érié, qui communique par la rivière de Niagara avec le lac Ontario, et par le lac Ontario avec le fleuve de St.-Laurent, peut, d'un autre côté, communiquer aisément avec le Mississipi, par les rivières qu'il reçoit sur sa rive méridionale : telles que la Cayoga, le Sandusky et le Miami du Nord, ou par celles qui vont se rendre directement dans l'Ohio.

De sa rive méridionale, aux environs de Presqu'île, il n'y a qu'un court portage jusqu'à l'un des affluents de l'Allegheni, nommé le Crik-Français, dont la navigation jusqu'à Pittsbourg ne présente aucun obstacle dans les hautes eaux. C'est par cette route que se

dirige déjà le commerce de New-York sur l'Ohio. Le sel, le poisson salé et les autres marchandises volumineuses qui sont achetées dans ce port de l'Atlantique, pour les marchés situés à l'ouest des Alleghenis, remontent par l'Hudson et le Mohawk jusqu'au lac Onéïda, d'où elles descendent par la rivière Oswégo dans le lac Ontario : elles remontent ensuite par le portage de Niagara dans le lac Erié, et descendent par le portage de Presqu'île dans l'Allegheni et l'Ohio.

On peut encore unir les eaux du lac Érié avec celles de l'Ohio, en joignant la Cayoga et le Muskingum, qui ne sont séparés l'un de l'autre que par un portage de six milles ; le Sandusky et le Scioto, qui ont leurs sources dans le même marais; et les deux Miamis, qui naissent, ainsi que le Wabash, sur un même niveau, et dont les eaux se touchent dans les grandes inondations.

Enfin on peut unir le lac Érié au Missisipi par le lac Michigan, avec lequel il communique par les lacs St.-Clair et Huron, en joignant les rivières Chicago et Illinois, qui naissent toutes deux dans un marais, dont la navigation est praticable dans les hautes

eaux, ou en unissant les rivières Fox et Ouisconsing, qui ne sont séparées l'une de l'autre que par un portage de deux milles. Ce sont ces deux dernières routes que suivent tous les traitants ou marchands de pelleteries, mais qui sont encore très peu fréquentées par les autres marchands américains, parce qu'elles lient moins les États-Unis entre eux qu'avec des pays qui ne sont encore habités que par les sauvages.

Telles sont les principales communications qu'offrent les eaux du lac Érié, pour tourner les Alleghenis, et pour ouvrir une navigation intérieure autour des États-Unis.

Mais parmi ces communications, il en est une dont l'exécution paraît très simple, et qui, par sa grandeur et son utilité, mériterait dès à présent d'être entreprise.

Au sud-est du lac Érié, sur un coteau qui borde ses rives et qui n'en est éloigné que de huit milles, est un petit lac nommé Chatauqua, d'où sort un des affluents de l'Allegheni, qui est appelé Conowango, et qui est navigable dans tout son cours. Le lac Chatauqua est sur un niveau supérieur à celui du lac Érié, et l'on descend de l'un à l'autre par

un talus uni que l'on pourrait niveler à peu de frais. C'est ce petit lac de Chatauqua, à peine connu aujourd'hui, qui est destiné par la nature à être un jour le réservoir et la tête de la navigation intérieure la plus étendue que l'on puisse établir aux États-Unis, et peut-être dans le reste du monde.

La navigation du lac Chatauqua au golfe du Mexique par l'Allegheni, l'Ohio et le Mississipi, est d'environ 2,500 milles, et elle n'est interrompue que par les rapides de Louisville, que l'on peut faire sauter, ou du moins que l'on peut éviter par un canal latéral de quelques milles.

Le canal à ouvrir entre le lac Chatauqua et le lac Érié, n'aurait que huit milles. On descend du lac Érié dans le lac Ontario par la rivière de Niagara, et il ne faudrait que creuser un canal à écluses de quelques milles, pour éviter les grandes chutes de cette rivière.

La navigation du lac Ontario à l'Océan par le fleuve St.-Laurent, n'est interrompue que par les glaces durant l'hiver; mais on peut ouvrir, en tout temps, par le Mohawk et l'Hudson, une navigation directe à travers les États-Unis, qui serait favorisée par la marée,

dont les eaux pénètrent jusqu'au confluent de ces deux rivières.

Du lac Ontario on remonte par la rivière Oswégo dans le lac Onéïda, d'où l'on passerait par la petite rivière nommée *Wood-Crik* et par un canal d'un mille et demi dans le Mohawk, vers le lieu où l'on a bâti la *Nouvelle-Rome*, qui est un des plus beaux sites des États-Unis. Ce point n'est élevé que de 400 pieds au-dessus de la marée de l'Hudson, et de 200 au-dessus des eaux du lac Ontario; par où l'on voit avec quelle facilité on pourrait pénétrer de l'un dans l'autre bassin.

L'Hudson est navigable depuis l'Océan jusqu'au Mohawk pendant 170 milles, et le Mohawk le serait jusqu'à la *nouvelle Rome*, pendant 130 milles, en creusant un canal à écluses autour de ses grandes et de ses petites chutes.

On ouvrirait ainsi à travers les États-Unis une navigation de plus de mille lieues, et de près de deux mille, si on la prolongeait par le lac Michigan jusqu'à la rivière des Illinois. Ce serait la plus grande navigation que les hommes se fussent ouverte de leurs propres mains; et quand on pense qu'il ne faudrait, pour achever un tel ouvrage, qu'une dépense

de quatre à cinq millions de dollars, on ne conçoit pas que le gouvernement américain n'ait pas encore fait à son peuple ce magnifique présent, le plus grand, le plus beau que des hommes puissent faire à d'autres hommes.

On pourrait même étendre la navigation fluviale des États-Unis jusque dans le cœur du pays, en ouvrant la vallée latérale de Limestone par des canaux qui lieraient entre elles les grandes rivières de la côte Atlantique; mais si le terrain n'offre dans cette vallée que quelques obstacles aux nivellements, il en offre d'autres dans la petite quantité d'eau qui la parcourt, parce que la marée, qui ne remonte pas au-dessus de la première chaîne, ne peut pas pénétrer jusque là.

Au lieu de chercher à lier entre elles les principales rivières de la côte Atlantique, il vaudrait mieux en améliorer la navigation naturelle, en nettoyant leur lit, ou en creusant des canaux latéraux ou parallèles; mais toutes ces communications artificielles, quelque perfectionnées qu'elles fussent, ne pourraient avoir une très grande utilité, que lorsqu'il y aurait des routes qui pénétreraient partout, qui ouvriraient le pays en tout sens,

et qui en lieraient toutes les parties. Il faudrait surtout établir, à travers la double chaîne des montagnes, quatre grandes routes qui liassent la côte Atlantique avec le bassin du Missisipi, et qui commençassent aux points où la Susquehanna, le Potomak, le James et le Santi cessent d'être navigables, pour aboutir à ceux où l'Allegheni, la Monongahêla, la Kanhawa et le Tennessé commencent à le devenir.

Les routes qui existent actuellement ne sont guère que des chemins tracés, dont on a adouci les montées par des coupures, et desséché le sol par des tranchées : il faudrait les encaisser avec des pierres, et les recouvrir avec du gravier et des cailloux brisés, faire des jetées dans les bas fonds, et adoucir les montées, en suivant le cours des eaux, les inflexions des montagnes et la direction des vallées.

On a voulu, pour économiser le travail et le temps, suppléer à ces routes sur quelques points par des chemins nommés *Rail-Roads*, qui sont faits avec des barres de fer coulé, posées sur des fondements de pierre ou de bois. Ces chemins sont composés de quatre voies parallèles, dont deux servent aux voi-

tures qui montent, et les deux autres aux voitures qui descendent. Les voitures que l'on emploie doivent avoir les roues basses, faites avec du fer coulé et fixées à l'essieu, parce que c'est l'essieu qui doit tourner, et non la roue. L'avantage de ces voitures est de pouvoir charrier de gros fardeaux avec peu de forces; et le principe d'après lequel elles sont construites, est la diminution du frottement au plus grand degré possible. Mais, soit que les voitures à roues fixes, ou que les chemins nommés Rail-Roads, soient de trop peu d'usage ou d'un usage trop dispendieux, l'on n'en a fait encore que des essais imparfaits auprès de quelques mines de charbon, quoiqu'il paraisse que l'on pourrait s'en servir avantageusement dans les courts portages, autour des chutes et des cataractes, et sur tous les points où, dans une navigation interrompue, l'art n'aurait pas pu triompher de la nature.

Les ponts ne sont pas plus multipliés ni plus perfectionnés aux États-Unis, que les routes. Le plus remarquable est celui du Schuylkill à l'entrée de Philadelphie : il a 750 pieds de long, et il n'est supporté que

par deux piles; mais ces piles, placées à 195 pieds l'une de l'autre, sont construites en maçonnerie de la manière la plus solide, et l'une des deux a été coulée à plus de 24 pieds au-dessous de l'eau. Le pont a 42 pieds de large; sa charpente est en bois, très agréablement peinte et recouverte d'un toit.

Il y a encore aux États-Unis quelques autres ponts, et, entre autres, celui de Trenton sur la Delaware, qui se font remarquer par la manière hardie dont ils ont été construits: ils ne sont point soutenus par des piles, et on les a suspendus à des chaînes de fer, qui s'étendent d'une rive à l'autre. Le principe de ce nouveau plan, dérivé de la ténacité du fer, semble pouvoir s'appliquer à tous les courants rapides d'une moyenne largeur; et il est surprenant qu'on ne l'ait pas encore appliqué à nos ponts des Alpes et des Pyrénées.

Mais si l'on excepte ces ponts, dont on a pris le modèle en Allemagne, et quelques bouts de chemins construits autour des grandes villes et imités des chemins ferrés d'Angleterre (1), tous les autres moyens de com-

(1) Ces chemins ferrés sont plus doux que les chemins

munication sont encore moins perfectionnes dans ce pays, que dans les contrées les moins civilisées de l'Europe.

Tout porte encore dans les États-Unis l'empreinte d'un pays nouveau, où la main de l'homme n'a pas encore perfectionné l'ouvrage de la nature. Les yeux y cherchent en vain ces campagnes variées et fertiles, cette nature parée et brillante, que l'Europe présente partout au voyageur : aucune contrée de la terre n'a l'air plus triste ni plus sauvage.

Une forêt éternelle, qui n'est coupée que par des clairières où sont encadrés des bourgades, des champs ensemencés, ou des étangs; des cours d'eau qui parcourent cette forêt en divers sens, et qui descendent tous de la double chaîne des Alleghenis; à l'ouest de ces montagnes, de petites fondrières qui aboutissent toutes à la grande fondrière où coule

pavés, et ils sont d'un entretien moins coûteux, parce qu'ils n'ont que la largeur nécessaire pour deux voitures de front; tandis qu'en France nos routes, trop larges, sont d'un entretien trop dispendieux, et enlèvent trop de terrain à l'agriculture. Il vaudrait bien mieux avoir des routes moins larges et mieux entretenues.

le Mississipi; à l'est une côte basse et unie, parsemée de marécages, et sur cette côte six grandes villes, et une infinité de petites, toutes construites en briques ou en planches peintes de différentes couleurs : de tous côtés des massifs d'arbres qui portent leurs têtes jusqu'aux nues, ou une forêt de plantes ligneuses qui dérobent la terre aux yeux : partout un sol hideux, un ciel âpre, une nature sombre et sans harmonie : tel est l'aspect général du pays (1).

Ce qui frappe le plus le voyageur qui y aborde pour la première fois, c'est l'immensité de ses forêts, l'étendue de ses eaux, leurs formes variées, et le mouvement et la teinte qu'elles répandent dans le paysage.

Le climat change suivant les latitudes; mais il est en général plus froid de plusieurs degrés que celui de l'ancien hémisphère sous les parallèles correspondants, parce qu'il est plus récemment habité, et encore tout couvert de bois et d'eau.

Il est aussi plus inconstant, et il varie souvent de 10 à 12 degrés du thermomètre dans

---

(1) Voyez Volney, *ibid.*, tom. I, ch. 2.

un jour. Un phénomène remarquable, c'est qu'au-delà des Alleghenis, il est moins variable et moins froid que sur la côte Atlantique, quoique la première de ces contrées soit encore moins dépouillée d'arbres que la seconde.

Cette inconstance du climat sur la côte Atlantique provient de plusieurs causes : du calorique, que le courant du golfe Mexicain y amène des tropiques, et des vents froids qui y descendent sans obstacle du grand plateau des lacs, et qui se refroidissent encore en traversant les Alleghenis ; mais elle provient, surtout, de l'inconstance des vents, qui varient quelquefois en un jour, non de quelques points du compas, mais d'un point de l'horizon au point opposé. Les principaux vents sont le nord-ouest, le sud-ouest, et le nord-est. Le nord-est souffle dans toutes les saisons ; mais le sud-ouest souffle plus souvent en été, et le nord-ouest en hiver. Celui-ci peut être regardé, à raison de sa durée et de son intensité, comme le vent dominant des États-Unis. Tous les vents du nord au sud, dans les rumbs de l'ouest, sont secs ; et tous les vents du nord au sud, dans les rumbs de l'est, sont pluvieux. Le nord-ouest est le

plus sec de tous, parce qu'il vient de la région des montagnes et du grand plateau de l'Amérique; et le nord-est est le plus pluvieux, parce qu'il arrive chargé des vapeurs de la mer. Ce dernier vent souffle fréquemment, et il pleut aux États-Unis plus qu'en Europe; mais si les pluies y sont plus fréquentes, elles s'évaporent aussi plus vite, parce que l'air y est plus agité. Le tonnerre, la grêle et la neige y sont des météores très communs. Dans les États du nord, les campagnes sont couvertes de neige pendant trois mois de l'année, et l'on y va d'un lieu à un autre en traîneau, comme en Suède et en Russie.

L'année n'a guère aux États-Unis que deux saisons, et elles s'y succèdent brusquement et presque sans transition; dans tout le nord, les hivers sont longs et rigoureux, et les étés courts, mais brûlants.

SURFACE DU TERRAIN.

Le sol des États-Unis peut être divisé, d'après un observateur éclairé (1), en quatre

(1) M. Maclure, dans un Mémoire inséré dans les transactions de la société philosophique de Philadelphie, vol. VI,

zones, qui sont à peu près parallèles à la chaîne des Alleghenis, et qui sont distinguées les unes des autres par la nature de leurs minéraux et de leurs végétaux.

La première zone est de formation alluviale, et borde la côte des États-Unis, depuis l'Hudson jusqu'au Mississipi, qu'elle remonte sur ses deux rives jusqu'à son confluent avec l'Illinois. Elle a pour limites, d'un côté l'Atlantique, et de l'autre une ligne qui part du cap Cod, divise en deux Long-Island, traverse l'Hudson à son embouchure, coupe la Delaware à Trenton, le Schuylkill à Philadelphie, la Susquehanna au Hâvre-de-Grâce, le Patapsco à Baltimore, le Potomak à Washington, le Rappahannock à Fredericksbourg, le James à Richemond, l'Appamatox à Pe-

pag. 411. Je me suis servi, d'après ce savant observateur, de la nomenclature de Werner, qui divise les roches en cinq classes : 1°. en roches primitives ou pures, qui ne contiennent aucun corps organisé; 2°. en roches de transition, qui contiennent seulement un petit nombre de coquilles; 3°. en roches secondaires, qui sont disposées par couches et formées de débris de corps organisés; 4°. en roches formées par alluvion; 5°. en roches qui sont le produit des volcans.

tersbourg, le Roanoke à Halifax, la Neuse à Smithfield, le Cap-Fear à Aversboroug, le Pédi au gué de Parker, le Santi à Columbia, la Savannah à Augusta, l'Oconi et l'Oakmulgi, les deux branches de l'Altamaha, à Rocki-Landing et au fort Hawkins, le Flint à Hawkinstown, d'où elle va directement, à travers le Chataouchi, l'Alibama et le Tombigbi, joindre près de Natchez l'alluvion du Mississipi.

La seconde zone est de formation primitive et borde la côte Atlantique, depuis le St.-Laurent jusqu'à l'Hudson, où elle est limitée d'un côté par la zone alluviale, et de l'autre, sur plusieurs points, par la crête de la chaîne orientale des Alleghenis, et par une ligne qui côtoie les Montagnes-Vertes, coupe l'Hudson à West-Point, la Delaware près d'Easton, le Schuylkill vers Reading, la Susquehanna près de Middletown, le Potomak vers Cumberland, près duquel elle joint les Montagnes-Bleues, qu'elle côtoie jusqu'au col de Magoty, d'où, en suivant la crête qui divise les eaux de l'Atlantique de celles du Mississipi, elle va se terminer en un angle aigu entre le Chataouchi et l'Alibama.

La troisième zone est d'une formation mélangée et que l'on peut nommer de transition, et elle n'occupe guère que le revers occidental de la première chaîne des Alleghenis, et quelques vallées limitrophes.

Enfin la quatrième zone, qui est d'une formation secondaire, occupe tout le terrain qui est entre la deuxième chaîne des Alleghenis, les lacs du Canada et le Mississipi, et elle a la forme d'un grand triangle, bordé sur un de ses côtés par la zone de transition, sur l'autre par l'alluvion du Mississipi, et sur le troisième par une ligne qui remonte le long de l'Hudson et du Mohawk sur le plateau du lac Onéida, d'où elle descend le long de la rivière Osswégo sur le lac Ontario, et d'où elle va, en côtoyant les bords de ce lac et ceux du lac Érié, joindre l'extrémité méridionale du lac Michigan, pour descendre avec l'Illinois sur le Mississipi, où elle se confond avec l'alluvion de ce fleuve.

La première zone, ou la zone alluviale, s'élargit graduellement en allant de l'Hudson au Mississipi, couvre tout le delta de ce fleuve, et se rétrécit ensuite peu à peu en remontant son cours, jusqu'à ce qu'elle disparaisse en-

tièrement au-dessus de son confluent avec l'Illinois. Sa largeur varie depuis dix jusqu'à deux cents milles.

Cette zône est formée de tourbe, de gravier, de sable, d'argile, de fer limoneux et de tuf, dont les couches sont presque toujours disposées horizontalement, ou suivent les légères ondulations du sol; mais elle est coupée en divers lieux par des bancs de coquilles, comme dans les Carolines et sur le littoral de la Floride. Le fer limoneux couvre en général les niveaux inférieurs, et les supérieurs sont couronnés de grès et de poudingues. Des ocres, dont les couleurs varient du jaune clair au brun foncé, s'y montrent aussi quelquefois, tantôt en couches horizontales, alternant avec d'autres substances, et tantôt en petits cubes ressemblant au silex.

La zone alluviale est en général d'un niveau uni, s'élevant insensiblement vers les Alleghenis; et il paraît qu'elle a été l'ouvrage du courant du golfe Mexicain, qui bat la côte américaine, depuis la pointe de la Floride jusqu'à celle du cap Cod, et qui s'en écarte ensuite, pour se diriger à l'est vers le banc de Terre-Neuve. C'est la raison sans doute

pour laquelle l'Océan baigne encore la formation primitive, depuis le cap Cod jusqu'à l'alluvion du fleuve St.-Laurent.

Cette formation primitive, qui constitue la seconde zone des États-Unis, s'élève en pentes plus ou moins escarpées vers la crête de la chaîne orientale des Alleghenis, et elle est composée de granit, de gneis, de schistes micacé et argileux, de calcaire et de trap primitifs, de serpentine, de porphyre, de siènite, de quartz, de schiste siliceux, de gypse primitif et de schiste novaculaire, dont les couches se relèvent généralement du sud-est vers le nord-ouest sous un angle de plus de 45 degrés, et forment des montagnes qui ont leurs sommets tantôt arrondis comme les *White-Hills*, et tantôt taillés en pyramides comme le pic d'Oter (1).

On trouve parmi ces substances une grande variété de minéraux et de métaux : parmi les premiers, les grenats, la stawrotide, l'andalousite, l'épidote, la trémolite, différentes espèces de roches magnésiennes, l'émeraude,

(1) Ce pic, qui est le plus élevé de la Virginie, a 4000 pieds de hauteur.

le granit graphite, le feldspath adulaire, la tourmaline, l'amphibole, l'arragonite et le sulfate de baryte; et parmi les métaux, la pyrite martiale dans le gneis, le fer oxidé magnétique dans la roche amphibolique, le fer oxidé hématite et octaëdre, la plombagine, le cuivre gris, le molybdène, la pyrite arsénicale, le titane oxidé rouge et ferrifère, le titane siliceo-calcaire, le zinc sulfuré, le manganèse et le cobalt blanc.

Cette zone a une largeur qui varie depuis 20 jusqu'à 150 milles; mais elle n'est pas partout sans mélange, et elle est traversée par une autre petite zone de formation secondaire, qui a de 15 à 25 milles de large, et qui commence à se montrer dans la vallée inférieure du Connecticut, reparaît à l'ouest de l'Hudson vers Elisabeth-Town, coupe le Rariton à Brunswick, la Delaware au-dessus de Morrisville, le Schuylkill vers Norristown, la Susquehanna à Maystown, va par York et Hanover à Frédériktown, où elle disparaît pour reparaître de nouveau le long de la rivière Monacasi, près du confluent de laquelle elle traverse le Potomak, pour aller finir au Rappahannock. Cette formation secondaire, interposée au mi-

lieu de la formation primitive, est composée de grès ancien, de calcaire, d'agglomérat siliceux, mêlé avec des cailloux quartzeux, de roche amphibolique et de *wacke* recouvrant ordinairement le grès sur les hauteurs.

Un sillon de terrain de transition, qui n'est guère large que de 2 à 15 milles et qui a la forme d'un coin allongé, dont le gros bout touche à la Delaware et le petit va aboutir aux sources du Roanoke, côtoie au sud-est la petite zone de formation secondaire et la coupe vers le Potomak, pour la côtoyer au-delà vers le nord-ouest. Ce sillon est composé de calcaire à petits grains, bleu, gris, rouge et blanc, alternant avec des couches de *grauwacke* et mêlé avec la dolomite, le silex, un marbre blanc grainé, le spath calcaire, la pyrite cubite et le galène.

Entre ces deux sillons de formations différentes, on trouve encore dans la seconde zone, à 12 milles à l'ouest de Richemond en Virginie et dans un bassin oblong fondé sur la roche primitive, un banc de houille de 20 milles de long sur 10 de large, mêlé de grès blanchâtre et d'argile schisteuse, ayant des impressions végétales.

La troisième zone des États-Unis, ou la zone de transition, n'occupe guère qu'une largeur de 20 à 40 milles, et s'incline généralement sous un angle de moins de 45 degrés vers le nord-ouest, sur le revers de la première chaîne des Alleghenis, jusqu'à ce qu'elle ait atteint le chaînon transversal qui lie cette chaîne à la seconde; d'où, en traversant le lit de la Kanhawa et celui du Holston, le principal affluent du Tennessé, elle revient couper la première chaîne des Alleghenis vers les sources de la Savannah, pour aller se terminer vers le Tombigbi. Cette zone est formée de calcaire, de *grauwacke*, de schiste siliceux et de substances quartzeuses. Le calcaire, le grauwacke et le schiste occupent ordinairement les vallées; et les assemblages quartzeux, parmi lesquels on trouve la pierre meulière, des os d'animaux et des débris d'insectes marins, forment la charpente des montagnes. Le fer et le plomb sont les seuls métaux que l'on ait trouvés dans cette zone : le plomb en masses sous la forme de galène, et le fer en couches sous la forme de pyrite; mais on y a trouvé sur quelques points des couches d'anthracite, accompa-

gnées de schiste aluneux et de la pierre d'Italie, et sur d'autres, des veines de sulfate de baryte, tantôt granulaire et tantôt schisteux.

La zone de formation secondaire, ou la quatrième zone des États-Unis, est la plus grande de toutes, et elle occupe une surface de 200 à 500 milles de largeur, depuis la seconde chaîne des Alleghenis jusqu'au Missisipi, vers lequel elle descend par une pente douce, pour aller se confondre avec l'alluvion de ce fleuve. La stratification de cette zone est semblable à celle de la première, et elle diffère de la stratification des deux autres, en ce qu'elle est presque horizontale, partout où les couches n'ondoient pas avec les inégalités du terrain.

Cette zone est formée de grès ancien, de calcaire et de gypse stratiformes de la plus ancienne formation, de grès bigarré, de gypse et de calcaire stratiformes, de grès stratiforme d'une formation tertiaire, de sel gemme, de craie, de houille et de trap stratiforme d'une formation nouvelle.

Des couches immenses de calcaire secondaire de toutes les nuances, depuis le bleu clair jusqu'au noir, entremêlées de grès et

d'autres composés secondaires, paraissent constituer le fondement de cette formation sur laquelle repose une autre formation de houille, qui s'étend sur la rampe occidentale des Alleghenis, depuis les sources de l'Ohio jusqu'à celles du Tombigbi, et qui est accompagnée d'argile schisteuse et de grès.

On trouve aussi le long de cette rampe une formation de sel gemme et de gypse; et, d'après les sources salées que l'on a découvertes vers les lacs Onéida, Cayuga, Sénéca et vers les sources du Tennessé, il paraît que cette formation se prolonge sur la même échelle que les autres, et on peut espérer que l'on trouvera un jour sur toute cette ligne le gypse et le sel gemme, substances presque partout placées par la nature l'une à côté de l'autre.

Les seuls métaux que l'on ait trouvés jusqu'ici dans la quatrième zone, sont en certains lieux la pyrite martiale, disséminée dans la houille ou le calcaire, et dans d'autres lieux, le spath brunissant et le fer argileux, tantôt en couches et tantôt en veines; mais on a trouvé sur la Kanhawa des bancs d'une terre noire si molle, qu'on peut y faire avec un bâton un trou de 12 à 15 pieds de pro-

fondeur, d'où l'on voit fréquemment sortir un courant de gaz hydrogène, qui prend feu et s'enflamme à l'instant. Il y a dans tout le voisinage des courants constants de ce gaz, qui, une fois allumé, brûle pendant quelque temps : ce qui peut donner une idée de la manière dont se forme le charbon dans les entrailles de la terre.

L'immense zone, qui s'étend depuis l'alluvion du Mississipi jusqu'à la première chaîne des montagnes Mexicaines, n'a pas encore été suffisamment explorée; mais il paraît, par les observations de quelques voyageurs, qu'elle est, comme la quatrième zone, de formation secondaire, et qu'elle se compose à peu près des mêmes substances, disposées et arrangées de la même manière.

Telle est l'idée que l'on peut se former de la géologie du vaste territoire des Etats-Unis. Mais cette idée a nécessairement quelque chose de vague, parce que la nature est très variée dans toutes ses productions, et qu'elle passe de l'une à l'autre par des nuances et des gradations insensibles. On ne peut donc tracer entre elles des lignes de démarcation, que d'une main mal assurée, et à grands traits; et

on n'a essayé de le faire ici, que pour donner une notion générale de la superficie d'un pays qui est encore très peu connu, en suppléant, autant qu'on l'a pu, à l'observation par l'analogie, et sans avoir égard aux écarts accidentels de la nature, qui ne sont que des exceptions (1).

Un des principaux traits qui distinguent la géologie de ce pays, c'est qu'on n'a encore trouvé aucune trace de produits volcaniques à l'ouest des Alleghenis, et qu'en général le terrain dont il est formé semble avoir été moins travaillé par le feu que par les eaux. Il paraît, quand on considère les États-Unis dans leurs rapports avec les contrées voisines, que la formation primitive domine au-delà du fleuve St.-Laurent, et qu'elle s'étend sur toutes les régions qui sont au nord du 46e. degré de latitude. Au sud du 46e. degré, les autres formations commencent à se montrer, et la formation primitive diminue ensuite graduellement, en s'avançant au sud, où elle disparaît au-delà de l'Hudson sur toute la côte Atlantique, pour faire place à

(1) Voyez le Mémoire cité de M. Maclure.

l'alluvion qui s'étend jusqu'au Mississipi; mais elle reparaît encore immédiatement au-dessus de cette alluvion, et elle forme en quelque sorte la première marche des degrés qui s'élèvent jusqu'au sommet des Alleghenis, tandis qu'elle sert de fondement à cette immense fabrique de transition et de formation secondaire, qui s'étend depuis les Alleghenis jusqu'aux Andes mexicaines et qui n'est coupée que par l'alluvion étroite du Mississipi.

L'Hudson est la seule rivière de la côte Atlantique où la marée traverse l'alluvion, la formation primitive, la transition, et où elle entre dans la formation secondaire. Dans les autres rivières, qui sont à l'est de l'Hudson, la marée ne pénètre qu'à une petite distance dans la formation primitive, et elle s'arrête à cette formation dans les rivières qui sont à l'ouest, jusqu'à celle de l'Appamatox; mais depuis l'Appamatox, en commençant par le Roanoke et en allant jusqu'au Mississipi, elle ne touche pas même cette formation, et elle s'arrête à une distance de 30 à 120 milles de la tête de l'alluvion.

Les différentes zones des États-Unis ont chacune une végétation qui est analogue à la

nature du terrain dont elles sont composées. La zone de formation secondaire, qui est la plus grande de toutes et qui occupe tout le bassin du Mississipi, est aussi la plus fertile et la plus propre à la culture : c'est la partie agricole des États-Unis, comme la zone alluviale en est la partie commerçante.

La zone alluviale n'est productive que sur les bords des fleuves, où les terres détachées des montagnes ont formé, avec les dépôts de la mer, des mélanges fertiles.

Les deux autres zones participent de la dureté du terrain dont elles sont formées, et ne produisent qu'à force de travail; mais la vallée de Limestone, interposée au milieu d'elles et qui se prolonge par divers détours depuis l'Hudson jusqu'au James, est très propre à la culture des plantes céréales, et les vallées d'Easton, de Lancaster, de Carlisle, de Chambersbourg et de Frédéricktown sont renommées pour leur fertilité.

Ce n'est pas seulement la nature du terrain, c'est encore le climat, qui modifie dans les différentes zones des États-Unis les productions végétales.

Toute la région comprise entre les Alleghe-

nis, les lacs et les Andes mexicaines, et qui est située sous un climat tempéré, nourrit les plus beaux arbres forestiers : tels que le chêne blanc, les noyers noirs et écailleux, le noyer hickery, le cerisier, l'arbre à café, le févier, le tulipier, les frênes blanc et bleu, le micocoulier, le mûrier rouge, les érables blanc et noir, l'érable à sucre, l'orme blanc, le tilleul et le platane occidental (1).

La côte Atlantique, depuis le golfe Mexicain jusqu'au Roanoke, produit les divers résineux : tels que le pin à longues feuilles, le pin jaune et le cèdre rouge dans les lieux secs, et le cyprès à feuilles d'acacia dans les bas fonds.

La région qui est entre le Roanoke et le Connecticut, nourrit sur les hauteurs le cornus florida, les chênes rouge et noir, les bouleaux noir et rouge, le bouleau à canots, le hêtre, le peuplier-baumier ; et, dans les lieux

---

(1) Voyez l'histoire des arbres forestiers de l'Amérique septentrionale, par M. André Michaux, ouvrage éminemment utile, qui apprend aux Européens à apprécier le haut degré d'importance que méritent les arbres de cette partie du nouveau monde.

bas l'érable rouge, les frênes rouge et noir, le nissa-aquatica, le pin blanc, l'abies nigra, l'abies canadensis, le thuya occidental, et quelques autres résineux, qui se montrent d'abord épars et puis par massifs, à mesure que l'on s'élève vers le nord.

Enfin, dans la région qui s'étend depuis le Connecticut jusqu'au St.-Laurent, reparaissent les résineux comme dans leur empire; et, ne laissant aux arbres forestiers que les rives des fleuves et leurs alluvions, ils s'avancent par le Canada vers le nord, où bientôt ils font place au genèvrier et aux maigres arbustes clair-semés dans les déserts du cercle polaire.

Tel est l'état physique des États-Unis : je vais exposer dans le chapitre suivant leur état politique.

CHAPITRE II.

De l'état politique des États-Unis.

Les États-Unis sont composés de dix-huit états et de plusieurs districts ou territoires particuliers, qui doivent devenir des états, dès qu'ils auront acquis une population de 60 mille habitants, requise pour avoir une représentation au congrès, ou près le gouvernement fédéral.

Ces états ou districts particuliers sont:

En deçà des Alleghenis et sur la côte Atlantique, le district du Maine, le plus élevé au nord: l'état de New-Hampshire, qui n'occupe sur la mer qu'une côte de 18 milles autour de Portsmouth; et derrière le New-Hampshire, l'état de Vermont, encore tout couvert de forêts; le Massachussetts, le plus riche et le plus industrieux de tous; le Rhode-Island, le plus petit et qui est presque circonscrit à l'île de ce nom; le Connecticut, ainsi nommé de la rivière qui le coupe en deux; l'état de

New-York, qui s'enfonce dans les terres jusqu'aux lacs du Canada et qui, n'ayant sur la mer qu'une lisière de côtes, y a cependant la ville la plus commerçante et le plus beau port ; le New-Jersey et l'état de Delaware, sur le littoral qui borde la rivière de ce nom; et, au-dessus de ce littoral, la Pennsylvanie, célèbre par les institutions de Penn et par les Quakers, qui en furent les premiers habitants ; le Maryland, creusé sur ses rivages par la vaste baie de Chésapeak ; le district de Columbia sur le Potomak, composé seulement des villes d'Alexandrie et de George-Town et de la cité à peine tracée de Washington, le siége du gouvernement fédéral; la Virginie, l'état le plus grand et le plus étendu ; les deux Carolines, riches en esclaves et en cotons ; et la Géorgie, encore plus riche par ses cultures, et qui termine, au sud, la côte des États-Unis :

Et au-delà des Alleghenis, d'abord l'état de l'Ohio et ceux du Kentuky et du Tennessé sur une première ligne, et plus loin sur une autre ligne les territoires de Michigan, d'Indiana et de Mississipi, sur la rive gauche du Mississipi ; et sur sa rive droite,

la Haute-Louisiane, qui s'étend jusqu'aux Andes mexicaines et aux sources du Missouri, et la Louisiane-Inférieure ou l'état de la Nouvelle-Orléans, renfermé dans un Delta semblable à celui d'Égypte.

Tous ces états ou districts sont divisés en comtés, les comtés en *townships* ou municipes, et les townships en paroisses ou villages. Ce qui distingue les comtés, c'est qu'ils sont le siége d'une cour de justice et d'une administration centrale, les townships celui d'une justice de paix et d'une administration municipale (1), et les villages le siége d'une église et d'une école publique.

Les dix-huit états ont presque tous, à l'ex-

(1) Chaque état a une constitution particulière, que le cadre de cet ouvrage ne me permet pas d'analyser, mais dont l'administration municipale forme la base. Cette administration, imitée de celle des municipes romains, est, en tout pays bien constitué, la base de l'édifice social; et quand elle est bonne, c'est la meilleure part que l'on puisse faire au peuple de la liberté politique. Le peuple est assez indifférent à la distribution des grands pouvoirs, et il les voit sans envie aux mains des principaux propriétaires, qui sont plus intéressés que lui à les défendre; mais il aime à se choisir lui-même ses officiers municipaux et ses juges immédiats, parce

ception de l'état de Vermont qui n'a qu'un seul corps de représentants, la même constitution politique : savoir, un pouvoir législatif divisé en deux branches, en une législature et en un sénat : un pouvoir exécutif placé sur la tête d'un gouverneur; et un pouvoir judiciaire confié à des magistrats élus à temps ou à vie, qui distribuent la justice, réunis en corps ou séparément, mais toujours d'après le jugement d'un juri.

Les trois pouvoirs (1) qui régissent chaque état sont bien distincts et séparés, mais ils

---

qu'il a sans cesse à faire à eux; et voilà pourquoi le plus grand bienfait que l'on puisse faire au peuple en tout pays, est de lui donner une administration municipale et une justice de paix de son choix. Quand on y a joint une école et une église, on ne lui a laissé presque rien autre chose à désirer que des impôts modérés.

(1) Ces trois pouvoirs, qui constituent partout le gouvernement et qui exercent les droits de la souveraineté, ont pour modérateur un pouvoir suprême, qui dans les monarchies réside dans le prince, et dans les républiques, dans le corps de la nation. Chercher la source de ce pouvoir sur la terre ou dans le ciel, c'est une recherche vaine, puisque, de quelque part qu'il émane, c'est toujours la force qui l'établit, et qu'il ne devient légitime que par la prescription et par l'usage qu'on en fait.

sont en général mal balancés l'un avec l'autre, et presque tous faiblement constitués (1) : en sorte que, presque partout, le gouvernement manque de force pour faire exécuter les lois. Il est vrai que l'étendue territoriale du pays et la rareté de sa population, ne laissant presque personne aux États-Unis sans travail et sans propriété, il n'est pas nécessaire que le gouvernement, qui n'est institué que pour protéger la propriété, y ait autant de force que dans d'autres pays; mais il n'est pas moins vrai qu'on aurait pu lui en donner davantage, sans compromettre la liberté publique : ce qui peut la compromettre, ce n'est pas la force de chaque pouvoir en particulier, c'est la réunion de tous dans un seul corps ou dans une seule main.

---

(1) En général, le pouvoir législatif y a trop de force, et le pouvoir exécutif trop peu, parce qu'on a craint mal à propos de compromettre la liberté publique. Quand les pouvoirs sont bien séparés et qu'ils agissent chacun dans sa sphère, indépendamment les uns des autres, plus chaque pouvoir a de force, mieux les lois sont exécutées; et, mieux les lois sont exécutées dans un pays, plus il y a de liberté réelle : de sorte que l'on peut dire que le gouvernement le plus fort est aussi le plus favorable à la liberté.

Un gouvernement fédéral, qui n'est au fond qu'une délégation de tous les états fédérés, est le lien qui unit tous ces états entre eux, mais un lien qui se relâche sans cesse par l'opposition ou la diversité des intérêts, et qui finira par se rompre, si on ne le resserre par de nouvelles institutions. Ce gouvernement est composé de trois pouvoirs bien distincts : du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire.

Le pouvoir législatif, que l'on nomme congrès, est formé d'un sénat et d'un corps de représentants. Les sénateurs et les représentants sont nommés par le collége électoral ou par la législature de chaque état. Chaque état nomme deux sénateurs, et il nomme un représentant à raison de 30 mille ames de population. Les représentants sont élus seulement pour deux ans, et les sénateurs pour six; mais les sénateurs sortent par tiers tous les deux ans : de sorte que le sénat n'est jamais que partiellement renouvelé, et qu'il peut toujours conserver le même esprit. Chacun des deux corps a l'initiative des lois (1),

(1) Sans l'initiative ou la proposition des lois, la section

excepté en matière d'impôts, où ce droit est réservé au corps des représentants; mais le sénat a droit d'amendement, et il est, dans tous les actes importants, le conseil du pouvoir exécutif.

Le pouvoir exécutif réside dans les mains d'un président et d'un vice-président, élus tous les deux pour quatre ans par les électeurs de chaque état.

Le président sanctionne les lois et les fait exécuter. Il est le chef suprême de l'administration, qui est confiée à des ministres particuliers, relevant immédiatement de lui, mais responsables devant la loi : il commande les forces de terre et de mer, nomme les généraux et les ambassadeurs, et fait les alliances et les traités; mais il est obligé de prendre le conseil du sénat, et ce n'est qu'avec l'approbation de ce corps qu'il peut faire la guerre ou la paix.

Le vice-président préside le sénat, et rem-

du gouvernement qui connaît le mieux les maux du peuple serait privée du droit d'en provoquer le soulagement, et le corps représentatif ne serait qu'un vain écho du pouvoir exécutif, au lieu d'être l'organe de la nation.

place le président en cas de maladie ou de mort.

Le pouvoir judiciaire est exercé par une cour suprême, qui juge les différends des états entre eux et qui est en même temps cour d'appel et de cassation, et par des cours inférieures, que l'on nomme cours de circuit et de district. Il y a une cour de district pour chaque état, et une cour de circuit pour deux états.

La cour de district décide de tout ce qui est relatif aux douanes, à la navigation et au fisc; et la cour de circuit, de tout ce qui a rapport à la propriété et à la sûreté des États-Unis.

La cour suprême est composée de sept juges, dont le premier a le titre de chef de justice. La cour de district n'est composée que d'un juge, et la cour de circuit est composée d'un juge de district et d'un des juges de la cour suprême. Tous ces juges sont nommés par le président des États-Unis; mais ils ne peuvent être destitués que pour forfaiture.

Chaque état, d'ailleurs, a ses tribunaux particuliers, qui ont tous leur propre hiérar-

chie, et qui ne sont point soumis au contrôle de ceux des États-Unis.

Le gouvernement des États-Unis a tous les vices des gouvernements fédératifs, et il est même dans son genre mal constitué, parce qu'on ne lui a pas donné assez de force.

Il n'a pas assez de force sur les états fédérés, qui ont chacun un esprit différent, quoique en général les états du nord suivent l'impulsion du Massachussetts, les états du milieu celle de la Pennsylvanie, tandis que les états du sud sont entraînés dans le tourbillon de la Virginie. Ceux qui sont situés au-delà des Alleghenis, ne diffèrent pas moins d'esprit entre eux, et ils ne s'accordent guère qu'en un seul point, dans leur esprit d'opposition aux états de l'Atlantique.

Le gouvernement fédéral n'a pas même assez de force pour se maintenir contre les factions; et les chefs de ce gouvernement, exposés sans cesse aux insultes et à la calomnie, n'ont souvent d'autre parti à prendre, pour conserver leurs places, que celui de se jeter dans les bras de la faction dominante.

Enfin, il n'a pas assez de force dans ses

relations avec les puissances étrangères, et il se trouve dans une position et des circonstances où il devrait feindre de l'énergie, quand même il n'en aurait pas.

Ce gouvernement ne fait que débuter sur la scène politique; or, le début d'un gouvernement sur la scène politique ressemble à celui d'un jeune homme dans le monde. On le tâte d'abord pour savoir s'il a du cœur; mais quand il a bien établi sa réputation par un acte de courage, on le laisse tranquille. Les États-Unis se seraient épargné bien des guerres et des malheurs, s'il avaient repoussé par la force les premières injures qu'on leur a faites : on n'a accumulé sur eux les affronts, que lorsqu'on a vu qu'ils ne savaient pas ou qu'ils ne voulaient pas les venger. Les gouvernements ne doivent jamais déclarer la guerre sans une juste cause; mais ils doivent être toujours préparés à la faire (1).

Le gouvernement des États-Unis n'a guère donné, depuis son institution, que des preuves de faiblesse, et on ne doit pas en

(1) Les Américains n'avaient pas encore déclaré la guerre aux Anglais en 1810, et ils ont hésité long-temps avant de la déclarer.

attendre, à l'avenir, plus de vigueur, tant qu'il sera conduit par des avocats et des gens de loi, espèce d'hommes les moins propres à en gouverner d'autres, parce qu'ils ont presque tous l'esprit faux et le caractère émoussé, et qu'avec leurs petites idées et leurs petites passions, ils croient pouvoir gouverner les empires, comme on gouverne une coterie.

Cependant, il faut dire à la louange de ce gouvernement, qu'il offre une espèce de phénomène dans le monde politique, et qu'il gouverne comme la Providence sans se faire sentir, et presque sans se laisser apercevoir : car il faut aller le chercher au fond des bois, pour savoir s'il existe; et, comme quelques oiseaux de passage, il disparaît dans la belle saison (1).

Ce gouvernement, qui passe aujourd'hui en Europe pour le gouvernement le plus libéral qu'il y ait au monde, ne l'est pas plus au fond que le gouvernement anglais, et il n'y pas aux États-Unis plus de liberté

---

(1) Le président et les ministres vont ordinairement pendant la moisson à leurs terres, qui sont quelquefois à plusieurs centaines de lieues de Washington, et ils n'en reviennent qu'à la fin de l'été.

réelle qu'en Angleterre; mais il y a plus de liberté apparente : or, c'est cette apparence de liberté qui flatte le plus l'orgueil de l'homme et son goût pour l'indépendance; et si le grand art de gouverner les peuples est de leur cacher les fers qu'ils traînent partout après eux, il faut avouer que le gouvernement américain est plus habile que tous les autres. Mais n'est-il pas à présumer qu'on attribue à l'habileté de ce gouvernement ce qui n'est que l'ouvrage de sa faiblesse?

Le peuple américain a regardé jusqu'ici cette faiblesse de son gouvernement comme la plus sûre garantie de sa liberté; mais il en a une bien plus réelle dans le droit de pétition, qui est le seul recours de l'homme opprimé; dans la liberté de la presse, qui est le plus grand frein de l'homme puissant (1);

(1) Sans la liberté de la presse, l'autorité publique ne peut être ni éclairée ni responsable; et si cette liberté a, comme toutes les choses humaines, quelques inconvénients, on peut dire que, comme la lance d'Achille, elle guérit toutes les blessures qu'elle fait. Cette liberté est encore plus nécessaire dans les monarchies que dans les républiques, parce qu'il y a autour de tous les trônes, même de ceux où sont assis les meilleurs rois, une nuée de courtisans qui empêche la voix

dans le petit nombre des troupes soldées, comparé au grand nombre des milices; et surtout dans la loi constitutionnelle, qui ne permet pas à l'armée, ni à aucune portion de l'armée, d'agir dans l'intérieur, sans l'intervention du magistrat : c'est là la véritable sauvegarde de sa liberté politique (1). L'armée est établie pour défendre le pays, avec le secours des milices, contre l'ennemi du dehors; mais c'est au magistrat seul, appuyé des milices, à

---

de l'homme vrai d'arriver jusqu'au monarque : c'est même la seule voie par laquelle le monarque puisse être instruit de l'opinion publique, qui fait tôt ou tard une explosion terrible, lorsqu'au lieu de se manifester par une noble et franche opposition, elle fermente dans les ténèbres. On a cherché dans quelques pays à régler la liberté de la presse; mais on a reconnu qu'on ne pouvait pas la régler sans la détruire : car on ne peut pas plus punir les pensées avant qu'elles soient produites, qu'on ne peut punir les actions avant qu'elles soient commises. L'action seule des tribunaux peut réprimer les abus des uns et des autres.

(2) Je n'ai pas cru devoir parler ici de la loi d'*habeas corpus*, sans laquelle au reste il n'y a point de liberté civile, parce que cette loi ne garantit que la liberté individuelle, et qu'elle est commune aux Américains et aux Anglais, ainsi qu'aux autres nations libres.

le défendre au dedans, et à y maintenir la tranquillité intérieure.

Ce qui manque essentiellement au gouvernement américain, c'est qu'il n'a lui-même aucune garantie suffisante contre le peuple. Si l'on voulait perfectionner ce gouvernement, il faudrait le renforcer et en mieux balancer les pouvoirs, pour les maintenir dans un équilibre plus parfait (1). Un pouvoir exécutif avec plus de force; un sénat composé de membres inamovibles (2), pour protéger le peuple contre le pouvoir exécutif et le pouvoir exécutif contre le peuple; un corps représentatif, composé de grands propriétaires (3); de grands propriétaires

(1) Les pouvoirs aux Etats-Unis sont bien séparés, mais ils sont mal balancés; or, c'est dans la séparation et l'équilibre des pouvoirs, que consiste principalement l'art de constituer un état.

(2) Le sénat ne doit être composé de membres héréditaires, que lorsque le chef du gouvernement est lui-même héréditaire; autrement l'équilibre serait rompu, et le sénat dégraderait ou renverserait le trône, comme cela est arrivé en Pologne.

(3) Le corps législatif américain n'étant pas composé de grands propriétaires, on a été obligé d'accorder aux mem-

pour juges et pour magistrats; et enfin un code de législation, clair et précis, pour se débarrasser de la vermine des gens de loi: telles sont les améliorations que les américains doivent introduire dans leur gouvernement et dans leur administration. Ils ne doivent jamais perdre de vue, que les gouvernements ont été essentiellement établis pour

---

bres du congrès une indemnité pour le temps de la session. Or, il ne convient dans aucun pays de payer les représentants de la nation, parce que tout homme qui est salarié par le pouvoir exécutif, ne peut être que son valet et jamais son surveillant; parce que cet homme ne voudra pas déplaire au pouvoir exécutif, crainte de perdre son salaire par la dissolution du corps représentatif. D'ailleurs les représentants de la nation étant essentiellement destinés à voter l'impôt et à en surveiller l'emploi, ils ne peuvent pas donner au pouvoir exécutif et recevoir de lui en même temps: car de quel front oseraient-ils refuser des tributs qu'ils doivent eux-mêmes partager? Ajoutez qu'en ne payant pas le corps représentatif, on prévient les brigues des candidats, qui ne cherchent ordinairement à faire les affaires de la nation que pour mieux faire les leurs; que l'on déconcerte toutes les ambitions intéressées; et qu'en donnant la plus grande influence à la propriété, on excite l'émulation de tous, parce que tous, même les plus pauvres, peuvent arriver à la propriété par le travail. Or, le but de tout gou-

protéger la propriété, et que le meilleur de tous est celui qui la protège le mieux.

POPULATION ET VILLES PRINCIPALES.

On peut voir dans les tables statistiques, et particulièrement dans les tables I et II l'étendue et la population de chaque état. Il paraît, par le dénombrement fait en 1800, que la population des États-Unis s'élevait alors à 5,281,588 habitants', sans y comprendre celle de la Louisiane, qui n'était pas encore réunie, ni les différentes tribus de sauvages qui erraient sur la rive orientale du Mississipi. Le district du Maine avait, à cette époque, 151,719 habitants, sur une superficie de 20,213 milles carrés; le New-Hampshire avait en superficie 8,536 milles, et 183,835

---

vernement doit être d'encourager le travail, qui est la source de la richesse nationale et du bonheur public. (*Voy.* Notions d'Economie politique, à la fin.)

Enfin, le premier principe de toute sage économie, est de ne pas payer tout ce qu'on peut faire faire gratuitement: or, peut-on craindre qu'il ne se trouve pas parmi les grands propriétaires d'une nation assez de citoyens désintéressés pour désirer d'aller la représenter au corps législatif sans salaire, lorsqu'ils seront d'ailleurs payés par la considération publique?

habitants; Vermont 9,664 milles, et 154,465 habitants; le Massachussetts 7,981 milles, et 422,845 habitants; Rhode-Island 1,080 milles, et 69,122 habitants; le Connecticut 5,400 milles, et 251,902 habitants; l'état de New-York 48,161 milles, et 586,050 habitants; le New-Jersey 7,519 milles, et 211,149 habitants; la Pennsylvanie 45,210 milles, et 602,305 habitants; l'état de Delaware 1,980 milles, et 64,273 habitants; le Maryland 10,004 milles, et 349,692 habitants; le district de Columbia 100 milles, et 14,093 habitants; la Virginie 74,170 milles, et 886,149 habitants; la Caroline du nord 42,880 milles, et 478,103 habitants; la Caroline du sud 30,110 milles, et 345,591 habitants; la Géorgie 116,405 milles, et 162,686 habitants.

Les pays situés au-delà des Alleghenis, qui n'étaient pas encore constitués en états, n'avaient en 1800 qu'une population de 347,599 habitants, sur une étendue de 566,481 milles carrés; et, sur une superficie d'environ un million de milles, la haute et basse Louisiane ne comptaient encore que 65,000 habitants, non compris les sauvages qui erraient dans cette vaste contrée.

La population a crû depuis, d'année en année, progressivement dans chaque état : moins dans les états de l'est, où le commerce et la navigation l'avaient d'abord concentrée sur les côtes, mais plus dans les états de l'ouest, où les colons pauvres se sont empressés d'aller défricher de nouvelles terres; et, dans tous les états pris collectivement, elle peut avoir augmenté d'environ trois pour cent par année : de sorte qu'on la porte maintenant à près de huit millions d'habitants (1).

Cette population est un mélange de tous les peuples de la terre, mais principalement d'hommes blancs, venus d'Europe; d'hommes noirs, transportés d'Afrique, et d'hommes rouges, nés dans le pays. Les blancs ou Européens forment le fond de la population; et l'on compte environ six millions de blancs, un million et demi de noirs, et deux à trois cents mille indigènes. Le mélange de ceux-ci avec les blancs a détruit les indigènes insensiblement, comme si c'était le sort des peuples sauvages de s'éteindre, dès qu'ils viennent à se mêler avec les peuples policés. Les noirs

---

(1) En cette année 1810. *Voy.* la Table II.

ne paraissent pas avoir craint autant le contact des blancs, et leur nombre croît annuellement dans les états du sud, où ils sont plus répandus, parce que l'esclavage y a été conservé; mais la population européenne croît encore plus rapidement dans tous les états, et l'on peut conjecturer que la couleur blanche absorbera peu à peu toutes les autres : en sorte que l'Amérique septentrionale finira par être entièrement peuplée par les Européens, après l'avoir d'abord été par les Asiatiques.

Les États-Unis n'ont encore, l'un dans l'autre, que quatre habitants par mille carré; et ils sont trop peu peuplés, relativement à leur étendue, pour que la population puisse y être bien distribuée : elle est encore trop agglomérée sur les côtes, et trop éparpillée dans l'intérieur des terres; mais elle s'étendra peu à peu, et elle couvrira insensiblement tout le pays.

Tout favorise aux États-Unis les progrès de la population : les émigrations de l'Europe, les désastres des colonies européennes, mais surtout l'abondance des subsistances. Les mariages y sont plus faciles qu'en Europe, les

naissances plus multipliées, et les décès relativement plus rares. On compte que sur soixante individus, deux s'y marient annuellement; qu'il en naît un sur vingt, et qu'il n'en meurt qu'un sur quarante. Ce dernier rapport, fondé sur des observations faites avec soin, semble incroyable dans un pays récemment défriché, et naturellement peu sain; mais il ne l'est point, parce qu'il est relatif au nombre des naissances, qui est ici bien plus grand qu'en Europe. Il doit naître aux États-Unis beaucoup plus d'enfants que parmi nous, parce que les hommes y trouvant dans l'étendue du territoire plus de moyens de subsister, les mariages y sont plus précoces. Aucune considération humaine n'y arrête la reproduction, et les enfants fourmillent sur ce sol pâteux, comme les insectes. Ces enfants ont presque tous de jolies formes, des cheveux blonds et la fraîcheur des roses à peine écloses; et ils brillent dans les rues des villes américaines, comme les fleurs brillent au printemps dans les campagnes.

La population croissante des États-Unis est donc le résultat nécessaire de l'état politique du pays, et elle est aujourd'hui indépendante

même des immigrations de l'Europe et des autres parties du monde. Les quatre cinquièmes de cette population vivent du produit de l'agriculture, et sont dispersés dans les champs, ou habitent les bourgs et les villages; l'autre cinquième vit du produit des manufactures, du commerce et de la navigation, et habite les villes.

Les plus peuplées de ces villes sont Philadelphie dans la Pennsylvanie, New-York dans l'état de ce nom, Baltimore dans le Maryland, Boston dans le Massachussets, Charleston dans la Caroline du sud, la Nouvelle-Orléans dans le delta de la Louisiane, Norfolk dans la Virginie, et Washington dans le district de Columbia. On peut voir dans la table I la situation respective de ces villes et de toutes les autres (1).

Philadelphie a environ 120,000 habitants, New-York 90,000, Baltimore 40,000, Bos-

(1) On peut voir aussi dans la Table I la population relative et croissante de ces villes. La population de Philadelphie s'est élevée depuis 1805 jusqu'à 1810, de 90 mille à 120 mille habitants; et celle de New-York de 70 mille à 90 mille : il en est ainsi des autres villes, dans une progression plus ou moins forte.

ton 36,000, Charleston 30,000, la Nouvelle-Orléans 20,000, Norfolk 10,000, la cité de Washington 6,000. La plus peuplée des autres villes n'a pas 10,000 habitants.

Les villes des États-Unis ne sont pas belles, somptueuses, comme les villes d'Europe; mais elles sont mieux aérées, plus spacieuses, et presque toutes entremêlées d'arbres et de jardins, qui leur donnent l'aspect et les agréments de la campagne. Dans plusieurs même, les maisons ne sont pas contiguës et liées les unes aux autres; elles forment des groupes, comme dans quelques-uns de nos hameaux.

Philadelphie n'est pas, comme on l'a dit, la plus belle ville du monde; mais elle est la plus remarquable pour la régularité de ses rues et la propreté de ses maisons. Elle est située entre la Delaware et le Schuylkill, à six milles au-dessus de leur confluent, et à cent vingt milles de l'Océan. C'est un grand parallélogramme qui s'étend d'un fleuve à l'autre et qui est tout coupé, comme un échiquier, à angles droits. Toutes les rues et toutes les maisons se ressemblent; et rien n'est plus triste que cette uniformité, si ce n'est la tristesse de ses habitants, dont la plu-

part sont de la secte des Quakers, ou de celle des Puritains.

New-York a un aspect plus riant, et ressemble plus à une ville d'Europe. Elle est bâtie à l'embouchure de l'Hudson, sur une langue de terre qui se prolonge entre le fleuve et le sound de Long-Island et que l'on a détachée, par une coupure, de la terre-ferme. L'esplanade, nommée la batterie, et qui est à l'angle saillant que forment l'Hudson et la mer en se réunissant, offre un des plus beaux points de vue qu'il y ait au monde.

Baltimore et Boston ont toute l'apparence de villes anglaises : la première, qui a été bâtie tout à coup, comme par enchantement, est située sur la Chésapeak, à l'embouchure de la rivière Patapsco; et l'autre, à l'embouchure de la rivière Charles, sur une presqu'île du Massachussetts, qui ne tient à la terre-ferme que par un fil.

Charleston, la Nouvelle-Orléans et Norfolk ont une autre physionomie, et ressemblent plus aux villes des Antilles.

Charleston est bâtie au confluent du Cooper et de l'Ashley, qui vont se jeter à six milles de là dans l'Océan et qui forment,

par leur réunion, un grand canal ou une rade longue, à l'entrée de laquelle est l'île et le fort de Sullivan.

La Nouvelle-Orléans et Norforlk sont situées, la première sur la rive gauche du Mississipi, à cent cinq milles de son embouchure dans le golfe Mexicain; et l'autre, sur la rive droite de la rivière Elizabeth, à cinq milles de son embouchure dans la baie de Chésapeak.

Boston, New-York et Baltimore, qui semblent sortir du sein des eaux pour s'élever graduellement sur un terrain inégal, offrent de loin une agréable perspective; mais rien n'est plus hideux que les dehors et les approches de Philadelphie, de Norfolk, de Charleston et de la Nouvelle-Orléans, bâties sur un terrain bas et uni, au milieu des eaux et des boues.

Toutes ces villes, au reste, sont construites en briques ou en planches peintes; et, si l'on excepte quelques édifices destinés aux banques publiques, rien n'est plus mesquin que leur architecture : c'est le genre hollandais marié au style chinois, si l'on peut donner ce nom à ce genre grotesque.

La cité de Washington, le siége actuel du

gouvernement fédéral, a été tracée sur un plan plus beau et moins uniforme. Sa situation au milieu des terres, entre le Maryland et la Virginie, autour de la Chésapeak qui est comme le cœur des États-Unis, et sur un terrain élevé où les marées du Potomak portent les plus grands vaisseaux, a été bien choisie. L'enceinte de la ville doit embrasser une superficie de 4,124 acres (1), dont 712 sont réservés aux avenues, et 3,412 aux emplacements des maisons : mais, à l'exception de quelques édifices destinés pour le gouvernement et dont le principal, où siège le congrès, porte le nom pompeux de *Capitole*, rien n'est encore bâti; et il paraît que la grandeur même du plan en empêchera ou du moins en retardera l'exécution, parce que ce pays n'est pas encore assez riche pour peupler une aussi grande ville. Washington ressemble aujourd'hui à ces villes russes, tracées dans les déserts de la Tartarie, dans l'enceinte desquelles on ne voit que des champs nus et quelques groupes de maisons.

---

(1) 640 Acres font un mille carré : (*Voyez* Notions préliminaires, pag. 7.)

Les autres villes des États-Unis n'ont rien de remarquable, et l'on peut en voir dans la table I la nomenclature et la population.

Les bourgs et les villages sont bâtis, en général, comme en Angleterre, sur une seule ligne et sur deux rangs de maisons (1); et ils forment ordinairement une longue rue, qui est environnée, des deux côtés, de jardins et de vergers. Cette manière de bâtir dans les villages est préférable à celle que l'on emploie communément en Europe, où les maisons, agglomérées les unes à côté des autres, offrent tous les inconvénients des villes, sans aucun des agréments de la campagne.

AGRICULTURE, INDUSTRIE, COMMERCE ET FINANCES.

Le territoire des États-Unis, relativement à l'agriculture, peut être divisé en deux parties qui sont bien distinctes l'une de l'autre. Les terres qui bordent l'Atlantique sont, en général, mauvaises ou médiocres; mais celles qui

(1) Ces maisons sont ordinairement séparées les unes des autres, afin que le feu, en cas d'accident, ne puisse pas se communiquer de l'une à l'autre.

sont au-delà des Alleghenis, dans les bassins du St.-Laurent et du Mississipi, ne le cèdent pas en bonté aux meilleures terres de l'Europe, et elles ont en outre cet avantage, qu'elles sont presque toutes vierges et très faciles à exploiter. La végétation y est tardive, mais prompte: ce qui tient à l'humidité du sol.

Le sol des États-Unis est propre, par son immense étendue et par la diversité de ses sites, à presque toutes les cultures. Le blé croît partout, et plus particulièrement entre l'Hudson et le Potomak; le tabac, le chanvre et le lin croissent entre le Potomak et le Roanoke; et le riz, le coton et l'indigo, entre le Roanoke et le golfe Mexicain.

Tous les grains réussisent dans la vallée de Limestone et dans celle du Mississipi; mais c'est surtout dans le delta de ce fleuve, qui est, comme celui du Nil, l'ouvrage des eaux, que prospèrent la canne à sucre et l'indigo.

Presque partout la terre abonde en pâturages; mais elle se refuse à la culture des arbres fruitiers (1), ou ne produit que des fruits

---

(1) Il faut cependant excepter les pêchers et les poiriers, qui donnent de bons et beaux fruits.

âpres et sans saveur. On n'a pas encore pu y naturaliser la vigne ni l'olivier.

Les cultures les plus riches sont celles des productions coloniales et des plantes potagères, et les Américains doivent ces cultures aux Français de St.-Domingue, qui se sont réfugiés parmi eux. Ils leur doivent aussi la culture de quelques fruits à noyau et à pepins, et ils connaissent maintenant un genre de luxe qu'ils ne soupçonnaient pas il y a vingt ans, le luxe des desserts.

Les prairies artificielles ne sont connues qu'aux environs des villes; mais de tous côtés s'étendent, sur le bord des eaux, sous l'ombrage des bois ou au milieu de leurs clairières, de vastes prairies naturelles, qui nourrissent d'immenses troupeaux de bœufs et de cochons. La race de ces animaux, qui est venue d'Europe, ne s'est point améliorée; mais celle des chevaux m'a paru belle, et elle doit sa beauté au croisement des races anglaise et espagnole. Le cheval de la Pennsylvanie et de la Virginie est comparable, par son encolure et par l'élégance de ses formes, aux plus beaux chevaux européens.

On compte aux États-Unis environ un

million et demi de chevaux, quatre millions de bœufs, et dix millions de moutons. Le nombre des porcs et des volailles est innombrable.

Les animaux indigènes ne sont pas nombreux. Le sol des États-Unis est riche en reptiles, mais il paraît pauvre en quadrupèdes et en oiseaux (1). Les oiseaux américains se font remarquer par la beauté de leur plumage, mais non par celle de leur chant : le voisinage de l'homme n'anime point leur voix, et presque jamais ils n'interrompent le silence des forêts. Il y a très peu de quadrupèdes dont on ne trouve les analogues en Europe; et à l'exception du castor, qui vit en troupes sur les lacs du Canada et au milieu des vastes prairies de la Louisiane, il n'y en a pas une seule espèce qui soit plus belle ou plus perfectionnée que dans l'ancien continent. Le mamouth, ou mastodonte, dont on a trouvé des sque-

(1) Les oiseaux paraissent rares dans les campagnes, parce qu'on ne les entend jamais, et les quadrupèdes paraissent peu nombreux, parce qu'ils vivent presque tous au fond des bois; mais des naturalistes éclairés m'ont assuré que les espèces en étaient aussi multipliées aux Etats-Unis qu'en Europe.

lettes sur les bords de l'Ohio, et qui par sa grandeur ressemblait à l'éléphant, n'était point un animal particulier au nord de l'Amérique, puisqu'on l'a aussi retrouvé dans le nord de l'Asie; mais on ne le trouve plus aujourd'hui aux États-Unis que dans l'état fossile, et il paraît que l'espèce en a péri.

Les herbages destinés à la nourriture des quadrupèdes, et surtout de ceux qui sont les plus utiles à l'homme, sont rares et maigres sur tout le littoral de l'Atlantique, depuis le golfe du Mexique jusqu'au Roanoke; mais ils deviennent plus communs en Virginie, et ils sont abondants au nord du Potomak et du 38e. degré. Ceux qui donnent le meilleur rapport, sont le *thimoty* ou *phlœum pratense*, et le *blue-grass* ou *poa compressa.* Un acre de terre donne annuellement quarante quintaux de ces herbages.

On peut se faire une idée des autres produits agricoles, en jetant les yeux sur la table V. L'acre de terre ne donne dans une récolte moyenne que dix boisseaux américains de froment (1), douze de seigle et

(1) Le boisseau américain correspond à peu près au

d'orge, quinze de maïs et de sarrasin, dix-huit de riz, quatre-vingts de pommes de terre et de navets; mais il ne produit pas tout ce qu'il peut produire, parce que le but du colon américain n'est pas de tirer le plus grand rapport de la terre, mais seulement du travail qui y est appliqué, et qui est ici très cher : tout son art est d'épargner la main-d'œuvre.

Le chanvre, le lin, le coton, l'indigo et la canne à sucre sont en général d'un bon rapport; mais le tabac est d'un rapport très incertain, et, comme il ne sert ni à la nourriture ni à l'habillement de l'homme, la culture en est depuis quelque temps négligée.

Le système agricole des états du nord, formé sur celui d'Angleterre, n'est pas mauvais. Les terres y sont divisées en fermes de cinquante à cent acres, et de deux ou trois charrues chacune. Elles ne sont par conséquent ni trop grandes ni trop petites, et on les exploite avec une grande économie d'hommes

---

minot de Paris : celui de blé pèse 60 à 65 livres; le boisseau de maïs 50 à 55 livres, et pour les autres grains en proportion. (*Voyez* la Table V.)

et de chevaux : de sorte qu'il reste un assez grand excédant de produit, destiné à la consommation générale.

Ce n'est que dans les états du sud et au-delà du Potomak, que les fermes, ou comme on dit les plantations, devenant trop étendues, leur étendue même nuit à leur culture. Le planteur virginien ou carolinien ne tire pas de sa plantation la moitié de ce qu'elle devrait donner; mais, comme il est dédommagé de la petite quantité de ses produits par leur richesse, il préfère son systême agricole, qui est à peu près celui des Antilles, au systême des états du nord, plus conforme aux méthodes européennes.

Le Maryland, placé entre les deux grandes régions qui partagent les États-Unis, offre la nuance de l'agriculture des états du nord à celle des états du sud, comme il offre la nuance du caractère des peuples qui habitent l'une et l'autre région.

L'agriculture n'est pas mieux entendue dans les états de l'ouest que dans ceux du sud, et elle est en général moins perfectionnée aux États-Unis qu'en Europe. Les eaux y sont moins bien distribuées; on y manque de ca-

naux d'irrigation, et on n'y fait pas assez d'usage des engrais. Les Américains semblent ignorer qu'avec de l'eau on fait partout des engrais, et qu'avec des engrais et de l'eau, il n'y a pas un pouce de terre qu'on ne puisse rendre fertile.

La terre y est par cette raison bientôt épuisée ; et ce qui contribue à l'épuiser encore, c'est qu'on ne sait pas y varier les cultures. De là les nouveaux défrichements qu'on entreprend sans cesse, et ces émigrations perpétuelles qui ont lieu des états anciens aux états nouveaux. Les colons des États-Unis ressemblent aux peuples pasteurs, tant ils ont de penchant à se transporter d'un lieu dans un autre. Il n'est pas rare de rencontrer des familles entières, qui ont émigré des bords de l'Hudson ou de la Delaware sur ceux du Missouri, après s'être alternativement établies sur les bords de l'Ohio et sur ceux du Mississipi.

Cependant, quoique les Américains aiment mieux défricher des terres nouvelles que d'améliorer les anciennes, il n'y avait encore dans tout le pays en 1805 que quarante millions d'acres cultivés : savoir, quinze millions d'acres en grains, jardins et vergers ;

dix millions en prairies et en herbages, et le reste en jachères. Je ne présume pas que l'on puisse aujourd'hui porter la quantité des terres en culture au-delà de cinquante millions d'acres.

On évalue en France le produit moyen de l'arpent de 1,344 toises carrées, à environ 40 fr. par an. Le produit moyen de l'acre, qui a environ un cinquième de moins que l'arpent, n'est évalué ici qu'à 4 dollars (1) ou à 21 fr.; mais cet acre de terre ne s'achète communément qu'à 6 ou 7 dollars ou à environ 35 fr., tandis que l'arpent s'achète en France au moins à 300 fr.

En ôtant dans les deux pays, du produit brut des terres, les deux tiers pour les frais de culture, on trouve que le revenu net d'un arpent en France est de 13 fr. ⅓, tandis que celui d'un acre de terre est ici de 7 fr.; d'où l'on voit que la terre rapporte annuellement ici le cinquième de sa valeur, tandis qu'elle n'en rapporte en France et en Europe qu'un vingtième. C'est ce calcul, aisé à faire, qui a

---

(1) Le dollar, ou piastre forte, vaut 5 francs ¼. (*Voyez* Notions préliminaires, pag. 7.)

attiré ici d'Europe tant d'immigrants, qui n'ont envisagé que le bas prix des terres relativement à leur produit, sans penser aux frais de déplacement et à tous les inconvénients d'un établissement nouveau et lointain. Ces malheureux sont venus chercher ici la fortune, et ils n'y ont rencontré que la misère et la mort. L'immigration aux États-Unis ne peut convenir qu'à ceux qui n'ont rien : tous ceux qui ont quelque chose doivent commencer par s'y ruiner, avant de songer à s'enrichir.

L'acre de terre, cultivé près des grandes villes, produit annuellement jusqu'à 6 et 7 dollars; mais il produit la moitié moins dans les campagnes, et, en prenant le terme moyen qui est de 4 dollars (1), les cinquante millions d'acres en culture doivent produire environ 200 millions de dollars; et c'est là le revenu annuel de l'agriculture, qu'il faut bien distinguer de la rente de la terre ou du prix des fermages, qui n'en est que le tiers.

Le produit de la terre est la branche la plus importante de la richesse américaine. Les trois quarts de ce produit sont consommés dans

(1) *Voyez* la Table IV.

les États-Unis, et l'autre quart est exporté aux autres nations.

Il n'est guère possible d'évaluer avec la même précision le produit des autres branches de la richesse publique, et surtout celui des forêts, des mines et des eaux.

On tire des forêts de l'Amérique septentrionale, des bois de construction et de charpente, des potasses qui proviennent des bois brûlés sur les terrains nouvellement défrichés, et des fourrures que l'on achète des indigènes, vivant encore presque tous de leur chasse. Ce produit est évalué annuellement à 15 millions de dollars, dont 5 millions sont exportés au dehors, et 10 au moins, consommés dans les États-Unis. L'exploitation des fourrures est entre les mains d'aventuriers, venus de tous les pays et n'appartenant proprement à aucun; mais l'exploitation des potasses et surtout celle des bois, qui fait aller une infinité de moulins à scie, donne la subsistance à beaucoup d'hommes utiles, et à une race d'intrépides bûcherons qui vivent au milieu des forêts, et qui forment comme la nuance du cultivateur américain à l'homme sauvage.

On trouve des mines de fer, de cuivre et

de plomb dans quelques états, et dans d'autres des mines de charbon de terre; mais soit que ces différentes mines soient pauvres, ou qu'elles soient mal exploitées, on n'en évalue guère le produit annuel qu'à 2 millions de dollars, presque tous consommés dans le pays.

Le produit de la pêche, soit dans les rivières soit dans la mer, est évalué à 7 ou 8 millions de dollars, dont 3 millions sont destinés pour les marchés étrangers, et 4 ou 5 millions pour les marchés nationaux. Cette branche d'industrie emploie 60 à 80 mille tonneaux, et elle fait vivre 8 à 9 mille pêcheurs, qui donnent chacun au pays un revenu annuel de 900 dollars. La classe des pêcheurs est la classe la plus productive des États-Unis : les autres classes productives ne donnent par tête annuellement qu'un revenu moyen de 450 dollars; savoir, les matelots et marins, 700 dollars; les artisans et ouvriers, 500; les colons libres, 400; les colons esclaves, 200; les autres manouvriers diversement employés, 300.

L'industrie manufacturière, qui était longtemps restée comme stationnaire aux États-

Unis, y a fait depuis 1805 des progrès très rapides, qu'elle a dus principalement aux entraves que les puissances belligérantes ont mises à la navigation et au commerce des neutres ; et on en élève maintenant le produit brut à 125 millions de dollars, ou à environ 100 millions, en défalquant le prix des matières premières, sur lesquelles cette industrie s'est exercée, et qui sont presque toutes le produit de l'agriculture, des forêts et des mines.

La principale branche de l'industrie américaine est la construction des navires. Les Américains excellent dans l'architecture navale, et ils rivalisent sur ce point avec les peuples les plus industrieux de l'Europe. Les bâtiments les mieux construits sont ceux qui sortent des chantiers de Philadelphie, de Baltimore et de New-York ; mais les meilleurs sont ceux qui sont faits avec des bois des Carolines, dans les ports du sud. On évalue le tonnage annuel des bâtiments construits dans les divers chantiers à près de cent mille tonneaux.

Le charronnage et la menuiserie sont assez bien entendus dans les principales villes; et l'on fait à Philadelphie des voitures et des

meubles qui sont recherchés dans les Antilles, et jusque dans l'Amérique du Sud. Philadelphie est aussi la ville où l'on trouve les meilleures brasseries, les meilleures distilleries et les raffineries de sucre les moins imparfaites.

Il y a près de Boston, et dans plusieurs autres villes du Massachussetts, du Rhode-Island et du Connecticut, des filatures de coton, qui sont mues par des machines à vapeur, et où le coton est trié, filé et dévidé en même temps; mais les toiles de coton que l'on fabrique aux États-Unis, sont en général d'un tissu grossier. Il en est de même des ouvrages de laine, de chanvre et de lin, qui sont fabriqués, pour la plupart, dans les ménages : presque toute la toilerie et la draperie fines viennent de l'étranger.

Il y a à Danbury dans le Connecticut une belle fabrique de chapellerie; et l'on fait des chapeaux de castor et de laine à Boston, à New-York, à Philadelphie, à Baltimore, et dans presque toutes les autres villes. On fait aussi beaucoup de bas à la main dans le bourg de German-Town en Pennsylvanie, et dans plusieurs autres bourgs ou villages; mais il y a en général peu de métiers à mécani-

que dans les États-Unis, et la bonneterie y est encore très grossière. Les manufactures de soie y sont tout-à-fait inconnues.

On fabrique du mauvais papier à écrire et à imprimer dans presque tous les états; et il y a des imprimeries établies jusque dans les plus petites villes, où l'on publie des journaux hebdomadaires et même quotidiens.

On fait dans le Rhode-Island, et sur-tout dans la petite ville de Nantucket, renommée par ses pêcheries, des bougies de *spermaceti*, qui le disputent pour la blancheur à celles de cire, mais qui ne donnent point une lumière aussi pure ni aussi égale.

On imite assez bien dans les principales villes la sellerie d'Angleterre, ainsi que plusieurs autres ouvrages de cuir; et l'on exporte de Salem, de Boston, de Providence, de Philadelphie et de Baltimore, une grande quantité de souliers et de bottes pour les Antilles. Les meilleures fabriques de cuir sont dans le New-Jersey et dans la Pennsylvanie; et les meilleures tanneries, dans l'état de Delaware.

On ne fait des ouvrages d'horlogerie et de bijouterie que dans les grandes villes; mais

on fait dans presque toutes des poteries et des verreries grossières. Les verreries les moins mauvaises se font à Pittsbourg, et les poteries les moins imparfaites à Philadelphie, où l'on fabrique une espèce de faïence semblable à celle qui se fait dans le Strafford-shire en Angleterre.

Il y a des forges établies dans le New-Jersey, la Pennsylvanie, le Maryland et la Virginie; et l'on fabrique dans plusieurs états, et plus particulièrement dans ceux du nord, les ustensiles de fer les plus nécessaires à l'agriculture et à la construction.

La serrurerie est à peine ébauchée aux États-Unis; et toute la coutellerie, ainsi que tous les ouvrages d'acier, y sont importés d'Angleterre.

On travaille et on vernit le fer-blanc dans le Connecticut et le Massachussetts; mais on tire du dehors, et surtout d'Allemagne, la plupart des ustensiles de cuivre.

Il y a des fonderies de canons à Philadelphie, à Richemond et près de Washington, qui peuvent couler deux à trois cents pièces d'artillerie par an, et des armureries à Springfield, à New-Haven et à Harpers-Ferry, qui

peuvent fabriquer annuellement vingt à trente mille fusils.

On trouve aussi des manufactures de poudre à canon aux environs de New-York, de Philadelphie et de Baltimore; mais ces manufactures sont très inférieures à celles d'Europe : la meilleure est celle de Brandy-wine près de Wilmington en Delaware, qui a été établie et qui est dirigée par un Français.

D'autres Français, et en particulier des réfugiés de St.-Domingue, ont établi aux États-Unis d'autres manufactures utiles, et ils ont donné à l'industrie, comme à l'agriculture américaine, une grande impulsion : on sentira long-temps dans ce pays les effets heureux de leur immigration.

Mais en général les manufactures des États-Unis sont encore imparfaites, et les Américains ne sont guère au niveau des Européens, que dans les fabrications grossières qui sont les plus nécessaires aux besoins de la vie : dans toutes les autres, et surtout dans celles qui exigent une grande perfection de la main ou une grande division du travail, ils sont encore très arriérés, et on ne peut guère re-

garder leurs fabriques que comme des fabriques de famille, conduites sur des plans étroits et mesquins. Chaque fabrique ne travaille que pour le canton ou au plus pour l'état où elle est placée; et il y a très peu d'ouvrages manufacturés, qui soient exportés au dehors. On n'en élève pas la valeur au-delà de cinq millions de dollars.

Cependant, comme dans les pays les moins industrieux on trouve quelquefois des inventions utiles, on voit aux États-Unis deux machines ingénieuses, qui méritent de fixer l'attention d'un observateur, parce qu'elles peuvent enrichir l'industrie des autres pays : l'une est destinée à fabriquer des clous, et l'autre des cardes.

La machine à fabriquer des clous est une mécanique à eau, qui coupe cent quarante clous dans une minute, et qui, d'un seul et même mouvement, fait la tête et la tige du clou. Un enfant suffit pour conduire la machine, un très petit volume d'eau pour la mouvoir; et la construction des apparaux est telle, que l'on arrête à volonté le jeu de l'un, sans retarder celui des autres.

La machine à fabriquer des cardes est en-

core plus ingénieuse : elle semble avoir une ame. Pour former chaque double dent, cette machine meut la feuille de métal, l'arrête, la perce, amène le fil de fer, le coupe, l'arrête, le courbe, l'avance vers la feuille, le conduit dans les petits trous, et le courbe encore. Voilà dix opérations : une petite fille tourne une manivelle, et ces dix opérations se répètent 143 fois dans une minute. Le mécanisme de cette machine donne donc dans une minute 1,430 mouvements; et cette succession surprenante d'opérations peut se répéter, avec un travail léger, pendant tout un jour. Une jeune fille ou un jeune garçon fait mouvoir deux de ces machines à la fois, et peut dans un jour garnir vingt-quatre cardes. Ces cardes sont supérieures aux cardes faites à la main, parce que les dents en sont plus régulières, plus élastiques et plus fortes (1).

Une autre machine ingénieuse, inventée

---

(1) Les deux machines à fabriquer des clous et des cardes ont été importées en France par MM. Degrand et Ellis, à l'aide des facilités que je leur ai procurées pendant que j'étais aux États-Unis.

aux États-Unis, mais que son inventeur a fait connaître à l'Europe, est le bateau à vapeur, mu par des roues comme par des ailes, qui font dans l'eau l'office de nageoires. Ce bateau est déjà établi sur l'Hudson, la Delaware, le Mississipi, et il le sera bientôt sur toutes les rivières qui reçoivent la marée jusqu'à une certaine hauteur.

L'inventeur de ce bateau (1) l'est aussi d'une autre machine qui ne doit pas contribuer, il est vrai, aux progrès industriels des Américains, mais qui peut contribuer à la défense de leurs rades. Cette machine, nommée *torpille*, est destinée à faire sauter les plus grands vaisseaux. C'est un appareil, dont la pièce principale est une boîte de cuivre, qui renferme une certaine quantité de poudre et qui est armée d'un ressort intérieur, servant à mettre le feu à cette poudre, tandis que le tout est enveloppé d'une feuille de liége ou

---

(1) M. Fulton, l'inventeur de la *torpille*, proposa successivement son invention à la France contre l'Angleterre, à l'Angleterre contre la France, et, sur le refus de l'une et de l'autre, aux États-Unis contre toutes les deux : ce qui prouve que ce mécanicien célèbre est un véritable cosmopolite.

de quelqu'autre bois léger, propre à faire flotter la torpille entre deux eaux. On la place sous la quille du vaisseau que l'on veut faire sauter, à l'aide d'un harpon lancé contre les flancs de ce vaisseau.

Cette invention nouvelle n'est, en dernier résultat, que l'application du procédé de la mine contre ces forts flottants que nous nommons vaisseaux de guerre. Je ne sais si cette invention pourra jamais devenir d'un usage général; mais ce que je sais bien, c'est qu'elle ne deviendra jamais un bienfait pour l'humanité, parce que les hommes connaissent déjà assez de moyens de se détruire les uns les autres, sans qu'il soit nécessaire de leur en faire adopter de nouveaux.

On trouve encore dans les États-Unis, et surtout dans ceux du nord, plusieurs autres machines ingénieuses, propres à abréger ou à perfectionner le travail; mais comme ces machines ont presque toutes été empruntées de l'Angleterre, il serait hors de propos de les décrire dans un ouvrage purement relatif aux États-Unis.

Nul systême prohibitif, nul monopole n'entravent l'industrie dans ce pays; et quand on

songe aux prohibitions et aux monopoles qui l'entravent dans les autres, on doit être surpris que les manufactures n'aient pas fait plus de progrès dans celui-ci; mais indépendamment du défaut de lumières, qui retarde partout les progrès des arts, ce qui doit plus particulièrement les retarder aux États-Unis, c'est la cherté de la main-d'œuvre. En France, le prix moyen du travail, par jour, est de deux francs dans les villes, et d'un franc et demi dans les campagnes : il est ici d'un dollar dans les villes, et de trois quarts de dollar dans les campagnes; et comme le dollar vaut 5 francs $\frac{1}{4}$, on voit que le travail est ici trois fois plus cher qu'en France.

Le haut prix du travail est donc la principale cause qui retarde aux États-Unis les progrès de l'industrie manufacturière; et les Américains ne pourront égaler en ce genre les Européens, que lorsqu'à l'exemple des Anglais, ils auront suppléé, par de nombreuses mécaniques, à la cherté de leur main-d'œuvre. Ils ne sont pas encore parvenus aujourd'hui à fabriquer la moitié de ce qu'ils consomment; et, à voir tout ce qu'ils

tirent de l'étranger, on croirait qu'ils ne sont encore qu'une colonie de l'Europe; et, ce qu'il y a de plus humiliant pour leur orgueil, qu'une colonie de l'Angleterre.

N'ayant rien à échanger entre eux que leurs produits agricoles, leur commerce intérieur est presque réduit à celui de la côte : il ne s'en fait presque point par l'intérieur des terres, parce qu'il n'y a qu'un petit nombre de routes ferrées, et un plus petit nombre encore de canaux navigables; mais les rivières, dont le pays est coupé et dont la plupart reçoivent la marée jusqu'à une très grande hauteur, favorisent la navigation intérieure et le cabotage, qui emploient annuellement jusqu'à 300 mille tonneaux, et jusqu'à 20 mille matelots.

En 1774, le commerce extérieur n'était, tant en exportations qu'en importations, que de 13 millions de dollars : il fut, en 1784, de 30 millions; et en 1794, il monta à 67 millions : il a fait, depuis, des progrès encore plus surprenants, et il a dû ces progrès aux guerres qui ont affligé l'Europe et ses colonies. Les Américains se sont enrichis des pertes de la France, de l'Espagne et de la

Hollande; et leur pays est devenu l'entrepôt de tout le commerce colonial (1).

En 1804, le commerce extérieur des États-Unis, d'après une année moyenne prise des trois dernières, a été de 143 millions de dollars, savoir : les exportations de 68 millions, et les importations de 75 millions (2).

En 1805, il s'est élevé à 191 millions de dollars (3); et en 1806, à 211 millions; savoir : les exportations à 103 millions, et les importations à 108 millions. Ce commerce s'est soutenu en 1807; mais il a baissé les années suivantes, à cause des obstacles qu'y ont mis les puissances belligérantes; et on ne peut pas l'évaluer, année moyenne, à plus de 200 millions de dollars.

Les exportations consistent principalement en blé, farine, coton, tabac, bois, potasse, bœuf et poisson salé; et les importations en toileries, laineries, soieries, bijouteries, quincailleries, verreries, poteries, et en vin, eau-de-vie, thé, café, sucre, indigo, cochenille, et autres marchandises coloniales.

---

(1) Voyez la Table VII.

(2) Voyez les Tables VIII et IX.

(3) Voyez la Table VII.

Les Américains réexportent la moitié des marchandises étrangères qu'ils importent chez eux; et, malgré cette énorme réexportation, ils achètent encore plus des autres nations, qu'ils ne leur vendent; et ils seraient obligés de leur payer une balance annuelle d'au moins 5 millions de dollars, s'ils ne gagnaient presqu'en entier le bénéfice du fret, qui, évalué au taux moyen de 7 à 8 pour 100, doit leur donner un profit annuel d'environ 15 millions de dollars : ce qui laisse une balance réelle en leur faveur d'environ 10 millions de dollars.

Mais si les Américains gagnent la balance avec toutes les nations en masse, ils la perdent en détail avec l'Angleterre; et ils doivent annuellement à cette nation un solde d'environ 25 millions de dollars, qu'ils paient avec l'excédant de leurs balances sur les autres nations : d'où il suit qu'en gênant le commerce des États-Unis avec les autres nations, les Anglais nuisent à leur propre commerce. Ces avides marchands se ruinent eux-mêmes et ruinent leur propre marché, en croyant ne ruiner que les marchés étrangers.

Le fret n'est pas le seul bénéfice que les

Américains retirent de leur commerce extérieur. Ce commerce enrichit encore une infinité de marchands, tant en gros qu'en détail; et il emploie près d'un million et demi de tonneaux, et près de 100 mille matelots : ce qui répand le mouvement et la vie dans presque toutes les villes maritimes des États-Unis, et ce qui a élevé, comme par enchantement, les murs de Baltimore et de New-York et a fait de Philadelphie une des plus florissantes villes de l'univers.

Le commerce extérieur est donc la principale branche de l'industrie des Américains, qui, ayant succédé aux Hollandais dans le commerce de transport, ont suivi, comme cette nation, dans le développement de leur industrie la marche inverse des autres nations.

Le besoin donna le commerce de transport à la Hollande : les guerres continuelles de l'Europe l'ont donné à la république américaine, qui le perdra dès que ces guerres seront éteintes, ou qui ne le conservera qu'aux dépens de son repos, parce que les grandes puissances européennes, et particulièrement l'Angleterre, voudront toujours lui ravir des ri-

chesses qu'elles regardent comme les leurs, et que toutes les autres puissances chercheront à la priver d'un avantage qu'elle semble n'avoir obtenu que par surprise.

Le bénéfice du fret ayant été évalué annuellement à 15 millions de dollars, il n'est guère possible d'évaluer à une moindre somme le bénéfice du commerce extérieur : ce qui élève les profits annuels du commerce et de la navigation à environ 30 millions de dollars, ou au moins à 25 millions, en retranchant la somme de 5 millions, destinée à payer l'excédant des importations sur les exportations.

Les profits du commerce intérieur sont encore plus considérables, quoiqu'ils le paraissent moins, parce qu'ils sont répandus en plus de mains ; mais on les a confondus ici dans les profits de l'industrie manufacturière et agricole, parce qu'on a calculé la valeur de tous les produits indigènes sur le prix d'achat, et non sur celui de vente.

On peut donc évaluer le revenu général des États-Unis à environ 350 millions de dollars; savoir : le produit de l'agriculture, à 200 millions; celui des forêts, des mines et des eaux,

à 25 millions; le produit de l'industrie à 100 millions ; et celui du commerce extérieur à 25 millions.

Ce revenu est aussi indiqué par la consommation. On consomme annuellement aux États-Unis 25 millions de quintaux de grains, autant de pommes de terre, 300 millions de livres de beurre, 1500 mille bœufs, 2 millions de moutons, autant de cochons, 50 millions de têtes de volailles, 100 millions de bouteilles de vin ou d'eau-de-vie, 500 millions de bouteilles d'autres boissons, une quantité prodigieuse de bois de construction ou de chauffage, et près de 100 millions de dollars en vêtements de tout genre : et pour ne donner ici que les résultats de calculs généraux, on consomme annuellement en produits des eaux, 5 millions de dollars; en produits des forêts, 10 millions; en produits des mines, 2 millions; en produits de l'agriculture, 150 millions; en produits des manufactures nationales, 95 millions; et en produits du sol et de l'industrie étrangère, 88 millions : en tout 350 millions, qui, répartis sur une population de 8 millions d'habitants, donnent, pour la consommation

de chaque individu, 44 dollars par an ou environ 220 francs. Cette consommation peut paraître excessive; mais il faut remarquer que l'individu le plus pauvre, le simple journalier, est ici mieux nourri et mieux vêtu que dans tout autre pays.

En France, chaque individu, l'un dans l'autre, enfants et adultes compris, consomme une livre de pain par jour et une demi-livre de viande, ou d'autres aliments qui la remplacent. Un Américain ne consomme guère qu'une demi-livre de pain; mais il consomme au moins une livre de viande, sans y comprendre d'autres aliments substantiels, comme le beurre et les pommes de terre, qui forment au moins le quart de sa nourriture. L'individu mange plus ici que chez nous; mais la qualité de ses aliments est moins substantielle que celle dont on se nourrit en France, et il sait moins bien les apprêter.

Non seulement on mange aux États-Unis plus qu'en France, on y mange aussi des choses plus coûteuses, et qui passent partout ailleurs pour des consommations de luxe. On a calculé, sur un relevé des douanes, que chaque homme consommait annuellement dix livres

de sucre, deux livres et demie de café, une livre de thé, et environ quinze livres de mélasse.

Ajoutez que l'on ne voit ici nul homme en guenilles, et que le dernier des ouvriers est toujours proprement vêtu.

La consommation qui se fait aux États-Unis doit donc être plus forte que celle qui se fait dans d'autres pays, et elle indique au moins un revenu de 350 millions de dollars, dans lequel le revenu de l'agriculture entre seul pour plus de la moitié.

Il ne serait pas aussi aisé d'apprécier le capital ou toute la propriété réelle et personnelle des États-Unis : on l'a évalué, en 1805, à 4 milliards 70 millions de dollars, comme on peut le voir en jetant les yeux sur la table XV ; et, d'après les progrès qu'ont faits l'agriculture et l'industrie manufacturière dans les cinq dernières années, on ne peut guère l'évaluer aujourd'hui à moins de 5 milliards de dollars (1).

---

(1) Le capital de la France était estimé, avant la révolution, à 55 milliards de francs ; savoir, à 35 milliards pour la valeur des terres; à 20 milliards pour celle des propriétés

Il n'y a guère aux États-Unis que 20 millions de dollars en monnaie courante; et une aussi faible portion de numéraire serait insuffisante pour faire circuler une aussi grande masse de richesse nationale, si l'on n'y avait suppléé par une grande quantité de papiers de confiance. On compte dans les dix-huit états environ cent banques; et l'on évalue leur capital à 50 millions de dollars. Les banques américaines, étant presque toutes des banques d'escompte et de dépôt, prêtent pour leur profit l'argent que l'on dépose dans leur caisse, et elles escomptent avec la plus grande facilité le papier des négociants. Les billets de banque sont, pour cette raison, plus com-

---

non rurales, telles que maisons, établissements coloniaux ou commerciaux et effets mobiliers, et à 3 milliards pour la valeur des métaux précieux, monnayés ou ouvragés. C'était un peu plus du double du capital américain; mais il était réparti en France sur une population triple, c'est-à-dire, sur environ 25 millions d'habitants, tandis qu'il ne l'est guère aux États-Unis que sur une population de 8 millions. On évalue le capital de l'Angleterre à 2 milliards sterlings ou à 50 milliards de francs, qui sont répartis sur une population de 15 millions d'habitants, d'où l'on voit que l'Angleterre est comparativement le pays le plus riche des trois.

muns dans la circulation que l'or ou l'argent monnayés, et l'on en fait monter la valeur à environ 30 millions de dollars : ce qui élève la monnaie circulante des États-Unis à 50 millions de dollars (1).

Il y a en France 70 à 80 francs de numéraire circulant par tête; ici il n'y en a guère que 2 dollars et demi ou 13 francs (2), et au

(1) On a cherché dans quelques pays à déterminer quelle proportion il devait y avoir pour les besoins de la circulation, entre la quantité de monnaie et la quantité des valeurs que la monnaie fait circuler, ou, ce qui est la même chose, entre le numéraire d'une nation et son revenu annuel; mais il est évident que cette proportion doit varier d'un pays à un autre, et qu'elle ne doit pas être la même dans un pays agricole que dans un pays commerçant; dans un pays qui jouit d'un grand crédit, que dans celui où le crédit est circonscrit; dans un pays qui a des banques de circulation, que dans celui qui n'en a point. D'où l'on peut conclure que des pays à banques et à crédit, et qui peuvent par conséquent avoir beaucoup de papiers de confiance pour suppléer au numéraire, n'ont pas besoin de tant d'or et d'argent monnayés que les autres pays; et voilà pourquoi il y en a si peu en Angleterre et aux États-Unis. Ces pays-là souffrent moins que les autres de la rareté du numéraire; ceux qui en souffrent le plus, ce sont les pays où, par la nature du gouvernement, il ne peut y avoir ni confiance ni crédit.

(2) Mais s'il y a relativement moins de numéraire aux

plus que 6 dollars ou 31 francs, en y comprenant les billets de banque, qui tiennent lieu de monnaie. Les banques sont donc un des premiers besoins des États-Unis, et voilà pourquoi elles y sont si multipliées. Il n'y a pas de petite ville qui n'en ait au moins une; et dans les grandes villes, on en compte quelquefois jusqu'à quatre ou cinq.

Le crédit est donc aux États-Unis, comme en Angleterre, la grande machine de la circulation : il abrège et facilite tous les échanges; et tout dans ce pays, jusqu'à l'impôt, se paie avec des papiers de crédit.

L'impôt aux États-Unis n'a point été établi sur l'agriculture ni sur l'industrie nationales, mais uniquement sur les importations étrangères, et il remplace ainsi les taxes perçues dans les autres pays sur les consommations indigènes, sans en avoir les inconvénients. D'abord, la perception en est plus

---

États-Unis qu'en Europe, en revanche il y est mieux distribué; il y en a un peu dans chaque main, et il n'est accumulé dans aucune; de sorte qu'il circule dans toutes avec la plus grande rapidité. Or, l'utilité du numéraire dépend de sa bonne distribution : l'argent est comme le fumier, il n'est utile que lorsqu'il est dispersé.

simple et plus facile, parce qu'elle n'a lieu qu'une seule fois et en gros; ensuite elle ne s'exerce qu'à la circonférence de l'empire, et elle ne gêne ni la liberté ni la circulation intérieures.

L'impôt américain s'est élevé, en 1805, à 15 millions de dollars; mais on ne peut pas l'évaluer, année moyenne, à plus de 12 millions : ce qui ne forme guère que le trentième du revenu général. Le peuple des États-Unis est le peuple de la terre qui paie le moins d'impôts à son gouvernement; mais il est soumis à la milice, à la taxe du clergé, à celle des pauvres et à d'autres redevances personnelles, qui ne laissent pas que d'être onéreuses.

La ferme a toujours été étrangère aux finances des États-Unis, et la régie seule y est établie. Le gouvernement fait ainsi le profit des fermiers, et l'argent levé sur le peuple lui revient plus promptement, parce qu'il ne passe pas par la caisse des traitants.

Les frais de perception ne sont guère que de deux et demi pour cent; et sur 12 millions qu'on lève, tout, à l'exception de trois cent mille dollars, entre dans le trésor public.

De ces 12 millions, un million seulement

est dépensé pour les appointements du président, des ministres, des sénateurs, des représentants et des juges ; deux millions pour l'armée et les fortifications (1); un million et demi pour les arsenaux et la marine; un demi-million pour les relations extérieures : en tout cinq millions de dollars pour les dépenses de l'administration, et environ trois millions pour les intérêts de la dette publique. Les quatre millions restants sont employés au remboursement de cette dette, quand la loi ne leur a pas donné d'autre destination.

La dette des États-Unis, qui était en 1784 de 200 millions de dollars, n'est plus aujourd'hui que de 60 millions. Elle diminue tous les ans; et, avec le fonds d'amortissement qui lui est affecté et qui s'élève à 25 millions, il est à présumer qu'elle sera bientôt éteinte. Elle pourrait l'être tout à coup, si l'on voulait appliquer à son extinction le produit de la vente des terres publiques, qui forment au moins la moitié du territoire américain. Mais il paraît qu'on ne veut vendre ces terres que graduellement et par petites portions, parce

(1) Ceci doit s'entendre en temps de paix.

qu'on craint que, si l'on en mettait beaucoup en vente, on n'en fît trop baisser le prix.

Le gouvernement américain ne dépense pas tout ce qu'il reçoit : il fait chaque année des économies, imitant dans sa conduite celle de l'homme privé, qui croirait se ruiner s'il dépensait tout son revenu.

On peut, au reste, pour tous les détails qui concernent les finances, le commerce, l'industrie, l'agriculture et la population des États-Unis, consulter les tables statistiques que j'ai placées à la fin de cet ouvrage ; et ces tables en diront plus que ce que j'en ai pu dire moi-même dans un simple aperçu (1).

(1) Voyez les Tables II, III, IV, VI, VII, VIII, IX, XII, XIII, XIV, XVI et XVII. Les amateurs d'économie politique pourront juger, d'après ces Tables et les explications du texte, de la progression croissante de la richesse aux États-Unis. Le capital américain étant présumé de 5 milliards de dollars, le revenu annuel de 350 millions, la monnaie circulante de 50 millions et l'impôt seulement de 12 millions, il est évident que l'impôt n'enlevant que le trentième du revenu, ne peut pas nuire à l'accumulation des valeurs ; que la monnaie suppléée par les billets de banque doit suffire aux besoins de la circulation, et que le revenu s'élevant annuellement au quinzième du capital, doit rapidement ac-

FORCE PUBLIQUE ET DÉFENSE EXTÉRIEURE.

La défense extérieure des États-Unis est peu coûteuse, parce qu'elle ne repose que sur un système de milices nationales. Tous les citoyens, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à quarante-cinq, sont enrôlés, et ils sont appelés au service militaire quand la sûreté pu-

---

croître ce capital, en laissant de grands profits à tous les agents qui concourent à cet accroissement, et surtout aux entrepreneurs et aux ouvriers. D'où l'on peut inférer que l'Amérique-Unie est le pays de la terre où l'industrie et le travail sont le mieux récompensés, malgré tout ce qu'on a pu écrire en Angleterre pour détourner les ouvriers des trois royaumes d'émigrer dans ce pays. Quand les gouvernements seront bien persuadés que leur devoir n'est pas tant de multiplier les hommes que de les rendre heureux, et qu'ils ne chercheront plus à les multiplier dans un territoire resserré, comme on multiplie des dindons dans une basse-cour, ils laisseront à leurs sujets la liberté d'aller chercher du travail et du pain ailleurs, surtout quand ils ne pourront pas eux-mêmes leur en donner chez eux. L'Angleterre, la Hollande et tous les pays trop peuplés doivent favoriser la colonisation ou l'émigration de leurs habitants, s'ils veulent prévenir des guerres et des malheurs. Voyez *Notions d'économie politique*, à la fin.

blique l'exige. On compte dans la milice des divers états environ 700 mille hommes.

Avec une armée de milices aussi nombreuse, les États-Unis croient n'avoir pas besoin d'une armée régulière : aussi n'en ont-ils une que pour la forme. Quatre régiments seuls la composent en temps de paix; savoir : deux régiments de chasseurs, un d'artillerie et un de marine, formant ensemble un corps d'environ 5 mille hommes, commandé par un brigadier-général. L'état-major de ce corps a très peu d'officiers qui aient fait la guerre, et pas un seul qui la sache faire sur les principes modernes. L'armée des États-Unis est trop petite, même pour servir de cadre à une plus grande: il faudrait l'augmenter et y faire entrer toutes les armes, pour les dédoubler en cas de guerre, et en former une armée sur la coupe et le modèle des armées européennes; mais il faudrait recruter cette armée avec les milices, parce que l'enrôlement volontaire ne fournirait jamais assez de soldats, dans un pays où les bras sont si chers et si rares.

La marine des États-Unis n'est, comme leur armée, qu'une miniature : elle est seulement composée de sept à huit frégates, d'au-

tant de corvettes, de quelques galiotes à bombes et de quelques chaloupes canonnières; le tout monté par environ 4 mille hommes et 500 canons. Cette faible marine est à peine comparable à celle d'Alger, par laquelle elle est continuellement insultée; mais les Américains pourraient aisément en avoir une plus forte, parce qu'ils ont tous les matériaux nécessaires pour construire des vaisseaux, et près de 100 mille matelots pour les armer.

En réunissant les différentes armes qui composent la force de terre et de mer, on voit que cette force n'est que d'environ 9 mille hommes; c'est-à-dire, qu'il n'y a guère aux États-Unis qu'un homme sur mille employé au service militaire, tandis qu'il n'y a pas de pays en Europe où il n'y en ait au moins un sur cent.

Ce simulacre d'armée coûte aux Américains presque autant qu'une armée véritable, parce que sur cet article, comme sur beaucoup d'autres, il faut relativement plus dépenser pour un petit cadre que pour un grand. Si les Américains voulaient agrandir le leur, ils pourraient, avec un léger surcroît de dépense et sans rien prendre sur le remboursement de la dette

publique, entretenir une marine de dix vaisseaux de ligne, et une armée de 25 mille hommes, servant de cadre à une armée de 50 mille. Cet acroissement de forces leur est nécessaire, s'ils ne veulent pas être la proie de leurs ennemis.

Depuis que, par la grande division du travail introduite en Europe, on a fait de la guerre un métier, quiconque voudra la faire avec des milices contre des troupes réglées, éprouvera le désavantage d'un art imparfait mis en opposition avec un art perfectionné (1). Le système des milices adopté par

---

(1) L'art de la guerre est tout entier dans celui de mouvoir des masses, de les replier ou de les étendre par la ligne la plus courte, ainsi que par les procédés les plus simples, et d'appliquer ces mouvements à ceux du terrain : le reste dépend du génie des chefs, qui est un don de la nature encore plus que de l'expérience, et de l'esprit des soldats, qui tient à l'esprit national et à l'amour de la patrie. Les Américains peuvent donc, comme tous les autres peuples, avoir de bons généraux et de bons soldats; mais ils n'auront de bonne armée que lorsqu'ils auront des officiers tacticiens et de bons ingénieurs : c'est ce qui leur manque maintenant, et ce qu'ils n'acquerront que lorsqu'ils auront changé et perfectionné leur système militaire.

les États-Unis pour leur défense extérieure, n'est donc pas bon; mais il serait difficile de leur en donner un meilleur, parce qu'une armée permanente n'est compatible ni avec leur système financier ni avec leurs institutions politiques. Les Américains, séparés de l'Europe par le vaste Océan, ne peuvent guère être conquis; mais ils peuvent être aisément envahis, à cause de l'étendue et du facile accès de leurs côtes. Il faut donc qu'ils aient des cadres pour une armée et une flotte temporaires, afin de repousser une brusque attaque par une défense préparée. Le système des corps francs et des chaloupes canonnières, qu'on leur a proposé, aurait pour eux tous les inconvénients d'une armée et d'une flotte, sans avoir aucun de leurs avantages : les chaloupes canonnières ne sont bonnes que pour défendre l'accès des rades, et non de côtes ouvertes de toutes parts, telles que le sont les leurs.

Le système de leurs fortifications n'est pas mieux entendu que celui de leur armée. La plupart de leurs forts sont placés au hasard, et ils sont tous trop petits ou imparfaits : il n'y a pas dans tout le pays une seule place de dépôt, et pas une forteresse qui pût arrêter une

armée dans ses progrès. On a proposé de couvrir les côtes de batteries, et il faut avouer que ce systême de fortifications vaudrait encore mieux que celui qu'on a suivi jusqu'ici; mais il exigerait l'emploi de trop de bras : quelques places bien construites et bien placées, voilà tout ce qui conviendrait au systême défensif des Américains.

Les États-Unis sont vulnérables sur une infinité de points; mais ils le sont mortellement sur trois, dans la baie de New-Port ou de Rhode-Island, dans celle de New-York et dans la baie de Chésapeak. L'entrée de la Chésapeak ne peut pas être fortifiée; mais on peut fermer les bouches des principales rivières qui s'y jettent, et on peut fortifier les passes étroites qui conduisent dans les baies de New-York et de New-Port.

Après ces trois points, le point le plus intéressant à défendre est celui des bouches du Mississipi, qui protège la Nouvelle-Orléans et tout le cours de ce fleuve, le plus essentiel au commerce et à la prospérité des États-Unis.

Les petits forts qui couvrent les principales villes, tels que ceux de Boston, de Philadelphie, de Baltimore, de Norfolk, de Charles-

ton et de Savannah, sont bons à conserver, parce qu'ils peuvent garantir ces places importantes d'un coup de main; mais les autres fortifications de la côte, telles que celles de Portland dans le Maîne, de Portsmouth dans le New-Hampshire, de Gloucester, de Salem, de Marblehead dans le Massachussetts, de Wilmington dans la Caroline, doivent être détruites, parce qu'elles ne sont point liées entre elles, et que, sur une aussi grande ligne de côtes, l'accès d'un point principal ouvre tous les autres.

Il n'y a de bonnes défenses pour un pays que celles qui sont le résultat d'un systême entier, combiné dans son ensemble comme dans ses parties : or un tel systême est trop coûteux pour les États-Unis.

On a voulu mal à propos fortifier New-York. Cette place est trop resserrée dans la langue de terre qu'elle occupe; elle n'est point défendue par la nature, et elle ne peut pas l'être par l'art, parce qu'elle ne peut point être enfermée dans un polygone : on doit se borner à en défendre les approches.

Au lieu de payer tant de maçons, qui détruisent le lendemain ce qu'ils ont construit la

veille, les États-Unis devraient entretenir un corps d'ingénieurs, ne fût-ce que pour indiquer à leurs milices les meilleures positions, dans le cas d'une invasion et dans un moment de surprise.

Depuis que les Américains ont acquis la Louisiane, ils ne peuvent plus être envahis dans leurs états du sud, même par une armée qui partirait de la Floride et qui pénétrerait par l'Altamaha dans la Géorgie, parce que la Floride ne présente guère qu'une lisière de côtes, dépourvue de subsistances et de places fortes, où l'on ne pourrait pas établir une base d'opérations solides, et où l'on serait enveloppé de tous côtés par les milices de la Géorgie, du Tennessé et de la Louisiane; mais ils peuvent être aisément envahis dans leurs états du nord, situés à l'est de l'Hudson, par la puissance européenne qui est maîtresse du Canada et de toute la rive gauche du St.-Laurent.

Les Anglais peuvent assembler dans le haut Canada une armée qui arriverait en peu de marches vers les sources de l'Hudson, et en débarquer une autre dans la baie de New-York, qui occuperait l'embouchure de ce

fleuve; et alors, maîtres de tout son cours, menacer, avec leurs milices du Canada, les états du New-Hampshire et du Vermont, et avec leurs flottes ceux du Massachussetts et du Connecticut; tandis qu'avec un troisième corps d'armée, débarqué à New-Port, ils s'avanceraient rapidement dans l'intérieur des terres pour écraser les faibles milices qu'on leur opposerait, et qui ne pourraient agir que dans un cercle, dont ils occuperaient toute la circonférence (1).

---

(1) Si les Anglais avaient une forte armée dans le Canada, ils pourraient même envahir, avec cette seule armée, tout le pays jusqu'à l'Hudson, en y entrant du côté du lac Champlain : c'est le côté le plus faible de la frontière américaine. On remonte du fleuve St.-Laurent dans la rivière Sorel, d'où l'on passe dans le lac Champlain et dans le lac George pour traverser ensuite les hauteurs qui séparent ces deux lacs du fleuve Hudson, que l'on descend jusqu'à New-York. A l'exception de douze milles que l'on fait ainsi par terre depuis le lac George jusqu'au fleuve Hudson, tout le reste du trajet se fait par eau.

Les Anglais pourraient même, avec une forte armée placée autour de Niagara, se porter en peu de marches vers les sources de la Susquehanna et descendre cette rivière jusqu'à la baie de Chésapeak, pour donner la main à leurs flottes : ce serait là blesser au cœur les États-Unis.

Maîtres des états du nord, ils pourraient ensuite envahir ceux du sud, en occupant successivement les lignes de la Delaware, de la Susquehanna, du Potomak, du James, du Roanoke et jusqu'à celles de la Savannah; tandis que leur armée du Canada descendrait du plateau du lac Erié sur l'Ohio, et de l'Ohio sur le Mississipi, pour envahir de proche en proche tout le cours de ce fleuve, dont les flottes anglaises occuperaient les bouches, en formant une chaîne de croisières sur toute la côte Atlantique, depuis le golfe de St.-Laurent jusqu'à celui du Mexique.

Les Américains ne peuvent donc se garantir d'une invasion anglaise, qu'en fortifiant les principales positions qui sont sur leurs côtes, à l'est de l'Hudson, et celles qui bordent la rive méridionale du St.-Laurent, depuis sa sortie du lac Erié jusqu'à son confluent avec la rivière Sorel : ils doivent surtout fortifier la tête de cette rivière, le point le plus vulnérable de leur frontière du nord, et ils doivent envahir eux-mêmes le Canada, en y entrant de ce côté qui est le plus aisé (1), s'ils

(1) Les Américains ne peuvent guère entrer dans le bas

veulent se délivrer à jamais d'un ennemi aussi dangereux par son voisinage que par sa haine invétérée. C'est aux fautes de l'armée anglaise, et aux secours de l'armée française, qu'ils durent leurs succès dans la guerre de l'indépendance : ils ne les durent ni à leur valeur, ni à leur science militaire, et leurs plus fameux généraux ne furent que des partisans (1).

POLICE, MOEURS, RELIGION ET ASPECT DU PAYS, SOUS LE RAPPORT MORAL ET POLITIQUE.

Mais si les Américains ont un mauvais système de défense extérieure, ils n'ont pas

Canada que par deux routes, par la rivière Sorel et par celle de la Chaudière : or, la dernière route, qui part du district du Maine et qui remonte la rivière de Kennebeck pour descendre avec celle de la Chaudière dans la vallée du St.-Laurent, traverse des montagnes escarpées et d'affreuses solitudes, où l'on ne rencontre pas un être vivant; tandis que la première route, qui part de l'état de New-York et du lac George, est très fréquentée et suit toujours le cours des eaux.

(1) Aussi la plupart des actions qui eurent lieu dans cette guerre, ne furent que des affaires de poste où les Américains montrèrent bien autant, mais pas plus de courage que les Anglais, et où ils montrèrent infiniment moins de science militaire.

dans l'intérieur un meilleur systême de police. Leur législation est un mélange informe de lois anglaises et de coutumes particulières, que chacun peut interpréter à sa manière et qui n'est propre, au fond, qu'à nourrir une infinité de légistes aux dépens du peuple. On croirait, à l'obscurité et aux formes de cette législation, qu'elle a été uniquement créée pour les banqueroutiers et pour les gens de loi, deux classes d'hommes auxquelles toutes les autres semblent avoir été sacrifiées aux États-Unis. Là le négociant qui met ordinairement tout son bien dans le commerce et qui, pour grossir davantage ses profits, y met souvent encore le bien d'autrui, réglant sa dépense sur ses gains présumés, au lieu de la régler sur son revenu, fait de fréquentes faillites, et est réputé libéré envers ses créanciers, quand il a juré devant la loi qu'il n'a plus un *schelling* pour les payer. Là la même loi qui punit celui qui fait un faux billet, absout celui qui signe une obligation qu'il ne peut remplir; mais en supposant même qu'un banqueroutier n'ait pas tort de ne pas payer ses dettes, il a tort au moins de les avoir faites, lorsqu'il sait qu'il peut être dans l'impossibilité de les payer. La

loi sur les banqueroutes semble faite dans ce pays pour enrichir les banqueroutiers; les autres lois semblent l'être pour enrichir les avocats.

Or, qu'on juge de la police d'un peuple qui craint sans cesse de devenir la proie des banqueroutiers, et qui est perpétuellement tourmenté par les chicanes des gens de loi, comme on le serait par des piqûres d'épingle. Ce peuple ne jouira de tous les avantages de ses institutions politiques, que lorsqu'il aura simplifié et perfectionné sa jurisprudence.

Les Américains sont un mélange si nouveau de tant de peuples, qu'ils n'ont point encore d'esprit public ni de caractère national. Leurs opinions politiques tiennent de celles de tous les peuples dont ils sont issus; et comme la plupart d'entre eux sont d'origine anglaise, ils ont apporté en Amérique tous les éléments de discorde qui agitent l'Angleterre. Ils sont divisés dans chaque état en deux grands partis, pareils à ceux des *Wighs* et des *Torys;* et ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est qu'aucun de ces partis ne sait précisément pas ce qu'il veut, ou du moins ne prend pas les moyens de l'obtenir.

Le parti démocratique ou républicain, com-

posé de la classe la plus nombreuse du peuple, devrait vouloir la fréquence dans les élections, la rotation dans les emplois, la responsabilité des employés; et les meneurs de ce parti ne veulent que maintenir le pouvoir dans la multitude, pour se le faire donner.

Le parti aristocratique, ou, comme on l'appelle ici, fédéraliste, composé des gens riches, voudrait concentrer le pouvoir, l'ôter des mains de la multitude pour le rendre moins dépendant, et donner plus de force à ceux qui en sont investis : mais, pour concentrer le pouvoir, il faudrait d'abord l'acquérir, et ce parti le dédaigne.

Les démocrates crient sans cesse contre les distinctions, et ils les recherchent : ils sont ici, comme partout ailleurs, des hypocrites qui agitent et caressent la multitude, pour vivre à ses dépens.

Les fédéralistes cherchent les distinctions dans la richesse; et comme ils ne peuvent les trouver dans une chose qui change perpétuellement de mains, ils voudraient des institutions qui classassent les rangs, et donnassent au pouvoir de la fixité.

Le parti démocratique ne veut point d'im-

pôt sur les terres, parce qu'il craint de donner, par un impôt fixe et assuré, trop de consistance au gouvernement : il ne veut que l'impôt variable des douanes, et il ne s'inquiète pas si cet impôt doit diminuer ou même tarir, dès qu'il surviendra une guerre étrangère.

Le parti fédéraliste sent le besoin d'un impôt territorial, pour rendre le gouvernement indépendant des événements extérieurs, et il voudrait une armée et une marine imposantes : il voudrait aussi que le peuple tranquille au dedans portât son inquiétude au dehors; et il lui présente sans cesse, comme une proie, tantôt le Canada et tantôt le Mexique.

Les démocrates paraissent plus attachés à la France, et les fédéralistes à l'Angleterre; mais la vérité est, qu'ils n'aiment, les uns et les autres, qu'eux et leur parti. L'erreur des fédéralistes est de paraître attachés à un gouvernement étranger, qui, étant composé d'éléments de discorde, ne peut que les perpétuer dans le leur. Les démocrates ne paraissent aimer la France, que parce que les fédéralistes montrent de l'attachement pour l'Angleterre.

Il serait difficile de prédire quel sera celui

des deux partis qui l'emportera, parce que si la force physique est dans l'un, l'autre a toute l'influence des causes morales. La masse du peuple est républicaine : mais dans le parti aristocratique sont tous les grands propriétaires, les riches capitalistes, les négociants et surtout ceux qui trafiquent avec des capitaux anglais, les gens intéressés dans les banques et dans les fonds publics, tous les hommes timides, qui préfèrent le calme de la vie sociale aux orages de la liberté; et c'est dans ce parti que se rangeront encore, si le gouvernement acquiert un jour de la force, tous les agents publics, tous ceux qui aspirent à le devenir, es membres du corps judiciaire qui veulent juger le peuple sans être soumis à ses jugements, tous les préposés de la finance qui veulent pressurer la multitude, sans être exposés à ses fureurs. Ce parti a même cet avantage, qu'il a un but bien marqué : son objet est d'imposer aux Américains la substance, comme il leur a déjà imposé les formes de la constitution britannique, et de les aliéner de la France, pour les laisser en proie à toute l'influence de l'Angleterre. Les hommes qui sont de ce parti frondent sans cesse leur gouverne-

ment, leurs institutions, leurs usages même; ils ne voient rien de beau qu'en Europe, et pour eux toute l'Europe est dans le petit coin de l'Angleterre.

L'autre parti ne se soutient que par sa masse, et n'est conduit que par son instinct.

Ces deux partis se disputent sans cesse, et ils se disputeront jusqu'à ce que l'un ait écrasé l'autre, et donné un maître à tous les deux.

Les Américains de tous les partis doivent chercher à éloigner par leur modération cet événement funeste, et jouir aussi long-temps qu'ils pourront du degré de liberté qui est compatible avec leurs institutions; mais ils ne pourront jouir de ce degré de liberté, qu'autant qu'ils se laisseront gouverner par des hommes sages et éclairés : car la liberté ne peut exister qu'aux lieux où les hommes sages et éclairés gouvernent les peuples, et où les peuples ont assez de bon sens pour se laisser gouverner par eux.

Les deux partis ne s'accordent maintenant dans leurs opinions qu'en un point, dans la haute idée qu'ils ont d'eux-mêmes et de leur nation; car les Américains n'ont guère moins de vanité nationale, que les peuples les plus

vieux de l'Europe. Ne pouvant comme ceux-ci se glorifier de ce qu'ils ont été, puisqu'ils ne font que de paraître sur la scène du monde, ils se glorifient de ce qu'ils seront un jour. Ils ne considèrent, dans leur existence, ni le passé ni le présent; et, déchirant d'une main hardie le voile qui dérobe à tous les yeux l'avenir, ils contemplent dans le lointain leurs brillantes destinées : ils ne redoutent point les vicissitudes de la fortune, et ils assignent d'avance l'époque où ils seront la première nation du monde. Les gens les plus instruits parmi eux se bercent, comme tous les autres, de ces illusions; et, le compas à la main, ils mesurent leur grandeur future sur l'étendue de leur vaste territoire : ils semblent ignorer que les plus grands empires de l'Asie sont à peine connus, tandis que les noms de Sparte et d'Athènes, qui n'ont occupé qu'un coin de la Grèce, s'associent encore à toutes nos idées de grandeur et de gloire.

Les divers états ne peuvent pas au reste avoir les mêmes opinions politiques, parce qu'ils ont tous des intérêts divers. Les états voisins de l'Atlantique veulent tout sacrifier au commerce et à la navigation, sans lesquels

ils ne peuvent subsister; et ceux de l'intérieur veulent qu'on sacrifie tout à l'agriculture, la principale nourrice des nations. Les états du nord voudraient établir partout la liberté politique, tandis que ceux du sud voudraient maintenir chez eux l'esclavage. Avec des prétentions si opposées, les divers états ne pourront jamais avoir le même esprit public.

Les Américains n'ont pas plus de fixité dans le caractère que dans les opinions : chaque état, presque chaque canton a des mœurs différentes; et il n'y a dans ces mœurs aucune de ces ressemblances générales et frappantes, qui donnent à tout un peuple une couleur et une physionomie particulières. Le peuple des États-Unis a les habitudes de tous les autres peuples; mais il n'a pas encore les siennes. Le climat seul a modifié ces habitudes; mais les institutions ne les ont pas encore fondues. Les hommes sont hardis et entreprenants dans les états du nord, inconstants et légers dans ceux du milieu, insouciants et paresseux dans les états du sud. Un Bostonien irait chercher la fortune jusqu'au fond des enfers : un Virginien n'irait pas la trouver à quatre pas de lui : un habitant de

New-York, de Philadelphie et de Baltimore ne meurt pas content, s'il n'a pas durant sa vie changé trois ou quatre fois de profession.

Quand on parcourt les États-Unis du nord au sud, on trouve jusqu'à l'Hudson les mœurs anglaises, et souvent avec toute l'âpreté qu'elles ont dans le nord de l'Écosse; mais cette âpreté disparaît entre l'Hudson et le Potomak, et surtout dans la Pennsylvanie et le Maryland, où les Allemands, les Irlandais et jusqu'aux Français, ont introduit dans les mœurs anglaises mille nuances différentes. Ce n'est qu'au-delà du Potomak que ces mœurs, prenant fortement la teinte des mœurs coloniales, paraissent absolument changées; et soit que ce changement provienne de l'influence du climat ou de l'esclavage des nègres, il n'est pas moins sensible dans tous les usages de la vie. Là le commerce est livré à des étrangers, l'agriculture abandonnée à des esclaves, et le propriétaire, sous le titre fastueux de planteur, ne s'occupe plus que de ses plaisirs. La vie de cet être superbe est une scène continuelle d'indolence et de dissipation. Les courses de chevaux et les combats de coqs sont ses diver-

tissements favoris (1); et tout le temps qu'il n'emploie pas dans ces bruyants amusements, il le passe autour d'une table à jouer ou d'une table à boire. Il ne croit point avoir besoin de travailler, parce que ses esclaves travaillent pour lui.

Mais dans l'intérieur du pays, et au-delà des Alleghenis, on trouve des hommes plus laborieux et des mœurs plus simples; et quoique cette simplicité de mœurs ait été altérée dans certains cantons par le mélange perpétuel des colons nouveaux avec les anciens, les mœurs y sont en général plus pures que dans les autres parties des États-Unis.

L'instruction première est très répandue dans les divers états, et surtout dans ceux qui bordent l'Atlantique; et presque chacun y sait lire, écrire et compter : mais il y a peu d'hommes qui cultivent les sciences et les arts, parce qu'il y en a peu qui aient assez de loisirs pour se livrer à l'étude : ils sont presque tous occupés à établir ou à consolider leur fortune.

---

(1) Dans certains lieux on arme les ergots des coqs de pointes d'acier ou d'airain, comme on le faisait autrefois à Tanagre en Bœotie.

Cependant quoique les Américains aient encore fait peu de progrès dans les sciences et dans les arts, ils en cultivent avec soin les branches les plus usuelles; et l'on peut juger par quelques essais heureux, qu'ils n'y ont pas moins d'aptitude que les autres peuples. Ils ont des hommes très savants en médecine et en histoire naturelle, tels que les docteurs Rush, Wistar, Mulhenberg, Mitchell, Barton; et des amateurs très éclairés en agriculture, tels que le président Jefferson, le chancelier Liwingston, et le colonel Humphreis. Dans les inventions mécaniques, ils ont eu Franck-lin, Rittenhouse, Gould, et ils ont maintenant Fulton : ils prétendent même que le quart de cercle, attribué à l'anglais Hadley, est de l'invention de Godfrey leur compatriote.

Mais si les Américains montrent beaucoup de dispositions pour les sciences et les arts mécaniques, ils en montrent moins pour la littérature et les arts d'agrément. Ils ont eu cependant quelques écrivains qui méritent d'être distingués, telsque Ramsey, Francklin, Jefferson, Barlow; et le poëme de celui-ci, intitulé la *Columbiade*, quoique dépourvu

de verve et de goût, ne laisse pas que d'offrir quelques beautés originales, et respire partout les idées les plus libérales et les sentiments les plus généreux : mais leurs drames nationaux, tels que *Bunker's-hill*, et le *Major André*, ne donnent pas une grande idée de leur théâtre; et l'on n'a pas une idée plus avantageuse de leur musique, quand on a entendu quelques-uns de leurs opéras et de leurs airs favoris. Leur architecture civile est encore informe; et le genre qu'ils emploient dans leurs édifices, est aussi mesquin que leur manière de bâtir en ligne parallèle est ennuyeuse. Mais ils ont fait dans l'architecture navale autant de progrès que les Européens : leurs vaisseaux ne le cèdent à ceux d'aucune autre nation du monde pour la beauté de la coupe, la symétrie des proportions et la vitesse de la marche; et s'ils ne les égalent pas en bonté, c'est uniquement la faute de leurs bois.

On peut donc prédire aux Américains les plus grands succès dans les sciences et les arts mécaniques : mais on ne peut pas leur prédire les mêmes succès dans les lettres et les beaux-arts; et il est même à présumer qu'ils n'auront jamais, ou qu'ils n'auront que tard,

une littérature particulière, parce qu'ils n'ont point de langue nationale, et que la littérature anglaise, si riche en tout genre, pourra long-temps suppléer à la leur.

Un peuple d'ailleurs, quelque éclairé qu'il soit, ne peut guère se flatter d'avoir une littérature, qu'autant qu'il a un caractère distinctif, dont elle est l'expression fidèle : or, le peuple américain n'a point encore ce caractère, et il forme encore moins un peuple qu'un amalgame de plusieurs peuples.

La religion, qui est en tout pays la principale instruction du peuple, exerce peu d'influence dans celui-ci. Toutes les sectes chrétiennes y sont admises. En se mêlant entre elles, chacune semble y avoir perdu quelque chose de sa crédibilité, et nulle part au monde, la religion n'a moins d'empire sur les esprits : elle ne règle ici que l'extérieur et les dehors. Dans tous les lieux où le pur calvinisme domine, il y a dans les manières un vernis de sévérité repoussant; et dans ceux où aucune secte ne domine, il y a entre toutes une ostentation de vertus : mais il y a partout un fond de corruption, qui, dès qu'on le remue, s'exhale de tous les cœurs.

Les Américains, comme tous ceux qui en matière de religion ont abandonné la voie de l'autorité pour suivre celle de la raison, ne regardent guère les opinions religieuses que comme des opinions philosophiques; et voilà pourquoi ils en changent si aisément. Presque partout une femme en se mariant embrasse la religion de son mari : quelques pères n'en donnent même aucune à leurs enfants, pour que ceux-ci puissent en choisir une à leur gré, lorsqu'ils auront acquis l'usage de la raison.

Aussi il n'y a pas de pays dans le monde où il y ait plus de sectes religieuses qu'aux États-Unis : on y en compte jusqu'à soixante-trois. Mais parmi ces sectes, qui diffèrent moins entre elles par le dogme et la morale que par le rite et la discipline, il en est deux seulement qui méritent d'être remarquées, parce qu'elles ont une physionomie particulière : l'une est la secte des Quakers, et l'autre celle des Unitaires.

Les Quakers ou trembleurs professent le christianisme dans sa pureté primitive, et tel qu'il a été annoncé par Jésus. Ils reconnaissent dans Jésus la nature divine, et ils ad-

mettent les dogmes fondamentaux du christianisme : mais ils n'admettent ni rite, ni sacrifice, ni sacerdoce; et s'ils s'assemblent entre eux, c'est uniquement pour se recueillir devant Dieu, se tenir plus particulièrement en sa présence, s'accuser de leurs fautes, et s'exhorter les uns les autres au repentir et aux bonnes actions. Dans le silence de leurs assemblées, la première personne, homme ou femme, qui se sent intérieurement touchée, prend la parole, et prêche à ses frères l'horreur du vice et l'amour de la vertu. L'esprit de bienveillance, recommandé dans l'évangile sous le doux nom de charité, paraît être celui de tous les membres qui composent cette société : ils cherchent à unir tous les hommes entre eux par le lien des services réciproques; et voilà pourquoi ils recommandent le travail comme la source de tous les biens, et qu'ils proscrivent la guerre comme la source de tous les maux.

Les Quakers dédaignent les formules de politesse introduites dans le monde, et ils affectent tant de candeur dans leurs manières et tant de simplicité dans leurs vêtements, qu'on les a généralement accusés d'hypocrisie;

mais si leurs actions sont louables, de quel droit ose-t-on en condamner les motifs?

Les Unitaires croient en un seul Dieu, par la médiation de Jésus, qu'ils regardent, non comme un dieu, mais comme un prophète de Dieu. Ils ne reconnaissent en lui qu'une intelligence créée, mais la première et la plus pure de toutes, qui s'est établie médiatrice entre Dieu et les hommes pour le salut du genre humain. Ils expliquent dans un sens figuré tous les mystères du christianisme; et quand on leur objecte les passages de l'évangile où ces mystères sont formellement énoncés, ils répondent que les mystères ont en tout pays tant d'attraits pour la multitude, que tous les législateurs religieux ont cru devoir voiler leur doctrine; que la vérité nue ne saurait plaire aux hommes, et que pour la leur faire goûter, il faut l'entourer d'ornements qui la parent aux yeux du vulgaire, sans cependant la déguiser aux yeux du sage; enfin que toutes les religions populaires ont eu leur doctrine secrète. D'où l'on peut inférer qu'ils se regardent parmi les chrétiens comme des initiés. Ce ne sont au fond que des déistes, couverts du manteau du christianisme.

Les Unitaires ont sur la vie future des idées très saines : ils croient que, dès que le corps est devenu la proie de la mort, l'ame s'élance pure et dégagée de la matière dans l'éternité, pour y vivre, dans l'intuition de Dieu, d'une nouvelle vie; et que cette nouvelle existence, dont nous avons ici-bas le désir et même le pressentiment, doit être le complément de la vie humaine; que nous jouirons par conséquent dans cette autre vie de toutes les lumières et de toutes les vertus que nous aurons acquises dans celle-ci : ce qui doit nous engager à perfectionner notre esprit et notre cœur, et à devenir meilleurs dans le temps, pour être plus heureux dans l'éternité, même indépendamment de toute idée de récompense particulière.

Au reste quelles que soient les idées dogmatiques des Unitaires et des Quakers sur le christianisme, ils en observent la morale avec une exactitude vraiment exemplaire et qui honore l'humanité; mais il me semble qu'ils ne donnent pas à cette morale des fondements aussi solides que les autres sectes. Ils admettent bien comme elles la doctrine évangélique, que tous les hommes sont sortis par un germe

commun de la main de Dieu; qu'ils sont tous égaux devant lui, tous frères entre eux, et qu'ils ont tous été formés d'un corps visible et d'une ame invisible et spirituelle, destinée à diriger ce corps pendant cette vie : que le corps, comme toutes les substances matérielles, peut périr par la décomposition; mais que l'ame étant spirituelle, doit lui survivre et recevoir dans une autre vie le prix de ses bonnes ou de ses mauvaises actions : que tous les hommes étant frères, doivent s'aimer les uns les autres comme ils s'aiment eux-mêmes, et qu'ils doivent par-dessus tout aimer Dieu, leur père et leur rémunérateur commun. C'est là sans doute la substance de la morale chrétienne; mais elle n'est point rendue sensible dans ces deux sectes par aucun signe apparent. Les individus qui composent ces sectes ne reçoivent point en entrant dans la vie, ni en la quittant, le sceau commun qui leur rappelle à tous la même origine et la même destination : ils ne mangent point pendant cette vie à la même table, ils ne boivent point à la même coupe, et ils ne reçoivent, au lieu d'un gage réel, qu'une parole vaine qui frappe l'oreille, mais qui ne retentit pas au cœur. Ces

hommes doivent donc être encore plus blessés que les autres hommes par cette inégalité sociale, qui est le résultat nécessaire des qualités du corps ou de celles de l'esprit, mais qui ne doit avoir, pendant la vie présente, qu'une existence éphémère, pour faire place dans la vie future à une éternelle égalité. Ainsi si la doctrine de ces deux sectes paraît d'abord plus philosophique que celle des autres, elle est réellement moins sociale, et moins propre à consoler les hommes des malheurs de la vie et des inégalités de la société.

Ces deux sectes d'ailleurs n'ont pas, comme les autres, un corps de ministres perpétuellement enseignant, qui rappelle sans cesse aux hommes leurs espérances et leurs devoirs ; et il n'est pas possible qu'une doctrine prêchée par tout homme indifféremment, ait la même autorité sur les autres hommes, que celle qui leur est enseignée par des ministres autorisés. Tel est ce désavantage des Quakers et des Unitaires par rapport aux autres communions, qu'ils doivent se fondre insensiblement parmi elles, et finir tôt ou tard par disparaître entièrement.

Quoiqu'on ne voie encore aux États-Unis

d'autres croyances religieuses que celles qui tiennent par leurs racines au christianisme, les Américains admettent pourtant parmi eux toutes les religions indistinctement, parce qu'ils les regardent toutes comme le supplément et la sanction des lois; et ils ne rejettent de leur sein que les athées, qu'ils regardent moins comme les ennemis de Dieu, que comme ceux de la société.

Le motif de cette tolérance pour toutes les religions, et de cette intolérance pour l'athéisme seul, repose sur le principe que la vérité de chaque religion en particulier peut être bien ou mal contestée, mais que l'utilité de toutes est incontestable.

En effet, si les lois répriment les crimes publics, la religion seule réprime les crimes secrets : les unes arrêtent la main, mais l'autre agit sur le cœur, et réprime jusqu'à la pensée; et comme ce sont les mauvaises pensées qui sont le germe des mauvaises actions, la religion prévient plus de mauvaises actions que les lois ne sauraient en punir : enfin, quand la religion n'empêcherait qu'un seul des crimes que les lois ne sauraient empêcher, elle devrait encore être regardée comme un frein

nécessaire aux hommes vivant en société, et surtout aux hommes puissants, qui souvent n'en ont pas d'autre.

La religion n'est pas seulement nécessaire à l'homme dans la vie sociale, elle lui est encore nécessaire dans la vie privée. Personne n'est dans cette vie content de son sort; chacun désire ou regrette encore quelque chose, et n'est heureux qu'en espérance : or, la religion seule donne des espérances jusqu'au terme de la vie, et peut seule consoler de ses malheurs. Il est vrai que d'autres attribuent à la philosophie les effets heureux que l'on attribue ici à la religion; mais ou l'on désigne la même chose par deux mots différents, ou si l'on sépare la philosophie de la religion, jamais la première n'aura sur les hommes en général autant d'empire que l'autre, parce qu'empruntant toute son autorité de la raison, elle ne pourra jamais diriger que quelques hommes en particulier, naturellement amis de l'ordre et de la vertu. Or ce n'est pas pour quelques hommes en particulier, mais pour tous en général qu'ont été données les institutions religieuses. Les Américains ont donc agi sagement en admettant parmi eux toutes les reli-

gions indistinctement, et en excluant l'athéisme seul, qui n'est à proprement parler que l'absence de toute religion.

Quelques écrivains, et surtout des Français, ont vanté les mœurs américaines; d'autres, et principalement des Anglais, les ont décriées : les uns et les autres ont passé la juste mesure. Il y a dans ce pays, comme dans tous les autres, un mélange de vices et de vertus : mais les vertus y paraissent moins attrayantes qu'ailleurs, parce qu'elles y sont rarement accompagnées de cette grâce qui les fait aimer; et les vices y paraissent plus hideux, parce qu'on n'y connaît point l'art de les déguiser sous des dehors trompeurs. L'Américain a une crudité dans les manières, qui le montre sous un jour peu favorable aux étrangers.

Aussi parmi les étrangers qui ont vu la bonne société en Europe, les uns le trouvent grossier et impoli, parce qu'il manque d'aménité dans les manières et de délicatesse dans les sentiments : les autres le trouvent fier et vain, parce qu'il n'estime que la richesse et l'ostentation. Il fait en général peu de cas du mérite dans l'indigence; et la première ques-

tion qui sort de sa bouche quand on lui présente un étranger, est de demander quelle est sa fortune, comme pour faire à chacun un accueil proportionné à sa richesse. Les noms et les rangs ne lui font pas illusion; et il classe tous les hommes sans distinction sur la même échelle, sur celle de la fortune.

Ainsi le séjour des États-Unis ne peut plaire ni aux hommes riches élevés parmi la bonne compagnie, ni aux hommes instruits privés des dons de la fortune; et c'est ce qui donne aux étrangers tant de préventions contre ce pays. Mais pour ceux-là même qui sont venus aux États-Unis avec les habitudes et les goûts les plus simples, la société n'y a aucun de ces agréments qu'elle offre partout ailleurs; et l'Européen qui est condamné à y vivre, doit y chercher dans ses devoirs, ou dans sa famille, tous ses plaisirs. On y vit presque aussi isolé qu'en Turquie; comme si ces deux pays, qui diffèrent entre eux sous tant de rapports, devaient se ressembler sous celui-ci.

Ce n'est pas qu'il n'y ait parmi les gens riches quelques réunions; mais ces réunions ont uniquement pour objet, parmi les femmes, le plaisir de prendre du thé, et parmi les hom-

mes, celui de boire du vin ou d'autres liqueurs. La conversation de ceux-ci roule ordinairement sur la politique, ou sur des marchés que les uns proposent et que d'autres acceptent : car l'Américain ne perd aucune occasion de s'enrichir. Le lucre est le sujet de tous ses discours, et le mobile de toutes ses actions : aussi il n'y a peut-être pas de pays civilisé dans le monde où il y ait moins de générosité dans les sentiments, moins d'élévation dans les ames, et dans les têtes moins de ces illusions douces ou brillantes qui font le charme ou la consolation de la vie. L'homme ici pèse tout, calcule tout et sacrifie tout à son intérêt : il ne vit qu'en lui et pour lui, regarde toutes les actions désintéressées comme des folies, ne fait aucun cas des talents purement agréables, paraît étranger à toute idée d'héroïsme et de gloire, et ne voit dans l'histoire que le roman des nations.

On a fait de la vertu le principe ou le principal ressort des républiques. Celui de la république américaine paraît être un amour effréné pour l'argent; c'est l'effet de l'égalité politique qui y règne, et qui ne laissant aux citoyens d'autre distinction que les richesses, les invite

à en acquérir par toute sorte de moyens. Tout favorise en eux cette vile cupidité : leur dédain pour les arts agréables, leur goût pour les commodités de la vie, leur intempérance grossière, qui ne leur laisse d'amour et d'activité que pour ce qui leur est personnel, et enfin jusqu'à leurs lois mêmes, qui, par leur ambiguïté, semblent secrètement complices de la fraude et de la mauvaise foi. La justice n'est chez eux qu'un calcul, jamais un sentiment : elle est sourde aux cris du malheureux, et surtout de l'étranger ; et, dans la plupart de leurs places commerciales, la banqueroute, qui le croirait? est le chemin le plus court comme le plus sûr pour arriver à la fortune.

Mais, quoique la loyauté ne soit pas la vertu favorite des marchands américains, elle n'est pas, comme on le croit communément en Europe, entièrement bannie d'au milieu d'eux, et l'on trouve encore, même au sein de la corruption de leurs cités maritimes, quelques hommes d'une grande droiture et d'une probité rigide : on trouve même dans les campagnes, et parmi les villageois enfoncés dans les terres, beaucoup de candeur et de bonne foi;

et, en général, les caractères bons et honnêtes ne sont guère moins communs aux États-Unis que dans d'autres pays : mais les ames fières et hautes, les cœurs généreux et magnanimes, en un mot, les grands et nobles caractères y sont bien plus rares qu'ailleurs, et surtout que dans le midi de l'Europe, où ils brillent au milieu de la bassesse universelle, comme les étoiles au milieu de la nuit sombre.

Au reste, si les Américains n'ont point ou n'ont que peu de ces qualités éminentes qui ennoblissent la nature humaine et qui la font admirer, ils en ont d'autres qui, quoique plus modestes, ne sont pas moins estimables, et contribuent encore davantage au bonheur de la vie : telles que l'amour de la liberté, du travail, de l'ordre et de la propreté.

Le peuple américain aime sincèrement la liberté, et il mérite d'en jouir par son amour et son respect pour les lois. Le moindre acte arbitraire révolterait dans ce pays l'homme le plus dépendant; mais cet homme obéit sans murmure au moindre recors, parlant au nom de la loi, et il livrerait un ami, un frère, qui tenteraient de s'y soustraire.

Il y a très peu d'Américains qui mendient;

et tout homme qui peut travailler pour vivre, aurait honte de vivre aux dépens d'autrui.

Le peuple des États-Unis est naturellement rangé ; et quand on entre dans une maison, même dans celle de l'homme le moins aisé, l'œil est agréablement flatté de l'arrangement qui y règne : mais de tout ce qui plaît à un étranger qui arrive aux États-Unis, rien ne lui plaît davantage que cet extérieur de propreté, qui se fait remarquer partout, dans les rues, dans les maisons et dans les habillements.

Tout le monde est ici décemment vêtu : les hommes avec des habits de drap, les femmes avec des robes de toile, ordinairement blanches, tous avec du linge propre ; et personne ne se montre jamais en public avec ces haillons hideux, qui affligent la vue dans d'autres pays.

Les maisons, bâties en briques ou en bois, sont toujours fraîchement et souvent agréablement peintes ; et, quoiqu'elles ne soient point meublées ni décorées avec luxe, rien n'y manque de ce qui est nécessaire, et tout y est proprement tenu. On ne peut pas s'empêcher en y entrant d'admirer le poli des ustensiles

et des meubles, et jusqu'à la netteté des planchers.

La plupart des rues sont ornées de trottoirs pour la commodité des gens à pied, et elles sont toutes balayées avec soin et arrosées dans les grandes chaleurs.

Enfin, ce goût des Américains pour la propreté se fait remarquer jusque dans les lieux où ils ensevelissent leurs morts. Nulle part on ne voit de cimetières plus riants et mieux ordonnés : les riches élèvent sur leurs tombeaux des autels en marbre blanc; les moins aisés, des pierres taillées en forme de cippes; et les plus pauvres, des tertres qu'ils revêtent de gazon.

Il faut que la propreté américaine ait quelque chose de bien attrayant, puisqu'elle séduit tous les voyageurs, et qu'il n'en est aucun qui, en rentrant dans son pays, ne désire y retrouver cet air d'aisance et de propreté, qui a réjoui sa vue pendant son séjour aux États-Unis.

Le goût de la propreté a du reste ici, comme partout ailleurs, les effets les plus heureux : il entretient la santé, diminue les causes de mortalité, favorise l'amour de l'ordre et de

l'économie, et répand dans toutes les classes du peuple un sentiment de dignité, qui s'allie à toutes les idées d'honnêteté et de décence. Il paraît même qu'il favorise, autant que la nourriture et le climat, le développement des formes humaines.

Aussi les Américains ont presque tous une haute stature, une belle taille, des membres forts et bien proportionnés, un teint frais et vermeil: mais ils ont, en général, peu de finesse dans les traits et peu d'expression dans la physionomie; et, quoiqu'on trouve parmi eux peu d'hommes laids, on en trouve encore moins de vraiment beaux, je veux dire, de cette beauté fière et mâle, que l'on rencontre quelquefois dans le midi de l'Europe, et qui a servi de modèle aux plus belles statues des anciens. Ce sont, pour la plupart, de ces grands corps blonds et mous, tels que Tacite nous peint ceux des Germains, qui ne recelaient souvent qu'un esprit obtus et une ame sans énergie; et c'est à ce vice de leur constitution physique, encore plus qu'à leur position géographique, que tiennent peut-être les éternelles irrésolutions de leur gouvernement: mais il est à présumer que leur tempérament

s'améliorera avec leur climat, et que les Américains acquerront un jour plus de vivacité dans l'esprit et plus de vigueur dans le caractère.

Les femmes ont plus de cette beauté délicate qui appartient à leur sexe, et elles ont en général plus de finesse et d'expression dans la physionomie. Leur stature est élevée, et elles ont presque toutes la taille svelte et dégagée, la poitrine haute, une belle tête, et le teint d'une blancheur éblouissante. Que l'on se figure sous cet extérieur brillant le maintien le plus modeste, un air pudique et virginal, et ces grâces naïves que donne la nature sans art, et l'on aura une idée de leur genre de beauté; mais cette beauté passe et se flétrit en un moment. A vingt-cinq ans leurs formes s'altèrent, et à trente tous leurs charmes ont disparu. Tant qu'elles sont filles, elles jouissent d'une grande liberté; mais sitôt qu'elles sont mariées, elles s'ensevelissent dans leurs ménages, et ne semblent plus vivre que pour leurs maris. Si elles contribuent ainsi moins aux agréments de la société, elles contribuent davantage à ceux du mariage : ce qui fait des femmes américaines des épouses sages et fidèles,

n'ayant presque aucun des vices de leurs maris, et possédant toutes leurs vertus.

Avec cette manière d'être, les peuples des États-Unis sont-ils destinés à être plus heureux que ceux d'Europe? c'est ce qui n'est pas aisé à décider, parce que cette question, qui est très simple sous un rapport, se complique sous une infinité d'autres.

D'abord, les Américains ont dans leur vie domestique plus de moyens de bonheur : mais ils en ont moins dans leur vie sociale; et s'ils vivent presque sans peines, ils vivent aussi presque sans plaisirs : ils ne connaissent point l'art de multiplier ni de varier leurs jouissances, et la monotonie de leur vie ressemble au silence des tombeaux.

Ensuite, s'ils ont dans l'étendue de leur territoire plus de facilité à vivre, par conséquent moins d'inquiétudes pour leur subsistance; en un mot, si la nature paraît envers eux plus libérale de ses dons qu'envers les autres peuples, ils en jouissent aussi moins longtemps : ils croissent et meurent vite, comme leurs arbres (1); et la terre qu'ils habitent

---

(1) En général, la vie humaine est plus courte aux États-

n'est pas encore assez desséchée, et, si j'ose le dire, assez mûre pour être habitée.

Enfin, si leur constitution politique est plus favorable à la liberté et à la dignité de l'homme, ils sont frustrés des bienfaits de cette constitution par l'imperfection de leurs lois civiles : ils n'ont donc pas tout le bonheur que leurs institutions semblent leur promettre; et l'instabilité qui menace ces institutions, empoisonne encore ce bonheur.

Mais, quel que soit le sort actuel des Américains, ils trouveront long-temps encore dans l'état physique de leur pays, une aptitude au bonheur, que semblent avoir perdue pour toujours les peuples de la vieille Europe. Comme ils sont encore clair-semés sur un

---

Unis qu'en Europe de 8 à 9 ans. Les hommes et les femmes y sont plus précoces, mais ils déclinent aussi plus tôt. Il y a peu d'individus qui vivent au-delà de 63 ans; et les septuagénaires sont aussi rares dans ce pays que les octogénaires le sont parmi nous. Ceux qui y ont vécu jusqu'à 80 ans et au-delà, étaient presque tous des individus nés en Europe, ou qui y avaient vécu long-temps. Les voyageurs peuvent vérifier aisément ce que l'on dit ici, en allant visiter les cimetières américains, où l'on trouve presque sur chaque tombeau une pierre avec une inscription.

vaste territoire, ils ne connaissent point et ils ne connaîtront pas de long-temps cette funeste inquiétude, qui tourmente les habitants nombreux de nos cités, et qui naît du frottement journalier des passions humaines, de l'orgueil des uns, de l'envie des autres, de la corruption de tous.

On a beaucoup vanté en Europe l'égalité qui règne parmi eux; mais cette égalité est moins réelle qu'apparente, parce que les mœurs établissent ici, dans la société, des distinctions encore plus tranchantes qu'ailleurs, et des distinctions d'autant plus odieuses qu'elles ne sont fondées que sur la richesse, sans aucun égard ni pour les talents, ni même pour les fonctions publiques. Le goujat enrichi est ici plus considéré que le premier magistrat, et l'influence de l'or n'y est contre-balancée par aucune illusion, ni par aucune réalité. Il n'y a dans ce pays qu'une extrême liberté et qu'une extrême dépendance : tout le monde y est maître ou serviteur, et l'on n'y voit presque point de ces classes intermédiaires, qui par leurs services lient entre elles toutes les autres. Dans les états du sud, un tiers de la population qui est noire est esclave, et dans

ceux du nord, un quart des enfants blancs est *engagé* (1).

On a aussi beaucoup trop vanté les progrès que la civilisation et l'industrie ont faits aux États-Unis. Ces progrès ont été le résultat nécessaire de la population européenne dont le pays est composé, et ils ont peu influé sur le bonheur des individus.

Les peuples indigènes ne peuvent faire que des progrès graduels dans la civilisation, parce qu'ils doivent tirer toutes leurs ressources d'eux-mêmes, et aller pas à pas d'une découverte à une autre; mais il n'en est pas ainsi d'un peuple étranger, qui, en allant s'établir dans un pays nouveau, peut y porter tous les arts de celui qu'il abandonne, et franchir d'un saut tous les intervalles de la barbarie à la civilisation. C'est ce que l'on a vu aux États-Unis. A l'arrivée des colons européens, les indigènes, qui vivaient dispersés dans les bois du produit de leur chasse, furent obligés de reculer devant ces nouveaux hôtes, qui envahirent de proche en proche

(1) En anglais *bound :* c'est un homme engagé pour un service particulier, une espèce d'*apprenti*.

tout leur terrain, et y appliquèrent les connaissances agricoles qu'ils apportaient d'Europe : de là les changements subits qui se firent sur la surface du pays, et les progrès rapides des défrichements et des cultures.

Ceux de l'industrie manufacturière furent plus lents, parce que les terres étant à bas prix et les bras fort chers, l'agriculture demanda moins d'avances, et donna plus de profits : de-là la langueur et la rareté des fabriques de toute espèce. On négligea jusqu'aux arts les plus simples, et long-temps on tira d'Europe tout ce qui sert à se meubler et à se vêtir. Ce n'est que dans ces derniers temps que l'on a vu s'établir les fabriques les plus nécessaires aux besoins de la vie; mais ces fabriques sont encore peu nombreuses et peu perfectionnées. Toute l'industrie, tous les capitaux et presque tous les bras ont été appliqués aux terres, ou détournés pour le commerce extérieur. Le commerce extérieur est devenu l'idole à laquelle les Américains ont tout sacrifié, sans songer que ce commerce était pour eux une industrie précaire, des fruits de laquelle ils pourraient jouir tant que les puissances européennes seraient en guerre,

mais qu'ils perdraient sitôt qu'elles seraient en paix.

Les nations qui, comme les Américains, peuvent exister sans un commerce de transport, ne doivent pas le favoriser aux dépens des autres branches d'industrie (1), parce que si ce commerce a l'avantage de favoriser la construction des navires et de former des matelots, il a aussi l'inconvénient de dépouiller l'industrie nationale de ses capitaux, pour les faire servir aux progrès de l'industrie étrangère, et qu'il place ainsi une nation dans la dépendance de toutes les autres.

Des écrivains qui ne sont jamais sortis de leur pays, et qui, de leur cabinet, ont voulu régler le sort de celui-ci, lui ont composé dans l'avenir les plus brillantes destinées : les uns lui ont promis, dans peu d'années, une population comparable à celle de la Chine ; les autres, des conquêtes faciles, et la possession tout entière du nord de l'Amérique.

---

(1) Le commerce de transport ne convient pas aux nations qui manquent de capitaux pour exercer leur propre industrie, mais seulement à celles qui, comme les Hollandais et les Génois, ont des capitaux surabondants.

Mais les hommes ne peuplent pas sur la terre comme les poissons dans un vivier; et à moins que l'Europe ne se dépeuple pour venir habiter ce pays, les hommes abandonnés à la seule impulsion de la nature, ne le peupleront jamais plus qu'ils n'ont peuplé tant d'autres pays plus favorisés des cieux : on peut même conjecturer qu'ils le peupleront moins que l'Amérique méridionale, parce que la terre y est moins féconde et les hommes plus voraces. Si l'on excepte le delta et la vallée du Mississipi, qui égalent en bonté le delta et la vallée du Nil, il n'y a dans toute l'Amérique du nord, qu'un seul pays qui soit destiné à nourrir une grande population : c'est le superbe plateau du Mexique, qui s'abaisse vers les deux mers, et qui offre sur ses deux pentes les productions des tropiques, et vers son centre celles des climats tempérés; mais le Mexique n'a pas été créé pour être la proie des Américains.

La nature a arrêté, par des barrières plus ou moins fortes, les entreprises des nations les unes sur les autres; et si les peuples des États-Unis franchissent jamais les montagnes qui séparent les eaux du Mississipi d'avec celles de

la rivière Del-Norté, ils trouveront dans ces vastes solitudes une race d'hommes endurcie aux courses comme les Tartares, et parmi ces hommes, des cavaliers infatigables qui les harcelleront continuellement, leur couperont les vivres et les convois, et finiront par les détruire en détail. Il faudra qu'ils fassent à ces peuples la même guerre que les Romains firent aux Parthes; et cette guerre sera éternelle, parce qu'on ne peut pas assujettir des peuples errants.

Les habitants des États-Unis sont appelés sans doute, par l'étendue de leur territoire et surtout par celle de leurs côtes, à jouer un grand rôle dans le monde; mais s'ils veulent y paraître trop tôt, ils périront victimes de leurs dissensions, et ils se dissoudront avant que de s'être formés en grand corps de nation. Les principes de cette dissolution existent déjà; et un aussi grand empire que le leur ne peut pas être maintenu par un aussi faible lien que celui d'un gouvernement fédératif.

Les états de l'ouest, qui exportent tous leurs produits par le Mississipi et par les rivières qui s'y jettent, ont des intérêts opposés à ceux des états de l'est, qui veulent con-

centrer tout le commerce extérieur sur leurs côtes, tandis que les autres veulent l'attirer dans le golfe mexicain; et les états du sud, qui ont un tiers de leur population noire, ont des intérêts différents de ceux des états du nord, qui voudraient établir partout la liberté, tandis que les autres voudraient retenir leurs nègres dans l'esclavage. L'action de ces divers intérêts ne se fait encore sentir que faiblement, parce que les états du sud craignent de ne pouvoir pas contenir leurs esclaves sans le secours de ceux du nord, et que les états de l'ouest, qui n'ont encore qu'une population rare et peu de richesses, craignent d'employer ce peu de richesses à se gouverner; mais lorsque la population blanche aura crû dans le sud et les richesses dans l'ouest, les divers peuples qui composent la confédération générale, n'étant plus retenus que par de faibles liens, les rompront et formeront des états distincts.

La république américaine ne subsistera donc pas long-temps dans son état actuel : ou elle se divisera, parce que les liens qui unissent les divers états finiront par se rompre; ou elle sera asservie, parce que le premier ambi-

tieux qui la gouvernera, sentira qu'il peut être grand sans la république, et même le seul grand sur les ruines de la république.

Tel est l'horoscope que l'on peut tirer des États-Unis.

Ce qui caractérise maintenant ce pays sous le rapport politique, et ce qui le distingue de tous les autres pays de la terre, c'est qu'il présente dans son ensemble comme la nuance de la civilisation à la barbarie. En le parcourant de l'est à l'ouest et des bords de l'Atlantique à ceux du Mississipi, il semble que l'on descend successivement tous les degrés de l'échelle sociale, et que l'on fait une espèce d'analyse pratique des divers éléments qui composent les sociétés (1). Les villes de la côte offrent à peu près le même aspect, les mêmes arts, le même alliage que celles d'Europe; mais la civilisation et la population diminuent progressivement, à mesure que l'on s'enfonce dans les terres, jusqu'à ce qu'enfin

(1) Voyez à ce sujet, dans les mémoires de la 3e. classe de l'institut, tome 2, un mémoire d'un personnage illustre sur les relations commerciales des États-Unis avec l'Angleterre, où l'on trouvera des aperçus très fins, exprimés avec grâce.

on arrive sur les limites de l'état civilisé et de l'état sauvage. Là les maisons sont clair-semées, et ne sont plus que des cahutes faites de troncs d'arbres fraîchement coupés. Là les individus ne sont plus groupés que par familles, et les familles sont semées, comme par bouquets, au milieu des vastes déserts. Au-delà on ne voit plus que quelques bûcherons isolés et des hordes errantes, et l'on se trouve chez les sauvages, sans s'en être presque aperçu.

Les Sauvages, ou indigènes proprement dits, forment une des principales variétés de l'espèce humaine, la race des hommes rouges, ainsi nommés à cause de la couleur de leur peau. Ces peuples sont presque tous chasseurs, et il y en a peu parmi eux qui soient devenus pasteurs ou agriculteurs. La principale cause qui paraît s'être opposée à leur civilisation est l'état de leur sol, qui abondant en herbes, en gibier et en poisson, leur a offert une subsistance facile, et qui ne nourrissant point de bêtes féroces, ne leur a pas fait sentir le besoin de se réunir. Peut-être aussi ont-ils été moins bien organisés par la nature que les autres races d'hommes.

Ce qui caractérise la leur et ce qui la distingue des autres, c'est une peau d'un rouge cuivré, une stature moyenne mais d'une charpente forte, les cheveux rudes et noirs, la tête carrée, la face large et s'amincissant vers le menton, le front court, les sourcils, les joues et le nez saillants, les yeux petits et enfoncés, le regard dur, les lèvres épaisses et pendantes, les dents serrées et aiguës, la barbe rare et semée par bouquets, tous les traits du visage fortement exprimés, la poitrine haute, les cuisses grosses, les jambes arquées, le pied grand, tout le corps trapu; en quoi ils se rapprochent plus des hommes de la race jaune d'Asie, que de ceux de la race noire d'Afrique, ou de la race blanche d'Europe : ce qui fait présumer que, s'ils n'ont pas été plantés comme les arbres de leurs forêts en Amérique, ils y sont venus du nord-est de l'Asie, plutôt que d'aucune autre région du globe.

Ceux qui ont fait l'éloge de ces sauvages, ne les avaient jamais vus, ou les connaissaient mal : ils sont fainéants, menteurs, ivrognes, cruels, implacables dans leurs haines, atroces dans leurs vengeances, et semblables dans leurs passions aux bêtes féroces. On les croirait,

comme les démons, des êtres essentiellement malfaisants, si quelques rayons de vertu ne perçaient de temps en temps à travers leurs vices, et ne rappelaient en eux leur originelle bonté. La société est à l'homme ce que la culture est aux fruits de la terre : elle peut seule le rendre meilleur ; l'homme des bois est le pire de tous.

Les nègres qui habitent les États-Unis, et qui se font principalement distinguer des autres habitants par leur peau noire et leurs cheveux laineux, valent bien mieux que les sauvages sous tous les rapports : ils paraissent même dans ce pays plus intelligents et meilleurs que dans les colonies européennes, et ils y paraissent aussi plus heureux; d'abord, parce qu'ils y sont mieux nourris et mieux vêtus, et ensuite parce qu'ils y ont plus de moyens d'acquérir leur liberté, et que quand ils l'ont acquise, ils sont moins humiliés par les préjugés des blancs. La race noire ou africaine s'est améliorée aux États-Unis par son contact avec la race européenne; mais la race rouge ou indigène, a acquis par ce contact des vices, tels que le goût des boissons fortes, qu'elle n'avait pas dans son isolement et qui la ruine-

ront encore plus vite que ses petites guerres avec les peuples blancs, parce que l'eau-de-vie tue encore plus sûrement que les balles et les baïonnettes.

Tel est l'état actuel des peuples qui sont répandus dans les États-Unis : il faut indiquer maintenant leurs rapports avec les autres nations du monde.

CHAPITRE III.

Des relations commerciales des États-Unis avec les autres nations du monde, et en particulier avec la France.

Le commerce extérieur des États-Unis a fait depuis la révolution française des progrès rapides, et il a dû principalement ces progrès aux guerres qui ont désolé l'Europe. Les Américains se sont enrichis des pertes, comme des émigrations de tous les autres peuples; et ils ont remplacé les Hollandais dans le commerce de transport, et les Français dans le commerce des Colonies.

Ils ont été favorisés dans ce genre d'industrie par leur situation géographique. Placé entre l'Europe et les Antilles, sur la route du Mexique et de l'Inde, leur pays a été comme un pont qui a lié l'Europe aux autres parties du monde, et il est devenu l'entrepôt du commerce de toutes les nations.

En parcourant les états annuels de ce commerce, et en formant une année moyenne des dix dernières et en particulier des trois années 1802, 1803 et 1804, qui nous sont le mieux connues, on trouve que le commerce annuel des États-Unis avec les nations étrangères a été de cent quarante-trois millions de dollars (1).

Les exportations ont été de soixante-huit millions de dollars; savoir :

En productions indigènes, telles que bœuf, porc, blé, farine et autre nourriture animale ou végétale, de dix-sept millions; en cotons, de sept; en tabacs, de six; en bois, potasses et autres produits des forêts, de quatre; en produits des eaux ou pêcheries, de trois; en produits des manufactures, de deux : en tout, de trente-neuf millions :

Et en marchandises étrangères ou réexportées, telles que laineries ou étoffes de laine, toileries, sucres, cafés, thés, vins et autres liqueurs, de vingt-neuf millions.

De ces soixante-huit millions de dollars, vingt-quatre millions ont été exportés à l'An-

(1) Voyez les Tables VII, IX et X.

gleterre; quatre à la Russie et à l'Allemagne; neuf à la Hollande; douze à la France; sept à l'Espagne; deux au Portugal; trois à l'Italie; un à la Chine et au Bengale; six aux autres parties du monde.

Les importations ont été de soixante-quinze millions de dollars; savoir : les importations de l'Angleterre, de trente-six millions; celles de la Russie et de l'Allemagne, de sept; de la Hollande, de six; de la France, de huit; de l'Espagne, de cinq; du Portugal, d'un; de l'Italie, de deux; de la Chine et du Bengale, de six; des autres parties du monde, de quatre.

Les importations de l'Angleterre ont principalement consisté en étoffes de laine, en toiles de coton, en quincailleries et en poteries; celles de la Russie, de l'Allemagne et de la Hollande, en cordages, en grosses toiles, en verreries et en genièvre; les importations de la France, en vins, en eaux-de-vie, en soieries et en modes; celles de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie, en vins, en huiles d'olives et en fruits de toute espèce; celles du Bengale, en toiles blanches de coton et en mousselines; celles de la Chine, en thés et en

nankins; et les importations des colonies françaises, espagnoles et anglaises, en cafés, sucres, mélasses et en rhum.

En comparant les exportations avec les importations de chaque pays, on trouve que les États-Unis ont eu la balance en leur faveur avec la France, la Hollande, l'Espagne et l'Italie, et qu'ils l'ont eue contre eux avec l'Angleterre, la Chine et le Bengale. Ils ont gagné avec la France une balance de quatre millions de dollars, et ils en ont perdu avec l'Angleterre une de douze millions, qu'ils ont été obligés de solder avec l'excédant de leurs balances sur les autres nations : mais en somme, ils ont eu contre eux une balance générale résultante de toutes les balances particulières, d'environ sept millions de dollars, qui aurait fini par leur enlever tout leur numéraire et par les ruiner, s'ils n'avaient racheté par le bénéfice du fret la perte de cette énorme balance.

Le commerce extérieur des États-Unis s'est élevé dans chacune des années 1805, 1806 et 1807, à plus de deux cent millions de dollars; mais comme l'essor extraordinaire qu'il a pris pendant ces années, est dû aux guerres de l'Eu-

rope et qu'il s'est toujours fait avec les mêmes éléments, les mêmes nations et à peu près dans des proportions égales, j'ai cru devoir l'analyser sur une moindre échelle, pour ne pas tomber moi-même dans l'exagération.

De toutes les nations étrangères qui prennent part à ce commerce, il paraît en dernier résultat qu'il n'est avantageux qu'à l'Angleterre, parce qu'elle en pompe seule par sa balance tous les profits, et qu'il est désavantageux à presque toutes les autres nations, mais surtout à la France, à la Hollande, à l'Espagne et à l'Italie, qui sont obligées de solder leurs balances avec de l'argent, envoyé en espèces ou en remises à Londres, pour y soudoyer l'industrie anglaise.

Mon dessein n'est pas d'indiquer ici aux autres nations comment elles pourraient régler leur commerce avec les États-Unis; mais si la France, qui verse peu à peu dans ce commerce, comme dans celui de l'Inde, tout son numéraire, ne veut pas s'y ruiner, il faut qu'elle le ramène à son véritable esprit, qui doit être un échange réciproque des productions des deux pays, et qu'elle cherche à balancer ses ventes avec ses achats,

pour n'avoir plus de balance à payer en argent (1).

Il y a deux manières de rétablir dans le commerce de la France avec les États-Unis l'équilibre entre les ventes et les achats : la première est de réduire nos achats au niveau de nos

---

(1) On peut voir à la fin de ce volume, *Notions d'économie politique*, mon opinion sur la balance commerciale. Je sais que cette balance ne peut être déterminée avec une exactitude rigoureuse d'après le tableau des exportations et des importations, ni moins encore d'après le cours du change ; mais on peut du moins avec ces notions, comparées ensemble et avec d'autres, suivre la marche du commerce extérieur, observer ses mouvements progressifs ou rétrogrades et diriger les relations commerciales de sa nation, comme on peut diriger sa politique extérieure d'après d'autres faits statistiques sagement combinés, et comme l'homme d'Etat, qui a fait une étude approfondie du cœur et des passions humaines, peut à l'aide de ces combinaisons prévoir les événements futurs, quelquefois même les faire naître ou les prévenir et presque toujours en modifier les résultats, en un mot, faire servir, comme une sorte de providence, tous les événements heureux ou malheureux de ce monde au succès de ses vues et à l'avantage de son pays. Ainsi les hommes publics, qu'il ne faut pas toujours confondre avec les hommes d'Etat, peuvent bien ne pas attacher aux notions statistiques plus d'importance qu'elles n'en méritent, mais il n'y a parmi eux que les ignorants et les sots qui puissent les dédaigner.

ventes; la seconde, d'élever nos ventes au niveau de nos achats.

Rien n'est plus aisé que de réduire nos achats au niveau de nos ventes : il suffit d'un simple réglement de douane.

La France échange principalement aux États-Unis ses vins, ses eaux-de-vie et ses soieries contre du coton, du tabac et des marchandises coloniales. Deux sortes de négociants s'entremettent dans ces échanges : les négociants qui font aussi concurremment le commerce d'Angleterre, et ceux qui font exclusivement le commerce de France. Les premiers, achetant plus aux Anglais qu'ils ne leur vendent, ont toujours un solde à leur payer; et comme il leur convient mieux de payer ce solde en marchandises qu'en argent, ils font directement leurs envois en France pour en faire remettre le produit à Londres dans des maisons de banque, et ils chargent ainsi les négociants français de solder leurs comptes avec les négociants d'Angleterre.

Les négociants américains qui font exclusivement le commerce de France, n'ayant aucun compte à solder en Angleterre, font tous leurs retours en marchandises françaises,

pour balancer ainsi leurs envois. Ces négociants sont presque tous des Français d'origine qui, n'ayant guère de relations commerciales qu'en France, négligent tout commerce circuiteux et ne cherchent qu'à ouvrir aux marchandises françaises des débouchés aux États-Unis, pour augmenter les profits de leur commerce, ou ceux de leur commission.

Il faut favoriser ces derniers négociants, et écarter les autres qui, faisant le commerce d'Angleterre concurremment avec celui de France, ne vont faire leurs ventes en France que pour en remettre le produit en Angleterre. Un simple réglement de douane, qui oblige les bâtiments américains à prendre en retour toute la valeur de leurs cargaisons en marchandises françaises, est la meilleure mesure que l'on puisse adopter à cet égard. Le négociant français paiera alors aux Américains toutes leurs marchandises avec les nôtres, et il ne sera plus obligé d'envoyer son argent en Angleterre, pour y payer l'industrie de nos rivaux. C'est la manière la plus simple de rétablir l'équilibre entre nos ventes et nos achats.

La seconde manière, qui est d'élever nos

ventes au niveau de nos achats, est plus difficile. Il ne dépend pas de nous d'augmenter la vente des productions de notre sol, parce que ces productions, données par la nature, ne peuvent guère être modifiées par l'art : mais nous pouvons augmenter la vente des productions de notre industrie, si nous voulons nous prêter dans nos manufactures aux goûts des Américains, qui veulent des étoffes légères et à bas prix, et imiter les Anglais qui fabriquent de mauvaises marchandises aussi bien que des bonnes, pour pouvoir fournir tous les marchés et satisfaire tous les goûts. Il faut surtout que nous fabriquions, à l'instar des Anglais, des draps légers, qui finiront par supplanter ceux d'Angleterre à cause de la supériorité de nos couleurs. L'article des draps est dans le commerce des États-Unis l'article le plus important, parce qu'en raison de l'aisance répandue dans le pays, tout le monde, jusqu'au simple ouvrier, est vêtu de cette étoffe.

Il faut donner à nos soieries la légèreté et les couleurs qui plaisent le plus aux Américains. Il faut répandre parmi eux le goût de notre bijouterie, de nos toileries et surtout

de nos toiles de lin, qui valent mieux, pour l'usage du corps, que celles de coton.

Il ne faut pas seulement consulter le goût des acheteurs, il faut encore chercher à leur vendre meilleur et à plus bas prix, parce que la meilleure qualité et le meilleur marché sont dans tous les pays les deux grandes raisons de préférence.

Le marchand français veut en général gagner trop vite, comme si son métier l'ennuyait. S'il savait, comme l'Anglais, se contenter d'un profit modéré mais continu, il écarterait aisément sa concurrence, parce que la main-d'œuvre est moins coûteuse en France, et même meilleure.

Le marchand anglais, meilleur calculateur, vend au prix le plus juste, pour pouvoir vendre davantage, et il gagne plus par l'étendue de son débit, qu'il ne pourrait gagner par des prix trop élevés. C'est là le système de cette nation éminemment marchande, qui est aux autres nations commerçantes, ce que sont aux autres boutiques celles que l'on nomme à Paris des gagne-petits.

Nous surpassons les Anglais dans tous les genres de haute industrie, et nous les éga-

lons dans tous les autres : ils n'ont jamais pu imiter notre draperie fine, nos brillantes soieries, nos belles toiles de lin, nos riches dentelles, notre élégante argenterie, nos porcelaines de Sèvres, nos tapisseries des Gobelins, nos meubles somptueux et commodes, la magnificence de nos glaces, de nos bronzes, de nos dorures, et nous les avons égalés dans ce qu'ils ont produit de plus parfait; dans leurs tissus légers de laine et de coton, dans leur bonneterie et dans leur quincaillerie. Ils ont reconnu eux-mêmes leur infériorité dans tous les objets de magnificence et de luxe; et désespérant de nous égaler dans le beau, ils nous ont imités dans le commun, et ils nous ont supplantés chez toutes les nations, parce qu'ils les ont toutes séduites par leur bon marché : voilà tout le secret de la prospérité de leurs manufactures. Si donc ils conservent encore sur nous la supériorité dans le marché des États-Unis, ils ne la doivent qu'à leurs prix modérés et à leur esprit mercantile.

Les Français négligent trop en matière de commerce les petites choses, et ce sont les petites choses qui font réussir dans les grandes. Les Anglais plient leurs marchandises avec

une propreté, un goût que nous imitons rarement : ils connaissent l'art de les faire valoir dans la montre, dans les échantillons, et de déguiser sous des noms anglais les plus beaux ouvrages des autres pays. Ils emploient surtout toute sorte de petits moyens pour décréditer les manufactures françaises, et accréditer les leurs : leur habitude est de donner pour productions anglaises tout ce qu'il y a de meilleur, et pour productions françaises tout ce qu'il y a de pire. Cette nation qui est froide et hautaine dans ses manières, est très polie dans son trafic, et elle porte dans ses comptoirs la même coquetterie que nous portons dans la société : l'Anglais veut vendre, comme le Français veut plaire.

Les Français peuvent donc, avec la supériorité de leur main-d'œuvre, supplanter les Anglais dans le commerce des États-Unis, en se pliant comme eux aux goûts des acheteurs.

Mais un avantage qu'ils ne peuvent leur ravir qu'avec le temps, est celui qui dérive du préjugé des Américains. La nation américaine est un amalgame de toutes les autres nations, mais plus particulièrement d'Anglais, et elle

conserve à l'égard de la France toutes les préventions de la vieille Angleterre, nourries par tout ce que l'éloignement et l'ignorance ont pu y mêler d'odieux. Les Français auront donc encore long-temps à lutter, dans ce pays, contre le préjugé national en faveur des Anglais, préjugé bizarre, qui veut qu'il ne se fasse rien de bon qu'en Angleterre; opinion brutale et extravagante, qui fait mépriser au peuple anglais toutes les autres nations.

Mais ce préjugé, tout fort qu'il est, ne tiendra pas toujours contre l'expérience et la raison.

Le seul avantage réel, que nous ne puissions pas maintenant contester aux Anglais dans le commerce des États-Unis, provient de la supériorité de leurs capitaux et de leurs machines; mais une partie des capitaux européens, ayant reflué d'Europe aux États-Unis depuis les dernières guerres, les Américains n'ont plus aujourd'hui le même besoin des crédits étrangers; et ce motif de préférence en faveur de l'Angleterre n'en sera bientôt plus un d'exclusion pour les autres nations.

Quant aux machines qui abrègent et économisent le travail des manufactures, et qui

donnent aux anglais la préférence dans tous les marchés étrangers, l'usage commence à s'en introduire dans tous les pays, et il faut espérer que cet usage deviendra de jour en jour plus commun en France, et qu'on appliquera enfin parmi nous aux arts mécaniques les sciences, dans lesquelles nous avons fait tant de progrès; et alors les Anglais verront échapper insensiblement de leurs mains le seul avantage réel, qu'ils aient conservé sur nous dans le marché des États-Unis.

Il serait inutile d'insister sur le débit des productions de notre sol. Nos vins sont de toutes ces productions la plus recherchée : or, le seul moyen d'en augmenter la consommation aux États-Unis, comme en Angleterre, serait d'écarter la concurrence des vins du Portugal : ce qu'on ne peut faire, tant qu'il y aura des vignes à Oporto et à Madère. Les Américains, avec leurs palais gâtés par les vins forts du Portugal, ne peuvent pas savourer nos vins fins et délicats, et il ne dépend pas de nous de leur donner d'autres habitudes et d'autres sens.

Ce qui en dépend, c'est d'éloigner tous les obstacles qui s'opposent au commerce de la

France avec les États-Unis, et de bien régler ce commerce.

Pour bien régler le commerce de la France avec les États-Unis, il ne s'agit que de restreindre les importations américaines qui, par leur concurrence, pourraient faire tort à notre industrie, et de favoriser toutes les autres (1).

---

(1) Je ne suis pas plus partisan qu'un autre du systême prohibitif, et je pense que toutes les prohibitions, même celles qui paraissent les plus nécessaires, doivent toujours être sagement restreintes, pour ne pas nuire au perfectionnement de l'industrie indigène, qui ne peut pas toujours profiter des progrès de l'industrie étrangère, quand elle est sans rivalité et livrée à sa seule impulsion; mais il est des circonstances où l'industrie indigène serait étouffée par la concurrence étrangère, si celle-ci n'était sagement écartée. Il ne faut pas plus de systême exclusif en commerce qu'en finances : il n'y a point en administration de règle absolue. L'homme d'état se dirige suivant les temps et les circonstances; mais il regarde toujours le but qu'il doit atteindre, comme l'aiguille aimantée regarde le pôle. Le but de tout gouvernement est le bonheur du peuple, et son principal moyen est d'encourager le travail, qui est la première source de la richesse publique : mais quand on ne peut pas encourager le travail, sans favoriser l'industrie nationale au préjudice de l'industrie étrangère, il faut bien restreindre les im-

Il faut restreindre l'importation des productions coloniales et surtout des sucres et des cafés, consommations de luxe, qu'il ne faut pas recevoir, autant qu'on peut, de la seconde main, ni par un circuit aussi coûteux que celui des États-Unis.

Il faut restreindre l'importation des salaisons et de la morue, pour ne pas nuire à notre propre pêche, qui est la meilleure école de nos matelots; mais il faut favoriser l'importation des huiles de baleine et des autres poissons, que notre navigation ne nous saurait fournir, et dont l'entrepôt en France peut être utile à notre industrie et à notre commerce extérieur.

Si la France a besoin pour le mélange de ses tabacs de ceux des États-Unis, il lui convient d'en favoriser l'importation, pour ne pas diminuer les profits de ses fabriques : sinon il

---

portations étrangères et favoriser les exportations nationales. Le grand art est de le faire avec le moins de gêne et de formalités qu'il est possible, pour ne pas dégoûter les commerçants. C'est en cela que consiste l'habileté des gouvernements : le principal objet de leurs relations extérieures doit être de bien diriger leurs relations commerciales. Voyez *Notions d'économie politique*, à la fin.

lui convient mieux de donner la préférence aux tabacs du Levant, parce que la France fait avec le Levant un commerce plus avantageux qu'avec les États-Unis.

Il faut favoriser l'importation des potasses, des bois de construction et de toutes les munitions navales; d'abord pour payer ces produits moins cher, en les mettant dans notre marché en concurrence avec ceux des autres pays, et ensuite pour ménager nos bois et nos forêts.

Il faut favoriser l'importation des cotons, tant que nous ne pourrons pas produire nous-mêmes ce lainage, ou que nous ne pourrons pas le tirer de nos propres colonies.

Mais surtout il faut favoriser l'importation des pelleteries et des fourrures, pour ne pas rompre nos liaisons avec les traitants du nord de l'Amérique, et pour assortir nos cargaisons destinées pour l'Inde et le Levant.

En un mot, la France doit favoriser, mais ne favoriser que l'importation des produits américains, qui peuvent alimenter son commerce et ses manufactures.

Une nation sage doit tellement régler son commerce extérieur, qu'elle puisse acheter

les productions étrangères avec ses productions propres, pour ne pas payer de balance en argent, et qu'elle puisse acheter les matières brutes, nécessaires à ses manufactures, avec ses produits ouvrés, pour gagner la main-d'œuvre; mais elle ne doit pas acheter les consommations de luxe, qui lui enlèveraient trop de numéraire, et qui ne pourraient servir à aucune reproduction : et voilà pourquoi la France doit recevoir avec faveur les productions brutes des Américains, et repousser toutes les autres (1).

(1) Ces prohibitions au reste ne doivent jamais s'étendre jusque sur l'importation des produits, qu'on ne peut pas soi-même créer, ou créer avec autant d'avantages que les autres nations. Chaque pays a des avantages particuliers, que les autres pays peuvent lui envier, mais dont ils ne peuvent le dépouiller. Chaque nation doit donc cultiver le genre d'industrie qui lui est propre, et ne pas décourager par des prohibitions l'industrie étrangère, qu'elle ne peut s'approprier. En faisant naître dans un pays les productions qui manquent dans un autre, la nature a invité ces deux pays à s'unir entre eux; et ce sont ces liaisons indiquées par la nature que les gouvernements doivent surtout favoriser, au lieu de les gêner. Le commerce est le lien des nations; mais il ne peut unir les nations entre elles, qu'autant qu'il départit aux unes les dons que la nature a faits aux autres, et qu'il fait ainsi le bonheur de toutes.

Mais il ne suffit pas de favoriser quelques branches du commerce américain, il faut les dégager toutes des entraves inutiles.

Une des principales entraves est la multiplicité et la variation des réglements de douane. Il faut adopter, à cet égard, un systême et surtout des formes très simples, et ne pas les changer légèrement. Il importe peu que les tarifs soient plus ou moins élevés; mais il importe qu'ils soient fixes, pour que les négocians puissent régler leurs opérations : on ne peut pas ajuster sur une mire toujours flottante.

Le plus grand tort que l'on puisse faire aux négociants, c'est de changer les tarifs sans les en avoir prévenus d'avance, parce qu'un tel changement déconcerte les spéculations les mieux combinées. On peut jusqu'à un certain point prévoir les événements politiques, et s'en garantir; mais il n'y a aucune prévoyance humaine qui puisse garantir des variations des douanes.

Les autres obstacles, qui peuvent s'opposer au développement du commerce français aux États-Unis, dérivent du traité de 1800, moins favorable pour la France, que ne l'était pour l'Angleterre son traité avec les Américains.

Le principe reconnu dans le traité français, que le pavillon couvre la marchandise, serait bon à admettre, si toutes les nations l'admettaient; mais dès que les Américains l'ont abandonné dans leur traité avec les Anglais, nous n'aurions pas dû nous-mêmes le maintenir dans le nôtre, parce qu'en temps de guerre entre la France et l'Angleterre, les Anglais peuvent confisquer notre propriété sous le pavillon américain, tandis que nous sommes obligés nous-mêmes de respecter la propriété anglaise sous le même pavillon : d'où il résulte que nous nous trouvons alors dans l'alternative fâcheuse de violer nos engagements ou d'en être lésés, si nous les respectons.

Le traité anglais comprend parmi les articles de contrebande de guerre les bois et les autres munitions navales, tandis que nous ne les avons pas comprises nous-mêmes dans le nôtre par une générosité mal entendue, à cause que ces articles sont un des principaux objets des exportations américaines : ce qui détruit toute parité, puisqu'en temps de guerre les Américains peuvent porter aux Anglais des munitions navales, tandis qu'ils ne peuvent pas en porter aux Français.

Enfin une autre différence, qui provient des deux traités et qui est tout à l'avantage des Anglais, c'est que les colonies anglaises peuvent en temps de guerre envoyer en Angleterre leurs productions sous la franchise du pavillon américain, tandis que les colonies françaises ne peuvent sous ce pavillon expédier les leurs en France, sans les exposer à devenir la proie des croiseurs anglais.

Nous aurions donc dû traiter avec les Américains sur le même pied que les Anglais, si nous avions voulu retirer de nos traités les mêmes avantages qu'eux.

Dans tous nos traités commerciaux nous devons régler nos stipulations sur celles des autres nations, ou nous serons dupes de notre générosité. Les Français font presque toujours bien leurs traités politiques, parce qu'accoutumés à vaincre, ils savent être généreux au sein de la victoire; mais ils font presque toujours mal leurs traités commerciaux, parce qu'ils ne veulent pas nuire, comme les Anglais, à l'industrie des autres nations; et que, contents de leur vendre, ils ne veulent point s'enrichir à leurs dépens. L'Anglais, avide et orgueilleux, ne veut commercer avec les au-

tres peuples, que pour leur soustraire par la balance commerciale leur argent; le Français, ami de la gloire et des arts, ne veut commercer avec eux, que pour leur donner son luxe et ses goûts.

Les deux derniers traités des Américains avec les Français et avec les Anglais, sont une preuve frappante des principes libéraux des uns, et de l'avidité intéressée des autres : tous les articles du traité français tendent plus ou moins à favoriser le commerce des Américains, tandis que dans le traité anglais, il n'y en a pas un seul qui ne tende à le circonscrire, et qui ne respire la méfiance.

Mais si les Américains, dans leurs transactions commerciales, ne peuvent être touchés ni par la libéralité des Français ni par l'avidité des Anglais, ils doivent être au moins sensibles à leurs propres intérêts. Or, ils sont bien plus intéressés à favoriser commercialement les Français que les Anglais, puisqu'ils reçoivent des premiers une balance de quatre millions de dollars, tandis qu'ils en paient aux autres une de douze millions.

Ils n'ont d'ailleurs jamais reçu des Anglais que des outrages, tandis qu'ils ont constam-

ment reçu des bienfaits de la part des Français, et qu'ils leur doivent le plus grand de tous, celui de leur indépendance, qu'ils n'ont conquise qu'avec eux et qu'ils ne peuvent conserver sans eux.

Leur dernier traité avec les Français n'était au fond qu'une convention passagère, qui ne devait durer que huit ans et qu'il serait inutile de renouveler, à moins que les Américains ne voulussent nous accorder des faveurs exclusives : or, c'est ce qu'on ne peut guère espérer d'eux.

Les Américains ont pour principe, dans leurs traités commerciaux, de ne pas favoriser une nation plus qu'une autre; mais de les traiter toutes sur le même pied. Mais qui ne voit que des traités fondés sur un tel principe sont inutiles, puisque les faveurs accordées à une nation deviennent bientôt communes à toutes les autres? Les faveurs commerciales, devant toujours être le prix de quelque bienfait politique, doivent par la même raison être toujours des priviléges : or, un privilége n'en est plus un, dès qu'il devient un droit commun.

Le principe des Américains est donc un

principe illusoire, qui ne peut servir de base à aucun traité commercial, ou pour mieux dire, qui les rend tous inutiles.

Nous ne devons donc plus solliciter des Américains la faveur d'un nouveau traité; mais hausser ou baisser nos tarifs avec eux, comme avec les Anglais, suivant nos convenances et nos besoins, en prévenant toujours d'avance nos négociants, pour ne pas froisser leurs intérêts.

Si nous voulons augmenter notre commerce aux États-Unis, les moyens en sont dans nos mains : ce sont, du côté de nos marchands, la bonne qualité des marchandises, le bon marché, et surtout l'emploi des machines qui abrègent et économisent le travail des manufactures; et du côté de notre gouvernement, une bonne police de douanes, point de traités, ou des traités en rapport avec ceux des autres nations, et surtout la maxime constante de ne permettre à aucune nation d'importer chez nous les productions des autres, mais seulement les siennes propres; et même d'obliger cette nation, quand elle nous enlèvera par sa balance trop de numéraire, d'exporter en nos productions toute la valeur des siennes, pour

mettre par-là de niveau nos ventes avec nos achats. C'est là un principe dont nous ne devons nous écarter qu'en temps de guerre, lorsque nous sommes obligés de recevoir de toutes mains les choses qui nous sont absolument nécessaires, et alors nous devons encore avoir pour maxime d'acheter des nations neutres plutôt que des nations ennemies, pour ne pas enrichir celles-ci et augmenter par-là leurs moyens d'attaque et de résistance.

Enfin, si nous pouvions faire admettre par toutes les nations le principe que le pavillon couvre la marchandise, il nous conviendrait aussi de l'admettre nous-mêmes, pour détruire le germe de toutes les guerres maritimes. Alors ces guerres, funestes à l'industrie de toutes les nations, n'offrant plus l'appât d'un gain facile et honteux, ne seraient plus entreprises ni poursuivies avec tant d'ardeur, et le commerce, libre sur toutes les mers, enrichirait toutes les nations, au lieu d'en enrichir une seule.

Voilà, je pense, ce qu'il nous convient de faire pour régler nos rapports commerciaux avec les Américains. C'est à eux de voir ce qu'ils doivent faire eux-mêmes pour régler

leurs rapports commerciaux avec les autres nations; mais si j'osais leur donner un conseil, je les engagerais à resserrer, au lieu d'étendre leur commerce extérieur, pour donner une base solide à leur prospérité.

Quand on considère les différentes branches de leur économie politique, on est tout surpris de voir qu'une nation, qui a un grand territoire, emploie dans le commerce extérieur plus de la moitié de son revenu, tandis que les autres nations les plus commerçantes n'y ont jamais employé plus d'un quart du leur; mais cette surprise diminue quand on pense que ce pays est demeuré par son isolement presque le seul neutre, et que, par sa neutralité, il est insensiblement devenu l'entrepôt du commerce universel.

Les Américains ont par-là rapidement accru leurs capitaux, et tout les a portés à placer ces capitaux dans le commerce de transport.

Leur territoire est encore peu cultivé, leurs manufactures sont à peine écloses, leurs arts encore au berceau; et ce défaut d'industrie manufacturière et agricole, qui paraissait devoir s'opposer aux progrès de leur commerce extérieur, est précisément ce qui l'a favorisé :

car ce commerce a attiré tous les capitaux qui ne pouvaient pas être aussi utilement employés dans l'agriculture ou dans les manufactures; il a même empêché le développement de l'industrie indigène, qui, perpétuellement en contact dans le même marché avec l'industrie étrangère, n'en a pu soutenir la concurrence. Au lieu de s'appliquer à produire et à porter aux autres nations l'excédant de leurs produits, les Américains ont mieux aimé trafiquer des produits étrangers; ils ont remplacé dans la navigation les Hollandais, et sont devenus comme eux les colporteurs du monde. Ils auront, comme eux, une existence brillante, mais orageuse. Telle est la destinée des nations commerçantes; elles doivent choisir ou d'un commerce immense, mais éphémère, ou d'un commerce solide, mais borné. Toutes les nations qui font le commerce de transport brilleront comme Tyr ou Carthage; mais finiront, comme elles, par être la proie des autres nations.

CHAPITRE IV.

DES RELATIONS COMMERCIALES DES ÉTATS-UNIS AVEC L'ANGLETERRE.

Le commerce des États-Unis avec l'Angleterre s'est encore plus rapidement accru que le commerce des États-Unis avec les autres nations. Il n'était en 1774, époque de la révolution américaine, que d'environ six millions de dollars; il a été de soixante millions de dollars au commencement du dix-neuvième siècle, d'après une année moyenne, formée des trois années 1802, 1803 et 1804 (1).

Les exportations ont été de vingt-quatre millions de dollars; savoir : les exportations à l'Angleterre, de seize millions; à ses colonies dans le nord de l'Amérique, d'un million; dans les Antilles, de six millions et demi; dans l'Inde, d'un demi-million.

Les importations ont été de trente-six mil-

(1) Voyez la table XI.

lions de dollars; savoir : les importations de l'Angleterre, de vingt-sept millions; de ses colonies dans le nord de l'Amérique, d'un demi-million; dans les Antilles, de quatre millions et demi; dans l'Inde, de quatre millions.

Les exportations ont principalement consisté en cotons, tabacs, blés et farines, en potasses, bois de construction et autres munitions navales; et les importations, en toileries, laineries, soieries, quincailleries, poteries, verreries et papeteries.

La masse des exportations a peu varié d'une année à l'autre, depuis 1800 jusqu'en 1810; et quand un article comme le coton a augmenté, un autre article comme le tabac a diminué : de sorte que le résultat a presque toujours été le même. Mais la masse des importations s'est élevée, dans les années 1805, 1806 et 1807, au double de celle des exportations et à près de cinquante millions de dollars : ce qui a donné une balance en faveur de l'Angleterre de vingt-six millions de dollars, ou d'environ quatre millions de livres sterlings, qu'il a fallu payer en argent ou en remises sur l'Europe. C'est cette balance énorme qui a

jeté une portion considérable du numéraire européen dans les îles britanniques, et qui a fait fleurir leurs manufactures : de sorte que l'Angleterre a dû principalement la prospérité de son commerce et de son industrie au commerce américain. Elle lui a même dû la prospérité de sa marine, qui a trouvé en Amérique un supplément aux munitions navales que lui refusait la Baltique.

Mais ce commerce a été loin d'être aussi avantageux aux Américains, et il a nui essentiellement au développement de leur industrie.

Le principal article des exportations américaines est le coton, qui passe en Angleterre pour être façonné dans les fabriques anglaises, et qui revient en Amérique avec le prix surajouté de la façon et du transport; ce qui en quadruple à peu près la valeur : de sorte que les Américains achètent aux Anglais pour vingt millions de dollars le même article ouvré qu'ils leur ont vendu brut pour cinq millions. Les Américains ne perdent pas seulement dans ce commerce leur argent; ils ruinent encore leur industrie, qui, se trouvant perpétuellement en contact dans le même marché avec l'industrie anglaise, ne peut pas en

soutenir la concurrence. Il en est ainsi de plusieurs autres articles, qui sont presque tous vendus bruts aux Anglais, et revendus ouvrés aux Américains, au préjudice de l'industrie de ces derniers. C'est là le grand désavantage de ceux-ci dans leur commerce avec l'Angleterre : ils ne lui vendent guère que des matières premières, nécessaires à ses manufactures, et ils ne lui achètent que des produits manufacturés, dont ils pourraient eux-mêmes se passer.

Cependant, malgré ce désavantage bien sensible, le commerce des États-Unis avec l'Angleterre augmente tous les jours, et il augmente encore dans une plus forte proportion que celui des États-Unis avec les autres parties du monde. On peut en assigner plusieurs causes. Les principales sont dans la supériorité des capitaux et des machines de l'Angleterre, et les accessoires dans l'analogie des habitudes et des mœurs des deux nations (1).

La nation anglaise est la nation la plus

(1) Voyez à ce sujet le mémoire déjà cité sur les relations commerciales des Etats-Unis avec l'Angleterre, inséré dans les mémoires de l'Institut, tom. 2.

riche en capitaux : elle peut donc faire plus aisément des crédits qu'aucune autre nation. Or, les Américains sont de tous les peuples celui qui, par sa prospérité progressivement croissante, a le plus besoin de crédits étrangers. Les Anglais ne prêtent pas seulement aux Américains pour placer leurs capitaux; mais ils leur font sans cesse des avances nouvelles, pour pouvoir être plus aisément remboursés des anciennes : ce qui forme entre eux une chaîne d'or plus forte que toutes les liaisons politiques.

La grande masse de capitaux qui circule en Angleterre, a introduit dans ses manufactures une grande division dans le travail et une foule de machines ingénieuses propres à l'abréger. Depuis l'invention surtout des mécaniques à vapeur, la plus grande partie du travail se fait en Angleterre avec des machines; et cette économie de bras y a tellement diminué la main-d'œuvre, que, malgré l'énormité des taxes dont ils sont accablés, les Anglais peuvent encore fournir les marchés étrangers à meilleur marché que toutes les autres nations. Or, le bon marché est dans le commerce la grande raison de préférence.

L'Angleterre a encore d'autres raisons de préférence dans le genre de son industrie manufacturière, qui est mieux adaptée à l'état politique des États-Unis, que l'industrie des autres peuples. Les Français ont sans contredit la supériorité sur les Anglais dans tous les objets d'une industrie perfectionnée, et en particulier dans la draperie, la toilerie et la poterie fines; mais les Anglais l'ont sur les Français dans la draperie, la toilerie et la poterie communes. Or, comme ce sont les choses communes et d'un prix modéré, qui sont partout plus demandées que les choses de luxe et d'un grand prix, les Anglais doivent avoir dans le marché des États-Unis plus de débit que les Français et les autres peuples.

Les Américains tiennent encore à l'Angleterre, dans leur commerce, par une infinité d'autres fils, et surtout par la sympathie qui dérive des mêmes idées et des mêmes goûts. Les Américains sont encore anglais dans la plupart de leurs habitudes : ils se logent, se meublent et s'habillent comme eux : d'où il suit que les étoffes, les meubles et jusqu'aux modes ridicules de l'Angleterrre, leur conviennent mieux que celles de tous les autres pays.

Un attrait encore plus puissant attire les Américains vers les Anglais, c'est l'identité du langage. Deux nations qui parlent la même langue échangent perpétuellement entre elles leurs pensées, leurs sentiments : ce qui provoque et facilite tous les autres échanges; tandis que deux peuples qui parlent un langage différent, demeurent toujours étrangers l'un à l'autre, malgré toutes les convenances qui peuvent les unir (1).

Enfin tout rapproche les Américains et les Anglais : mêmes lois, mêmes usages, mêmes mœurs. Les Américains, comme tous les peuples plongés dans une atmosphère épaisse, ont peu d'imagination, et ils sont plutôt conduits par leurs habitudes que par leurs idées. De-là leur penchant aveugle pour les Anglais, qui ont les mêmes habitudes qu'eux : de-là leur éloignement pour les autres peuples, qui ont des habitudes différentes : de-là encore leur indifférence dans leurs rapports d'homme à homme, et même de l'homme à Dieu : d'où

---

(1) Voyez le mémoire cité sur les relations commerciales des États-Unis avec l'Angleterre, dans les mémoires de l'Institut, tom. 2.

provient leur indifférentisme religieux, et leur égoïsme politique. Les Américains ne pourraient sortir de cet état d'apathie, que par un contact perpétuel avec des peuples vifs et pleins de feu, tels que ceux du midi de l'Europe; et ils n'ont guère de contact qu'avec ceux du nord, qui sont presque aussi froids qu'eux; ils ont contre les premiers une sorte d'antipathie naturelle, et ils préfèrent à toutes les autres nations, même les plus glorieuses, la nation anglaise, parce qu'elle est la plus opulente: semblables à ces écoliers, qui, dans leurs lectures, se passionnent pour les Carthaginois, et les préfèrent aux Romains.

Telles sont les causes qui ont le plus influé sur les liaisons commerciales des Américains avec les Anglais, et qui ont donné à ceux-ci la préférence sur tous les autres peuples, dans le marché des États-Unis.

En détruisant les causes principales, on affaiblirait l'effet des causes accessoires, parce que l'intérêt est le principal mobile de l'homme, et surtout du peuple américain, qui paraît plus personnel que tous les autres; mais il ne serait pas possible de couper à la fois les divers nœuds qui attachent ce peuple à l'Angleterre,

et on ne pourrait que les délier l'un après l'autre, en éloignant peu à peu les Américains des Anglais, par une politique libérale et bien entendue.

Car, malgré l'affinité qui règne, sous plusieurs rapports, entre les deux nations, il existe entre elles, sous d'autres rapports, beaucoup de sujets de division.

Je ne parle pas de l'animosité réciproque que la guerre de l'indépendance a dû laisser dans les cœurs de ces deux peuples, et qui, quoique affaiblie par le temps, n'est pourtant pas encore éteinte et peut se ranimer à la moindre collision. J'indiquerai ici d'autres causes plus réelles d'inimitié.

Les principales sont dans la rivalité des deux peuples en limites, en commerce et en navigation : d'où sont nés leurs différends sur le commerce colonial, sur la presse des matelots américains, sur l'extension nouvelle donnée aux blocus maritimes et à la contrebande de guerre, et sur plusieurs autres objets, que l'on a vainement cherché à régler dans des conventions et des traités, parce que l'intérêt des Anglais s'y est toujours opposé.

Les Américains et les Anglais sont voisins, et par conséquent rivaux en limites. Les Américains convoitent l'Acadie et tout le pays compris au sud du fleuve St.-Laurent, comme des bordures qui doivent entrer dans le cadre de leur empire : les Anglais, au contraire, voudraient joindre au leur tout le pays, et surtout toute la côte située à l'est du fleuve Hudson, pour faire servir sur leurs vaisseaux les marins nombreux de cette côte, et pour s'emparer exclusivement de la pêche de la morue. Ceux-ci voudraient attirer le commerce des lacs du Canada dans le fleuve de St.-Laurent, dont ils occupent l'embouchure; et les autres le rejeter dans celui du Mississipi, qui coule maintenant tout entier sous leurs lois. Enfin ils se disputent les uns aux autres le commerce des sauvages, et jusqu'à leur amitié : non pour policer ces malheureux avec le secours de la religion, comme l'avaient entrepris les Français; mais pour les détruire par des liqueurs enivrantes, et pour s'approprier, les uns à l'exclusion des autres, le commerce des pelleteries. « Nous n'avons plus d'amis parmi les hommes blancs, ni de protecteurs sur la terre, me disait un des chefs de la tribu des

Sioux (1). Depuis que les Français nous ont abandonnés, il ne nous reste pour voisins que des hommes avides, qui sont plus dangereux pour nous que les ours de nos bois : les Anglais ne traitent plus avec nous que pour avoir nos fourrures, et les Américains que pour s'emparer de proche en proche de toutes nos terres, et pour nous repousser aux extrémités de l'univers. »

La puissance de l'Angleterre, telle qu'elle existe aujourd'hui, est un chef-d'œuvre de l'industrie humaine, je dirais presque de la civilisation ; mais ce n'est après tout qu'un chef-d'œuvre de l'art, qu'une puissance artificielle, qui ne se maintient qu'aux dépens des autres nations : elle n'est point fondée, comme celle de la France, sur l'étendue et la fertilité de son territoire, sur le nombre et le génie de ses habitants ; elle repose tout entière sur sa marine, et sa marine sur le monopole du commerce universel. C'est par ce monopole qu'elle tire de ses douanes un revenu immense ; et c'est avec ce revenu qu'elle soudoie ses armées et qu'elle ameute les armées étrangères les unes contre

(1) Les Sioux sont établis vers les sources du Mississipi.

les autres, afin de n'en avoir elle-même rien à appréhender. Détruisez le monopole de l'Angleterre, vous détruisez son revenu, et l'édifice de sa grandeur croule de lui-même. De-là son éternelle rivalité contre toutes les nations qui ont voulu faire le commerce maritime en concurrence avec elle : de-là sa jalousie ancienne contre la Hollande, qui faisait comme elle le commerce de transport; et de-là sa jalousie nouvelle contre les États-Unis, qui ont succédé dans ce commerce à la Hollande. C'est pour ôter le commerce de transport aux autres nations maritimes, qu'elle fit du temps de Cromwell son fameux acte de navigation (1), et qu'elle a fait de nos jours cette foule de réglements iniques, qui violent tous les droits des nations neutres et qui soumettent la mer à son joug, comme si cet élément n'avait été

(1) Par l'acte de navigation, l'Angleterre ferma ses ports à tous les bâtiments étrangers qui voulaient y importer d'autres productions que celles de leur pays. Si les autres nations avaient pris une semblable mesure, et qu'elles eussent repoussé de leurs ports les bâtiments anglais chargés d'autres productions que de celles d'Angleterre, jamais les Anglais ne se seraient enrichis, comme ils l'ont fait, du commerce des Hollandais et de celui des autres nations.

créé que pour elle, et qu'il ne fût pas la propriété commune de toutes les nations.

Mais de toutes les nations commerçantes celle qui souffre le plus de la tyrannie maritime de l'Angleterre, est sans contredit la nation américaine, appelée plus particulièrement que les autres au commerce de transport, par sa position géographique et par l'étendue de ses côtes; et de-là la source intarissable de ses querelles avec les Anglais.

Le principal commerce des Américains est celui qu'ils font en temps de guerre avec les colonies des puissances européennes, et surtout avec celles de la France et de l'Espagne, qui se trouvant alors séparées par la marine anglaise de leurs métropoles, ne peuvent plus commercer avec elles que par l'intermédiaire des neutres ou par le circuit des États-Unis.

Or, l'Angleterre entrave ce commerce de toutes les manières, et elle croit même avoir le droit de l'interdire absolument aux Américains.

Elle s'arroge ce droit sur le principe que les neutres ne doivent pas protéger de leur pavillon la propriété ennemie, lorsque l'ennemi

ne peut pas lui-même la protéger avec sa marine, parce qu'autrement il serait inutile d'entretenir des flottes.

Elle se l'attribue encore sur le principe que les neutres ne doivent pas faire en temps de guerre un commerce qu'ils n'ont pas le droit de faire en temps de paix, et sur ce qu'ils n'ont pas en temps de paix le droit de faire le commerce colonial, puisque ce commerce leur est alors interdit.

Ce systême du gouvernement anglais, d'entraver en temps de guerre le commerce colonial et d'affamer par là les colonies, date de 1756, et il a été suivi depuis dans toutes les guerres maritimes, mais avec quelques modifications. Dans l'avant-dernière, les Anglais se sont contentés d'exiger que le produit colonial fût débarqué dans un port neutre, avant d'être porté dans un port ennemi : dans la dernière, ils ont exigé de plus qu'il fût propriété américaine, et acheté avec des fonds américains : enfin dans celle-ci il paraît qu'ils veulent interdire ce commerce aux Américains, pour le faire eux-mêmes exclusivement, ou du moins qu'ils veulent obliger les Américains à porter le produit colonial chez eux,

avant de le porter chez les autres, pour le taxer comme une de leurs propres marchandises, ou pour l'acheter eux-mêmes de préférence aux autres nations, et le revendre ensuite à leur profit.

Le but de l'Angleterre est de renchérir par toutes ces mesures le produit des colonies étrangères, afin qu'il ne puisse pas être vendu en concurrence avec celui de leurs propres colonies.

Le but de l'Angleterre est encore de ruiner par là toutes les colonies étrangères et de les obliger de se donner à elle pour pouvoir vendre leurs productions, et ainsi de monopoliser le commerce colonial, comme elle a déjà monopolisé tous les autres. C'est là la cause principale de ses différends actuels avec les États-Unis.

Une autre cause est le droit que s'arrogent les Anglais de visiter en temps de guerre les bâtiments neutres, et principalement les Américains, et d'y presser les matelots qu'ils croient Anglais ou simplement nés en Angleterre. Cette prétention est d'autant plus préjudiciable aux Américains, qu'étant presque tous d'origine anglaise, et qu'ayant la même

physionomie, le même langage et les mêmes mœurs que les Anglais, ils peuvent presque toujours être confondus avec eux.

Le droit de visiter les bâtiments neutres et d'y enlever des matelots, est un attentat à la souveraineté des nations. La propriété de leur pavillon est pour elles une propriété aussi sacrée que celle de leur territoire. Une nation ne peut pas y renoncer en faveur d'une autre, sans devenir son esclave, et sans renoncer à tous les priviléges de la souveraineté. C'est ce qui a engagé le gouvernement américain à rejeter le dernier traité négocié avec les Anglais, et ce qui nous a engagés nous-mêmes, dans la présente guerre, à ne pas reconnaître la neutralité des pavillons amis qui se soumettraient à l'humiliante législation de la marine anglaise, soit en touchant dans un port anglais, soit en payant un tribut à l'Angleterre.

Une autre source de différends entre les États-Unis et l'Angleterre, est l'extension nouvelle donnée par les Anglais aux blocus maritimes et à la contrebande de guerre.

Un port n'est censé bloqué que lorsqu'il est réellement investi par mer, comme une for-

teresse n'est bloquée que lorsqu'elle est investie par terre. Or, les Anglais prétendent bloquer avec une simple proclamation, des côtes étendues qu'ils ne pourraient pas réellement bloquer avec toute leur marine. Tel est le blocus qu'ils ont établi avec un décret devant toute la France, et dont on s'est moqué en bloquant avec un autre décret toute l'Angleterre : car il est aussi absurde de bloquer de cette manière un seul pays, que de les bloquer tous, et de bloquer le monde entier.

Or, ces blocus fictifs sont une des plus criantes injustices que la force puisse exercer sur la faiblesse, parce qu'il n'y a rien qui puisse en restreindre les effets désastreux; tandis que les blocus réels sont toujours circonscrits aux places et aux ports réellement investis.

La nouvelle extension donnée par les Anglais à la contrebande de guerre, n'est pas moins désastreuse. La France ne comprend dans la contrebande de guerre, interdite aux neutres avec l'ennemi, que la poudre à canon, les armes et les principaux objets d'armement et d'équipement; tandis que l'Angleterre y

comprend en outre toutes les munitions militaires et navales, les bois, le brai, le goudron et plusieurs autres objets de l'usage le plus universel, et même, dans quelques-uns de ses traités, jusqu'aux subsistances : prétention aussi absurde que cruelle, qui indique dans le gouvernement anglais un mépris révoltant pour toutes les nations.

Or, les États-Unis qui produisent une grande quantité de munitions navales, sont plus intéressés que les autres pays à ce qu'on n'étende pas trop les articles qui composent la contrebande de guerre : autrement la moitié de leurs productions ne pourrait être vendue qu'à l'Angleterre; et l'Amérique, seulement indépendante de nom, redeviendrait de fait une de ses colonies.

Il serait inutile d'énumérer ici les autres prétentions de l'Angleterre, qui sont toutes des usurpations plus ou moins contraires aux droits des autres peuples, et auxquelles les Anglais ne renonceront jamais de plein gré, parce que le monopole de leur commerce repose sur ces usurpations (1).

---

(1) L'Angleterre a malheureusement aujourd'hui une trop

Mais il est une de ces prétentions qui mérite d'être signalée, parce qu'elle embrasse toutes les autres, et que les Anglais ne prennent plus aujourd'hui même la peine de la dissimuler : ils semblent vouloir établir ce qu'ils nomment leurs droits maritimes, sur le droit même de leur propre conservation, et ils réclament, comme puissance insulaire, le droit de faire la police sur la mer, parce que la mer est le seul chemin par où l'on peut les atteindre; comme si les puissances continentales réclamaient chacune le droit de faire la police sur les grandes routes militaires de l'Europe, parce que ces routes aboutissent à la circonférence de leur empire. Le droit que réclament les Anglais appartient à toutes les puissances maritimes en commun, ou n'appartient à au-

---

forte population, et elle ne peut la nourrir qu'avec son commerce extérieur. Voilà pourquoi elle cherche à conserver par la violence le monopole de ce commerce : de-là l'injustice de son gouvernement, qui est souvent en contraste avec la générosité de la nation anglaise; c'est que l'un est obligé de suivre la raison d'état, tandis que l'autre peut s'abandonner à son propre caractère. L'Angleterre ne peut sortir de cet état violent, qu'en favorisant l'émigration ou la colonisation.

cune en propre. S'il appartient à toutes, aucune ne peut l'exercer exclusivement : or, qu'est-ce qu'un droit dont on ne peut pas faire usage?

Les Américains, et en général les autres puissances maritimes, n'ont donc plus qu'un moyen de faire respecter leurs droits ; c'est de s'unir toutes entre elles pour balancer avec toutes leurs forces réunies la marine anglaise, et affranchir les mers : mais les Américains n'ont point osé jusqu'ici prendre un parti que leur conseillaient également l'honneur et la politique, et qui est le seul conforme à leurs intérêts (1).

Jusqu'ici ils ont flotté sans cesse dans leur politique extérieure, poussés tantôt par leurs inclinations vers l'Angleterre, et tantôt par leurs intérêts vers la France, mais craignant également de s'attacher à l'une ou à l'autre de ces puissances, et voulant vivre seuls et isolés, pour n'être pas entraînés dans les guerres européennes : comme s'il était possible de vivre au milieu d'un incendie général, sans en être atteint, et comme si l'égoïsme

(1) Depuis lors les Américains ont pris enfin le parti de déclarer la guerre à l'Angleterre.

d'une nation ne devait pas finir par déplaire aux autres, et par les rallier toutes contre une seule, par l'attrait des compensations.

A Dieu ne plaise que je veuille pousser les Américains à s'engager seuls dans une lutte qui serait, hélas! trop inégale pour eux : mais quand cette lutte est ouverte entre la France et l'Angleterre (1), et qu'il ne leur reste plus qu'à se décider entre l'une ou l'autre de ces puissances pour n'être pas la proie de toutes deux, il me semble que leur choix ne saurait être douteux. La France n'est point leur rivale en limites, en commerce, en navigation : elle n'a rien à démêler avec eux, et elle a les mêmes intérêts que toutes les nations maritimes.

La France reconnaît que le pavillon couvre la marchandise, et que la propriété individuelle doit être respectée sur la mer, comme sur la terre ; qu'aucune nation n'a le droit d'enlever les matelots d'une autre, que quand ils combattent contre elle ; que la prétention de bloquer les rivières et les côtes par proclamation, est aussi contraire à la raison qu'à

(1) On doit se souvenir que ceci a été écrit en 1810.

l'équité; et elle avoue, que si pour repousser l'injustice et la fraude, elle a été forcée quelquefois de recourir à des mesures de représailles, elle n'y a eu recours qu'à regret.

Elle a cherché dans tous ses traités à diminuer au lieu d'étendre les maux inséparables de la guerre : c'est elle qui a proposé la première de restreindre la course maritime (1) et la contrebande de guerre. Assez riche de son sol et contente de son industrie et de son commerce, elle ne veut point usurper l'industrie et le commerce des autres nations : elle pense que le monde est assez vaste pour que toutes les nations puissent y commercer et y prospérer en paix : elle ne veut point anéantir la marine des autres peuples, pour régner seule avec la sienne sur l'Océan : elle reconnaît la liberté des mers, l'indépendance de tous les pavillons, les droits de toutes les nations à tous les moyens de prospérité, à tous les genres d'industrie : elle n'a besoin, pour être heureuse, du malheur d'aucune, et elle veut le bonheur de toutes, comme inséparablement lié au sien; et si

(1) Dans l'assemblée constituante.

elle aspire à tenir un rang distingué dans le monde, c'est pour y répandre par son influence le goût des arts, des sciences et de toutes les connaissances propres à rendre les hommes plus heureux ou meilleurs.

L'Angleterre au contraire ne veut de bonheur que pour elle, de richesse que pour ses marchands, de puissance que pour sa marine; dans ses rapports avec les autres nations, elle n'a aucun égard à ce qui est juste, elle ne considère que ce qui lui est utile (1); elle sacrifie à ses intérêts les droits

---

(1) On doit voir par ce que j'ai dit précédemment, que je ne veux parler ici que du gouvernement et non de la nation anglaise, qui a quelquefois, comme le peuple athénien, forcé son gouvernement à faire malgré lui des actes de justice; mais elle n'a jamais pu le forcer à faire des actes de générosité, parce qu'il est essentiellement personnel. Ce gouvernement a, du reste, une sorte de supériorité sur les autres gouvernements de l'Europe, non qu'il soit ordinairement composé d'hommes plus éclairés, mais parce qu'il est mieux dirigé par l'opinion publique librement exprimée; et qu'averti par-là de ses moindres écarts en administration, il se redresse plus promptement, et suit invariablement, malgré les fréquents changements du ministère, la route qui lui est tracée par les lumières et les intérêts de sa nation. C'est cet

de toutes les nations : elle veut conserver le monopole du commerce universel, parce qu'elle ne peut maintenir sa puissance qu'à la faveur de ce monopole; elle veut détruire l'industrie de tous les autres peuples, parce qu'elle voudrait concentrer toute la richesse du monde dans son île; elle convoite toutes les colonies, toutes les mers, toutes les terres, non pour les civiliser, mais pour les exploiter comme une de ses fabriques.

Entre ces deux puissances, le choix d'un peuple libre ne saurait être douteux. Les Américains doivent donc s'éloigner d'une nation dont l'existence commerciale et maritime n'est plus compatible avec la leur, et s'attacher à celle qui veut affranchir le commerce et la navigation, introduire sur les mers, comme sur la terre, une législation plus favorable au bonheur et à la dignité de l'homme, et ne conquérir les droits maritimes que pour les rendre aux nations qui les ont perdus.

---

esprit de suite dans son administration intérieure et d'égoïsme dans ses relations extérieures, qui fait la force du gouvernement anglais et qui le distingue de tous les autres.

Après avoir indiqué les rapports commerciaux des Américains avec les principales nations du monde, il ne me reste plus qu'à indiquer leurs rapports politiques avec ces nations.

CHAPITRE V.

Des relations politiques des États-Unis avec les autres nations du monde, et en particulier avec celles de l'Europe.

Trois choses frappent un observateur qui arrive aux États-unis : l'étendue de leur territoire, celle de leur commerce extérieur, et avec cette force apparente leur faiblesse réelle.

Les États-Unis sont renfermés dans un cadre immense qui est bordé de tous côtés par la mer, des lacs ou des montagnes, et qui offre sous la latitude la plus tempérée de l'Amérique une superficie de deux millions de milles carrés, égale et même supérieure à celle des plus grands empires qui aient jamais existé dans le monde.

Mais cette vaste contrée ressemble encore à un désert, et elle n'est peuplée que sur la côte.

La population, qui couvre la côte des États-Unis et qui est plus particulièrement composée d'Anglais, d'Écossais et d'Irlandais, a conservé les mœurs âpres de la vieille Angleterre, et elle a mieux aimé s'adonner au commerce et à la navigation, que de cultiver la terre ou toute autre branche d'industrie.

Aussi a-t-elle fait dans le commerce extérieur des progrès si rapides, que la masse annuelle de ses exportations et de ses importations s'est élevée graduellement depuis 1774 jusqu'en 1806 de treize millions à deux cent onze millions de dollars, tandis que le revenu agricole de tout le pays n'est encore monté qu'à deux cents millions de dollars, et que tout son revenu annuel n'excède pas trois cent cinquante millions; ce qui prouve que les Américains emploient dans le commerce étranger plus de la moitié de leur revenu : semblables à ces nations aventurières qui, n'ayant point de territoire, s'en font un des mers qui les environnent, et mettent toutes leurs richesses sur les eaux.

Mais le commerce maritime, qui a si rapidement enrichi les Américains, les a mis dans

la dépendance de toutes les autres nations; et de-là une des causes de leur faiblesse réelle, malgré leur force apparente.

Les autres causes de leur faiblesse sont dans leur luxe, qui est dérivé de leur commerce; dans leur faible population comparée avec leur vaste territoire, et enfin dans leur constitution fédérative, qui mine insensiblement tous les liens de leur état politique.

Leur commerce principal est un commerce d'entrepôt. L'argent attiré par ce commerce, afflue aux États-Unis de tous les points du globe ; mais il ne s'y arrête pas, et il en sort par mille canaux pour être échangé contre les productions étrangères, qui sont consommées dans le pays. Les Américains font un usage immodéré de toutes les commodités de la vie : aucun peuple n'use plus d'habits, d'aliments et surtout de boissons : l'ivrognerie est un excès commun dans toutes les classes de la nation, et les plus élevées même n'en sont pas exemptes.

Le luxe n'est ailleurs que dans les premières classes de la société ; ici il est dans toutes, et il s'est glissé jusque dans la chaumière de l'ouvrier et du paysan : de sorte

que l'on ne voit aux États-Unis aucune distinction dans les vêtements; que la servante y est vêtue comme la maîtresse, et le dernier des ouvriers comme le premier magistrat.

Cette fureur du luxe a tari les sources les plus abondantes de la richesse publique, corrompu les mœurs privées et énervé jusqu'à l'action du gouvernement, qui ne pouvant lever que de légers tributs sur un peuple qui consomme autant qu'il produit, ne peut se livrer à aucune grande entreprise, et ne pourrait pas même entretenir une grande armée ou une grande flotte pendant une seule campagne.

La petite population du pays, comparée avec son vaste territoire, est une autre cause de sa faiblesse.

Quand la population est clair-semée dans un Etat, plus cet état est étendu, plus il est difficile à gouverner et à défendre, et par conséquent plus il est faible; tandis qu'une population concentrée ne fait pas seulement la force du gouvernement, mais encore celle de tous les citoyens, en facilitant et en abrégeant leurs travaux. Aussi voit-on dans l'histoire, que les pays bien peuplés ont toujours

été difficilement envahis, tandis que les pays dépeuplés l'ont toujours été aisément, et qu'ils n'ont pu se défendre contre les conquérants que par de vastes déserts. La dispersion ou la concentration de la population est donc un signe de la faiblesse ou de la force des Etats; et voilà pourquoi les États-Unis sont si faibles, malgré leur vaste territoire.

Une autre cause de leur faiblesse est dans leur constitution fédérative, la plus faible de toutes les institutions politiques, parce qu'elle constitue la division dans le corps social et dans chacune de ses parties, qui ne peuvent avoir de force que par leur union. Un gouvernement fédératif n'a jamais assez d'autorité pour se faire respecter des états fédérés, parce que la force publique est dans les membres de la fédération, au lieu d'être dans le magistrat suprême. Les lois faites pour tous les états sont souvent observées par les uns, et rejetées par les autres. Si on veut alors les faire observer par la force, la force d'un état se trouve en opposition avec la force d'un autre, et la guerre civile est dans tous. C'est ce que l'on voit aux États-Unis : dès que le congrès veut établir une loi, si cette loi déplaît

à un état, cet état la repousse; et tous sont obligés de la repousser à leur tour, pour ne pas s'imposer une charge qu'un seul des autres états ne veut pas porter.

Cet esprit d'insubordination, que le gouvernement ne peut pas vaincre, parce qu'il n'en a pas les moyens, paralyse les forces de toute la nation, et ne laisse pas même à un grand peuple l'énergie d'un petit : c'est là une de principales causes de la faiblesse des États-Unis, malgré leur force apparente.

Aussi les Américains, qui ont un territoire de deux millions de milles carrés, une population de près de huit millions d'ames, un commerce extérieur de deux cent millions de dollars, un revenu annuel de trois cent cinquante millions, ne pourraient pas lever, sans les ressources de leurs douanes, un impôt de douze millions de dollars; et ils ont de la peine à entretenir une flottille de quelques frégates, et une armée qu'on ne peut pas même comparer pour le nombre à celle d'un prince allemand. Leur marine n'est au fond qu'une miniature et leur armée qu'un cadre, et ils ne pourraient pas même former une armée régulière avec ce cadre, parce qu'il est trop

petit, et qu'il n'est pas propre à former des officiers dans toutes les armes.

Il est vrai qu'ils ont pour leur défense extérieure une milice de sept cent mille hommes : mais que pourrait une milice sans instruction, contre une armée aguerrie et disciplinée? Et comment pourrait-on défendre, avec quelques frégates, une côte qui a plus de cinq cents lieues d'étendue, qui est découverte sur plusieurs points, et qui n'est bien fortifiée sur aucun?

Avec tous les éléments d'une grande puissance, les États-Unis n'en ont donc qu'une petite ; ils n'ont que de faibles moyens de défense, et ils n'ont aucun moyen d'attaque : de sorte qu'ils peuvent recevoir des autres nations beaucoup de mal, et qu'ils ne peuvent leur en faire aucun. Il ne peut donc convenir à aucune nation de l'Europe de s'allier avec eux, puisqu'on ne peut en recevoir aucune assistance.

Les Américains eux-mêmes paraissent si bien convaincus de leur faiblesse politique, que dans leurs derniers traités avec les nations de l'Europe, ils ont eu la sagesse de ne vouloir pas stipuler de garanties, parce qu'ils

sentaient qu'ils ne pouvaient en offrir aucune.

Les nations de l'Europe ne doivent donc pas rechercher l'alliance des Américains pour des intérêts politiques : elles ne doivent pas non plus la rechercher pour des intérêts commerciaux.

L'Angleterre est la seule nation de l'Europe qui fasse avec les Américains un commerce avantageux, parce qu'elle est la seule qui ait la balance en sa faveur : presque toutes les autres l'ont contre elles, et il serait difficile qu'elles parvinssent à balancer leurs achats avec leurs ventes, parce que les États-Unis du nord, qui offrent les mêmes productions que notre Europe, n'ont presque rien à acheter de nous; tandis que les États-Unis du sud, qui offrent en outre d'autres productions, telles que le sucre, l'indigo et le coton, nous vendant plus qu'ils n'achètent de nous, nous enlèvent annuellement une portion de notre numéraire. L'Angleterre même, qui vend plus aujourd'hui aux divers états de l'union qu'elle n'achète d'eux, à cause de la supériorité de ses manufactures, ne peut pas conserver long-temps cette supériorité, parce que

la plupart de ces états ayant la même espèce de population et les mêmes arts, doivent finir par avoir le même genre d'industrie.

Mais quand même une nation européenne parviendrait à conclure avec les Américains le traité le plus avantageux, ce traité ne pourrait être qu'éphémère.

Une nation qui n'a pas de manufactures ou qui en a peu, telle qu'est maintenant la nation américaine, peut bien s'engager par un traité à se pourvoir chez une autre, et même à lui donner la préférence sur toutes les autres nations; mais elle ne peut pas s'engager à lui donner la préférence sur elle-même; et dès qu'elle peut se suffire, ses engagements deviennent nuls. Voilà pourquoi toute nation qui est appelée au même genre d'industrie qu'une autre, ne peut pas s'engager à commercer long-temps avec cette autre nation, parce qu'un tel engagement serait sans motif: c'est pour cette raison que sont tombés tous les traités faits avec les villes anséatiques, et que tomberont tous ceux que les nations de l'Europe pourraient faire avec les États-Unis.

Il ne peut donc y avoir entre les nations de l'Europe et les États-Unis d'Amérique aucune

liaison permanente, fondée sur des intérêts commerciaux ou politiques.

Mais quand même les nations de l'Europe voudraient s'allier pour des convenances passagères avec les Américains, ceux-ci ne voudraient point s'allier avec elles, parce qu'ils ont des vues et des intérêts différents.

Séparés de l'Europe par leur position, les Américains cherchent encore à s'en séparer par leurs affections, et ils ne veulent pas s'allier aux nations européennes, pour n'être pas entraînés dans leur tourbillon. Ni la gloire des unes, ni les services des autres ne sauraient les toucher; et leur seul désir est de demeurer neutres entre toutes, pour profiter de leurs querelles et s'enrichir de leurs malheurs. Tels que les armateurs de la côte Barbaresque, ceux de la côte Américaine ne croient pouvoir prospérer que lorsque toute l'Europe est en feu; et des Européens, qui ont vécu trente ans parmi eux, ont attesté qu'ils ne les avaient jamais vus plus joyeux qu'aux jours où l'on annonça dans les bourses de leurs principales villes, le bombardement de Cadix et l'incendie de Copenhague. Ces malheureux se réjouissaient des désastres de l'Europe, sans

songer que la foudre, qui consumait nos plus florissantes cités, devait un jour tomber sur les leurs.

Les Américains sont de tous les peuples commerçants, ceux qui souffrent le plus de la tyrannie maritime de l'Angleterre : il leur conviendrait donc de s'unir aux autres peuples pour affranchir les mers; mais les Américains aiment mieux souffrir les outrages des Anglais que de les venger (1).

---

(1) Ils se sont enfin déterminés en 1812 à déclarer la guerre aux Anglais; mais, au lieu de faire un grand effort pour conquérir le Canada, ils se sont amusés à faire sur mer la guerre aux Anglais, genre de guerre où ils ne pourraient avoir des succès constants, qu'autant qu'ils agiraient de concert avec les puissances maritimes de l'Europe. Cette guerre au reste ne peut pas durer long-temps. Des intérêts politiques ont beau séparer les Américains et les Anglais, les liaisons commerciales les rapprocheront toujours. Tant que les Anglais auront plus de capitaux et de machines que les autres peuples, ils pourront vendre les productions de leur industrie à meilleur marché : or le meilleur marché sera toujours pour les Américains, comme pour tous les autres peuples commerçants, la grande raison de préférence. La reconnaissance, lors même qu'elle devrait avoir pour motif un intérêt politique, n'a jamais été et ne peut pas être la vertu des peuples commercants, parce que

Ils voudraient bien participer aux droits maritimes des neutres ; mais ils ne veulent faire aucun effort pour les conquérir, parce qu'ils pensent que les nations européennes les conquerront sans eux.

Ils craignent d'ailleurs plus l'Angleterre que les autres nations, parce que les autres nations ne peuvent leur faire que des maux éloignés, tandis que l'Angleterre peut leur faire des maux prochains, insulter leurs côtes, brûler leurs villes et piller leurs vaisseaux ; parce qu'ils entendent seulement parler du

---

le principal mobile de ces peuples est l'amour du gain, qui est destructif de tous les sentiments généreux. Que l'on ajoute à cette raison, commune à tous les peuples commerçants, d'autres raisons particulières aux Américains et aux Anglais, telles que l'identité d'origine, de langage, de religion, une conformité plus impérieuse encore, celle des mêmes goûts et des mêmes usages, et l'on sentira la difficulté de séparer long-temps deux peuples qui tendent sans cesse à se réunir par le commerce. Les Américains se débattront en vain dans les chaînes dorées de l'Angleterre, jamais ils ne les rompront. Témoin la présente guerre, pendant laquelle les Anglais ont fait dans les ports américains plus d'affaires qu'en pleine paix, malgré l'embargo et tous les actes prohibitifs du congrès.

pouvoir des autres nations, et qu'ils sentent tous les jours celui de l'Angleterre.

Enfin les Américains ne veulent pas s'unir aux autres nations contre celle qui perpétue les troubles de l'Europe, parce qu'ils profitent eux-mêmes de ces troubles pour élever leur commerce sur celui des autres nations.

Les Américains n'ont pas seulement sur l'Europe une autre politique que les nations européennes, ils ont encore d'autres vues sur l'Amérique; ils veulent établir dans les Antilles, pour avoir part à leur commerce, la liberté du commerce et des noirs, tandis que les nations européennes semblent intéressées à y maintenir l'esclavage et le régime exclusif: l'esclavage, parce que sous un ciel de feu on ne peut guère cultiver la canne à sucre sans esclaves noirs; le régime exclusif, parce qu'une puissance qui défend et gouverne un pays lointain, où elle ne peut lever ni hommes ni argent, ne peut être indemnisée de ses frais de garde que par un commerce exclusif.

Les colonies des Antilles ne sont que des fermes, ou, si l'on veut, des fabriques de l'Europe, transportées dans un climat qui peut seul les faire prospérer; et il est juste que la

nation qui les a établies, les exploite seule. Si les autres nations pouvaient aussi les exploiter, elles recueilleraient toutes les fruits d'un arbre qu'une seule aurait planté.

L'esclavage a sans doute des inconvénients; et si on pouvait le bannir à la fois de toutes les contrées de la terre, il ne faudrait point le maintenir dans une seule; mais tant que les nations africaines conserveront la barbare coutume d'égorger leurs prisonniers ou de les réduire en servitude, quel mal peut-il y avoir de transporter des esclaves d'un pays où ils sont mal, dans un autre où ils peuvent être bien, et où la servitude peut être adoucie par les mœurs, par la religion et par les lois?

Tout ce qu'on peut demander aux puissances coloniales, c'est d'ôter à l'esclavage, d'un côté ses abus, et de l'autre ses dangers; et si elles ne peuvent lui ôter ni ses dangers ni ses abus, c'est de le bannir du globe entier, toutes de concert.

Les Américains-Unis ne veulent pas seulement établir la liberté dans les Antilles; ils veulent encore établir l'indépendance dans toute l'Amérique, tandis que l'Europe est intéressée à retenir l'Amérique sous son pouvoir.

Parmi les différentes régions du nouveau monde, il en est plusieurs, telles que le Mexique, le Pérou et le Brésil, qui offrent au commerce les mêmes productions que l'Europe, et qui lui offrent encore d'autres productions, dont l'Europe est privée. L'Europe ne produit ni sucre ni café, ni presque aucun de ces beaux colorants qui donnent tant d'éclat à nos étôffes; tandis que l'Amérique donne du blé, du vin, de l'huile et presque toutes les autres productions européennes. L'Amérique n'a donc pas besoin des productions de l'Europe, au lieu que l'Europe ne peut pas se passer des productions de l'Amérique.

L'Amérique n'offre pas seulement au commerce les productions les plus recherchées : elle lui offre encore la plus précieuse de toutes, l'argent, que l'on peut regarder comme la marchandise universelle, puisqu'elle sert à faire circuler toutes les autres (1).

Le Mexique, le Pérou et le Brésil sont les trois contrées de la terre les plus riches en métaux précieux : or, ce sont ces métaux, donnés en tributs à l'Europe, qui lui ont don-

---

(1) Voyez *Notions d'économie politique*, à la fin.

né le commerce de l'Inde. Vous donnez ce commerce à l'Amérique, si vous affranchissez le nouveau monde.

Or, rien ne peut être plus funeste pour l'Europe que de lui ôter son commerce, pour le transférer en Amérique.

Le centre du monde politique est là où est le centre du commerce, parce que c'est de ce point que se répandent sur le globe les arts, les sciences et la civilisation. Or, le centre du commerce, qui était autrefois dans la Méditerranée, a déjà été reculé vers l'Océan par la découverte du cap de Bonne-Espérance : il ne faut pas qu'il soit reculé plus loin encore, par l'indépendance entière de l'Amérique ; autrement la prééminence serait donnée aux peuples à qui la nature semble l'avoir refusée, et le monde rétrograderait vers la barbarie. C'est dans la Méditerranée que les nations européennes, et plus particulièrement l'Espagne, la France, l'Italie et la Grèce, doivent retenir ou attirer le commerce du monde, parce que c'est autour de cette mer que la nature a placé la terre la plus riante, et la plus belle race d'hommes : c'est là que l'espèce humaine se développe dans toute sa beauté ; c'est sous cet

heureux climat que naissent et se perfectionnent tous les arts qui font le charme ou la consolation de la vie. Portez ces arts dans d'autres climats, ou ils y mourront, ou ils y seront mal cultivés; et l'ignorance avec tous ses fléaux rentrera dans le monde.

Il faut donc, pour entretenir et perfectionner la civilisation parmi les hommes, conserver à l'Europe la prééminence que la nature lui a donnée; et vous la lui ôtez, si vous affranchissez l'Amérique.

Toutes les nations européennes, et même l'Angleterre, dont le sort ne peut être séparé de celui de l'Europe, sont donc plus ou moins intéressées à la dépendance de l'Amérique; mais aucune n'y est autant intéressée que la nation espagnole. Cette nation ne peut pas fleurir, ni même se maintenir sans l'Amérique, parce qu'étant inférieure aux autres nations de l'Europe en industrie, elle a besoin des métaux de l'Amérique pour payer l'industrie étrangère. L'Espagne, et l'on peut en dire autant du Portugal, est donc intéressée à ramener à elle l'Amérique, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, et surtout par le lien de la religion, le plus puissant de tous.

Mais quoique les autres nations paraissent moins intéressées que l'Espagne et le Portugal au sort de l'Amérique, elles ne peuvent pas y être indifférentes. Toutes les nations font un commerce plus ou moins direct avec les colonies américaines, et elles se ruineraient dans ce commerce, si elles ne reprenaient par les droits de la souveraineté ou par leurs relations commerciales avec l'Espagne et le Portugal, l'argent destiné à payer les productions coloniales. Donnez l'indépendance à l'Amérique, et le commerce que l'on fait avec elle s'assimilera peu à peu à celui de l'Inde et même deviendra plus onéreux à l'Europe, parce qu'il est plus aisé de se passer de mousselines et de schalls que d'or et d'argent.

Et que l'on ne dise pas qu'il serait aussi difficile d'empêcher l'indépendance de l'Amérique méridionale, qu'il l'a été d'empêcher celle de l'Amérique septentrionale. La population de l'Amérique septentrionale, étant presque toute d'origine européenne, n'avait pas besoin des secours de l'Angleterre, pour se défendre contre la population indigène et noire; tandis que la population européenne de l'Amérique méridionale, étant moins nom-

breuse que la population indigène et noire, ne peut pas se défendre contre celle-ci, sans l'appui de l'Espagne ou de quelqu'autre puissance européenne. Il y a donc entre l'Amérique méridionale et l'Europe un lien très fort, qui n'existait pas entre l'Angleterre et les États-Unis ; et c'est la raison qui occasionne tant de tiraillements dans l'Amérique espagnole, et qui la ruinera de fond en comble, si les puissances européennes ne parviennent à y rétablir leur domination.

Les puissances européennes peuvent donc s'opposer avec succès à l'indépendance de l'Amérique ; et elles doivent s'y opposer, pour conserver leur commerce et leur prééminence dans le monde.

Elles doivent encore s'y opposer, pour réprimer l'ambition commerciale de l'Angleterre et des États-Unis.

Les Anglais ne favorisent maintenant eux-mêmes l'indépendance de l'Amérique espagnole, que pour y former des établissements commerciaux : ils tiennent déjà dans leurs mains les clés de toutes les mers, et ils veulent, par de nouveaux établissements sur le fleuve de la Plata et aux îles Fernandès, embrasser

les deux côtés de l'Amérique méridionale, comme ils embrassent les deux côtés de l'Amérique septentrionale par leurs établissements à Halifax et à Nootka-Sound.

L'ambition des États-Unis est plus sourde que celle de l'Angleterre; mais elle est encore plus dangereuse, parce qu'elle ne tend à rien moins qu'à engloutir à l'insu de l'Europe toute l'Amérique septentrionale. Depuis que les Américains ont acquis la Louisiane, ils semblent ne pouvoir plus souffrir de barrières autour d'eux. Déjà ils ont envahi la Floride, exploré tous les pays qui les séparent de l'Océan pacifique, et ils élèvent maintenant leurs prétentions vers l'ouest, d'un côté jusqu'aux sources du Missouri, et de l'autre jusqu'à la rivière Del-Norté : or, en occupant la tête du Missouri et les bords de la rivière Del-Norté, ils auraient bientôt envahi le Mexique, qui, se trouvant pris de front et de flanc, serait pour eux une facile proie.

L'avidité commerciale des Américains égale et surpasse même celle des Anglais. Ces peuples ont à peine paru sur l'Océan, et déjà il n'y a point de plages sur le globe, point de mers, que leurs navigateurs n'aient explorées.

Tandis qu'on les suit d'un côté, parcourant avec leurs barques légères tout le littoral atlantique jusqu'à la terre de feu, d'où ils s'élancent audacieusement dans les mers du sud, on les voit s'élever de l'autre jusqu'aux glaces du pôle arctique, et pénétrer dans les détours les plus profonds des baies d'Hudson et de Davis. Les mers les plus reculées et les plus orageuses, la mer Blanche, la Baltique, la mer Rouge, le golfe Persique, ceux du Bengale et de la Chine, sont couverts de leurs pavillons : ils fréquentent les rivages à peine connus de l'Australasie, parcourent toute la côte occidentale de l'Amérique, ainsi que la côte orientale de l'Asie, et semblent voler d'une extrémité du globe à l'autre avec la rapidité des oiseaux.

Une telle ambition, manifestée par un peuple naissant, est encore plus dangereuse que celle de l'Angleterre, contre laquelle on a vu toute l'Europe liguée, et elle ne peut manquer de devenir funeste aux nations européennes, si elle n'est contenue dans de justes bornes. Les nations européennes doivent donc enfin porter leur attention sur l'Amérique et se concerter entre elles, pour fixer le sort d'une

portion du globe qui les intéresse toutes : car depuis que la navigation a ouvert et lié entre elles les différentes régions du monde, on ne peut plus en négliger une seule, sans nuire à toutes les autres. C'est donc aux grandes nations de l'Europe, et plus particulièrement à la France, à embrasser dans sa politique tous les autres pays, non pour chercher à les exploiter à son profit, comme l'Angleterre, mais pour les maintenir en harmonie entre eux, et leur offrir les moyens de se conserver. Parmi les grandes nations de l'Europe, les unes ne sont pas assez généreuses, et les autres pas assez puissantes et sur terre et sur mer, pour étendre leur sollicitude sur toutes les autres nations. La France seule, placée au milieu d'elles, comme pour les lier et les balancer, peut constamment veiller à l'harmonie et au bonheur de toutes, parce que seule elle est assez riche de son sol pour n'avoir rien à envier aux autres, et qu'elle produit les hommes les plus braves et les plus généreux : *Salve.... magna parens frugum, saturnia tellus, magna virûm.* Ce peuple seul mérite d'être le modérateur des autres, qui les surpasse tous en grandeur d'ame et en générosité.

Et que l'on ne croie pas que je veuille ici ameuter les nations européennes contre l'indépendance des États-Unis ; je ne veux que les prémunir contre celle de l'Amérique espagnole.

A Dieu ne plaise que je veuille armer l'Europe contre une nation qui est presque tout entière sortie de son sein, qui a conservé ses lois, ses mœurs, sa religion, et qui semble n'être venue en Amérique, que pour y ranimer une terre engourdie et y apporter les arts et la civilisation.

L'indépendance de cette nation, reléguée dans un coin du nouvel hémisphère, n'est pas, comme celle du reste de l'Amérique, incompatible avec le bonheur de l'Europe ; elle paraît même lui avoir été utile.

Elle a été utile aux hommes indigents de tous les pays, qui manquant dans le leur de travail et de pain, sont venus en chercher dans celui-ci ; elle a encore été utile à tous les hommes malheureux et persécutés, qui repoussés pour leurs opinions de leur patrie, en ont trouvé une nouvelle aux États-Unis (1) ;

---

(1) Les Américains en recevant indistinctement parmi eux

enfin elle a été utile à l'Europe entière, dont elle a étendu la sphère d'industrie et d'activité. De tels bienfaits ne sauraient manquer d'intéresser les ames généreuses au maintien de cette indépendance : mais il est à craindre que l'indépendance des États-Unis n'entraine tôt ou tard celle du reste de l'Amérique; et les gouvernements européens, qui doivent plus s'intéresser au bonheur de leurs nations qu'à celui des autres peuples, doivent unir tous leurs efforts pour retarder cet événement. Car l'affranchissement subit de toute l'Amérique perdrait l'ancien monde et peut-être même le nouveau, s'il avait lieu avant que la population européenne y fût devenue dominante. Les indigènes américains ne valent pas mieux

---

les hommes de tous les pays et de toutes les opinions, ont ouvert, il est vrai, un asyle au crime, comme à la vertu persécutée ; mais s'ils ont assuré par-là l'impunité au méchant, ils lui ont ouvert du moins la voie du repentir, et ils ont rendu le plus grand service à l'humanité, en lui conservant l'homme de bien fuyant son pays pour n'y être pas opprimé. Ce service rendu à tous les peuples par un seul ne peut être bien apprécié que par ceux qui ont vu d'illustres exilés de tous les pays, accueillis dans celui-ci avec tous les égards dus au malheur non mérité.

que les nègres, et l'exemple de St.-Domingue ne doit pas être perdu pour l'Europe.

Je terminerai ici mes observations sur les États-Unis. Quelque important que soit le sujet pour les hommes d'état, je sens que j'aurais pu le rendre plus attrayant pour les autres lecteurs : mais en cherchant à leur plaire davantage, je me serais exposé à leur être moins utile; et quand on a passé toute sa vie au service de son pays, on aime encore à lui consacrer jusqu'à ses loisirs : *Ut si, occupati, profuimus aliquid civibus nostris, prosimus etiam, si possumus, otiosi.* (Cicer. *Tuscul.* lib. I.)



NOTIONS

D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

Comme les écrivains n'ont pas tous la même doctrine sur l'économie politique, je crois devoir exposer ici celle qui m'a servi de guide dans mes observations statistiques sur l'état actuel de la Grèce et des États-Unis. Si je me suis trompé, on pourra du moins ainsi redresser mes observations, et ne pas perdre l'instruction tirée des faits que j'ai fidèlement rapportés.

L'économie politique est la science qui enseigne aux hommes à être heureux. Les hommes ne peuvent être heureux que dans la société et sous la protection d'un gouvernement, parce qu'ils ont besoin les uns des autres et qu'ils ont besoin de vivre en paix.

Ils doivent donc chercher à se donner un bon gouvernement, et des institutions religieuses qui suppléent à l'insuffisance du

gouvernement, et qui donnent le genre de bonheur que le gouvernement ne peut pas donner.

Je ne parle pas ici des institutions qui ont été données du ciel : je parle des institutions seules qui sont nées sur la terre. Tous les gouvernements sont bons, quand ils garantissent à l'homme sa personne et sa propriété; comme toutes les institutions religieuses sont bonnes (1), quand elles ne sont point contraires aux lumières de la raison et aux sentiments de la morale universelle. Du reste, le meilleur gouvernement, comme les meilleures institutions, sont ordinairement le gouvernement et les institutions que l'on a; l'expérience ayant appris aux hommes qu'ils ne peuvent guère en changer, sans éprouver de grands malheurs.

---

(1) Je ne parle ici que de la bonté relative des institutions religieuses en général, que l'on peut regarder en quelque sorte comme des espèces de philosophie épurée, mises à la portée de tous, et revêtues d'une sanction céleste. Je sais qu'il n'y a qu'une religion seule qui ait une bonté absolue; mais cette religion ne pouvant pas être modifiée par les hommes, ne peut être l'objet de la science politique.

Le devoir des gouvernements n'est pas précisément de multiplier les hommes, mais de les rendre heureux. Le travail est l'agent le plus puissant de leur bonheur, parce qu'il est la source de toutes leurs richesses. Les gouvernements doivent donc encourager le travail, et chercher à l'augmenter par tous les moyens qui sont en leur pouvoir.

L'augmentation du travail est due à sa division, et surtout à l'invention des machines propres à l'abréger; mais la division du travail est originairement due à la disposition naturelle et au penchant général qu'ont tous les hommes d'échanger entre eux leurs productions, pour multiplier leurs jouissances : d'où est né le commerce qui ne consiste que dans les échanges.

Pour augmenter le travail, il faut donc faciliter le commerce, qui seul donne au travail un marché. On facilite le commerce en facilitant la circulation, et on facilite la circulation par les monnaies, les routes, les canaux, et par des lois qui garantissent les contrats, qui écartent les obstacles mis aux échanges et qui étendent le marché en favorisant le commerce extérieur.

Le travail est une peine; et l'homme ne prendrait pas cette peine, s'il n'était assuré de jouir des fruits de son travail. Voilà pourquoi la première des lois, après celle qui garantit la sûreté des personnes, est la loi qui assure la propriété des biens. La loi qui garantit les contrats et facilite les échanges est une conséquence des deux autres.

Rien ne périt de la matière qui compose ce monde; mais tout change perpétuellement de formes. Le travail de l'homme combiné avec celui de la nature est l'agent le plus puissant de ces métamorphoses. C'est le travail de l'homme qui crée en quelque sorte les produits de la terre par l'agriculture, qui les façonne aux goûts des consommateurs par les manufactures, et qui les leur transporte par le commerce.

Le produit du travail a une valeur, ou est lui-même une valeur, par cela même qu'il est utile et en un certain degré rare. Le prix exprime le rapport entre deux valeurs. La valeur qui est le premier élément de la richesse et que l'on nomme marchandise lorsqu'elle entre dans le marché, a un prix plus ou moins grand, suivant qu'elle est plus ou moins rare.

La valeur n'a donc point de mesure fixe, puisqu'elle est elle-même variable suivant sa rareté ou son abondance; mais si quelque chose peut lui servir de mesure réelle, c'est le travail qu'elle a coûté. L'argent n'en est qu'une mesure nominale, parce que n'étant lui-même qu'une marchandise, son prix varie comme celui de toutes les autres marchandises ; mais on se sert de l'argent sous la forme de monnaie pour évaluer toutes les autres valeurs et pour en faciliter les échanges. L'argent n'est donc pas la seule valeur, mais il est la plus précieuse de toutes, parce qu'il est la plus propre à être échangée contre les autres et à les faire circuler : c'est à proprement parler la marchandise universelle (1).

---

(1) Ainsi l'argent n'est ni un signe ni une mesure des valeurs : c'est tout simplement une marchandise comme les autres; mais une marchandise préférée aux autres dans les échanges par un assemblage de qualités rares, comme par son utilité, son incorruptibilité, sa divisibilité, son éclat et son peu de volume qui en rend le transport facile et qui permet de la dérober ou de la faire briller à tous les yeux : ce qui ajoute à sa valeur réelle une autre valeur d'échange, qui l'a rendue si précieuse dans tous les pays commerçants et qui en a fait véritablement une marchandise univer-

C'est sur cette idée de l'argent que l'on doit se faire une idée de ce qu'on nomme dans le commerce extérieur la balance commerciale. La nation qui a cette balance en sa faveur ne gagne pas réellement le solde qu'elle reçoit en argent, puisqu'on le lui paye en échange d'autres marchandises : mais elle acquiert une marchandise qui est plus propre que toutes les autres aux échanges, et qui par conséquent facilite son commerce.

---

selle, du consentement exprès ou tacite de presque toutes les nations. Voilà pourquoi, quand il s'est rencontré quelque nation singulière ou pauvre, qui comme les Spartiates a voulu choisir une autre monnaie que l'argent, cette nation n'a pu faire usage de sa monnaie hors de son territoire, parce qu'une semblable monnaie était sans attrait pour les autres nations et qu'elle ne pouvait pas leur offrir un équivalent convenable. La même chose est arrivée à tous les gouvernements qui ont voulu faire adopter à leurs peuples un papier monnayé ou toute autre monnaie de convention, parce qu'une pareille monnaie n'avait et ne pouvait avoir toutes les qualités de la marchandise *préférée*. On peut juger par-là si l'abondance ou la rareté dans un pays de cette marchandise préférée doit influer sur la richesse publique, et si un gouvernement sage doit dédaigner dans la direction de son commerce extérieur la balance commerciale.

On peut faire de la monnaie avec tous les métaux : mais l'argent ou l'or étant le plus propre à cet usage, c'est l'argent ou l'or qui a presque partout mesuré la valeur des autres métaux : de-là le mot d'argent employé dans le langage vulgaire pour celui de monnaie.

La fabrication de la monnaie ajoute une valeur aux métaux et forme une branche de l'orfévrerie, presque partout réservée aux gouvernements. Les gouvernements doivent donc faire de la belle monnaie, s'ils veulent lui donner un cours très étendu et en retirer un grand profit. La monnaie des Grecs était mieux frappée que la nôtre, et nous en admirons tous les jours les belles empreintes sans songer à les imiter.

La monnaie est l'instrument du commerce, comme une machine est l'instrument d'un métier ; c'est la grande roue de la circulation. La substitution du papier à la monnaie est une manière de remplacer un instrument dispendieux avec un autre qui l'est moins et qui est aussi commode. Il y a plusieurs sortes de papiers. Le papier circulant des banques ou tout autre papier de confiance, payable à vue, est le meilleur de tous, parce qu'il fait vérita-

blement l'office de monnaie, par la faculté que l'on a de le convertir à toute heure en argent. Les banques offrent ce double avantage, qu'en émettant plus de billets qu'elles n'ont d'argent, elles multiplient la monnaie, et qu'en multipliant la monnaie elles font baisser l'intérêt de l'argent : elles offrent encore un autre avantage, c'est qu'elles servent de caisse au commerce, et qu'elles épargnent ainsi du travail aux commerçants et des vols à la société, en ne laissant chez les particuliers que de faibles sommes qui ne peuvent pas tenter la cupidité.

Les banques ne sont pas seulement utiles aux commerçants; elles le sont encore aux gouvernements, non pas en leur prêtant, puisqu'elles ne peuvent prêter qu'aux gens qu'on peut contraindre de payer, mais en facilitant leurs emprunts et en les leur rendant moins onéreux, par la baisse nécessaire qu'elles établissent dans l'intérêt de l'argent.

Les routes sont après les monnaies et les banques un des moyens qui favorisent le plus le commerce, en abrégeant et en facilitant les transports. Les canaux sont aux routes ce que les papiers de confiance sont à l'argent : ils les

suppléent et même les remplacent avec une grande économie de travail. Il n'y a point de grand commerce sans canaux, non plus que sans papiers de confiance.

La mer est le grand canal des nations, et elle est aussi utile au commerce extérieur d'un état, que les canaux le sont à son commerce intérieur : de-là l'importance de la navigation chez tous les peuples, et la nécessité de creuser des ports, ainsi que des canaux.

Outre les monnaies, les banques, les routes et les canaux, il y a plusieurs autres inventions qui favorisent plus ou moins le commerce, et qui assurent sa marche : telles que le change qui épargne les frais et les risques du transport de l'argent : les assurances qui soumettent à un calcul positif les chances les plus hasardeuses; la tenue des livres qui constate les ventes et prévient les erreurs dans les calculs; le crédit qui facilite l'emploi des capitaux, et supplée à l'argent; et une foule d'autres inventions qui sont le fruit des sociétés perfectionnées.

Mais on ne peut faire aucun commerce sans une accumulation de capitaux, et on ne peut pas accumuler des capitaux sans travail.

On réserve ordinairement la portion des produits du travail, dont on n'a pas un besoin immédiat, pour son usage futur, ou l'on s'en fait un fonds ou capital que l'on emploie soi-même ou que l'on prête pour en tirer un profit. La terre est le seul capital donné par la nature, mais que l'homme s'est approprié par le travail. Tous les autres capitaux sont sortis du travail appliqué à la terre ou aux productions de la terre. La richesse elle-même n'est qu'une accumulation de capitaux. On nomme rente le revenu de la terre, profit celui des autres capitaux, et salaire le revenu du travail.

Le salaire, le profit et la rente sont donc les trois sources de tout revenu.

La terre ne donne pas seulement une rente au propriétaire, elle donne encore un profit à l'entrepreneur ou fermier, et un salaire à l'ouvrier.

Les autres capitaux ne donnent qu'un profit au propriétaire et un salaire à l'ouvrier; mais comme tous les capitaux s'échangent entre eux, on ne peut pas dire que l'un vaille mieux que l'autre : celui-là seul vaut le mieux, qui achète ou commande le plus de travail.

L'argent n'est donc pas le seul capital, mais

c'est celui qui met tous les autres en mouvement : c'est, si j'ose ainsi parler, l'huile de l'industrie humaine, qui adoucit tous les mouvements et tous les rouages de la circulation. Et voilà pourquoi tout commerce extérieur doit tendre à attirer l'argent dans un pays : celui qui l'en fait sortir enlève à ce pays son meilleur moyen d'échange et de reproduction.

Le commerce a été l'objet favori de quelques gouvernements, et l'agriculture celui de quelques autres; mais l'un de ces arts ne peut pas fleurir sans l'autre, non plus que les manufactures sans tous les deux. La terre donne des produits; mais ces produits n'auraient souvent aucune valeur, si les manufactures et le commerce ne les mettaient à l'usage des consommateurs. L'agriculture, les manufactures et le commerce sont donc les trois sources de toute richesse.

Ces trois arts ne pourraient pas néanmoins fleurir sans la protection du gouvernement, qui maintient l'ordre au dedans et au dehors de l'état; et le gouvernement ne pourrait pas lui-même se maintenir, s'il n'appliquait à son usage une portion de la richesse nationale.

L'impôt est donc une dette de la société envers le gouvernement.

Mais sur quelle portion de la richesse nationale doit porter l'impôt?

L'idée d'un impôt unique et direct sur la rente de la terre ou sur les produits de l'agriculture est une de ces idées creuses qui n'ont pu naître que dans la tête d'hommes spéculatifs, également étrangers aux affaires et aux besoins de la société : elle a été dès l'origine combattue par tous les hommes sages et éclairés, qui ont senti que la terre, le travail et les capitaux étant les trois sources de toute richesse, l'impôt ne devait pas seulement porter sur la terre, mais encore sur les fabricants et les capitalistes. Il est évident d'ailleurs que l'impôt, pour être moins sensible et mieux réparti, devait être également supporté par l'agriculteur, par le manufacturier, par le commerçant et par tous les consommateurs sans exception, dans des proportions sagement établies (1). Ce principe a servi de base à tous

(1) En fait d'impôt il ne doit y avoir de privilége en faveur d'aucune classe de la société ; mais s'il pouvait y en avoir en faveur de quelqu'une, ce devrait être en faveur

les bons systêmes de finances. Mais quel est le meilleur de ces systêmes ? question difficile à résoudre comme toutes celles qui doivent se résoudre d'après la position et les habitudes des hommes. Le meilleur des systêmes financiers doit être celui qui est le mieux approprié au pays pour lequel il est destiné et qui enseigne l'art de ne dépenser que ce qui est absolument nécessaire, pour prendre, le moins qu'il est possible, sur le revenu des contribuables et laisser ainsi accumuler dans leurs mains les capitaux, source de toute reproduction.

Le plus mauvais systême de finances doit être au contraire celui qui fait porter l'impôt tout entier sur la terre, parce qu'il décourage l'agriculture et arrête la reproduction : car quand même la terre serait l'unique source de toutes les richesses, comme le prétendent quelques écrivains, il ne faudrait pas encore puiser l'impôt tout entier à cette source, parce

---

des propriétaires du sol, parce que ceux-là seuls tiennent essentiellement au pays qui les nourrit, et qu'ils sont les vrais maîtres du vaisseau de l'Etat, sur lequel les autres citoyens ne sont embarqués que comme passagers.

que là il se montre sans déguisement et que rien n'en adoucit la rigueur. L'homme n'aime à dépenser que pour jouir; il ne paie ses dettes que comme un devoir, et le commun des hommes ne les paie qu'avec une espèce de répugnance : or, la dette qui coûte le plus à payer, parce que la valeur reçue en échange est la moins sensible pour le peuple, c'est l'impôt. En attachant l'impôt à une consommation agréable et en la confondant avec elle, le consommateur croit en payant l'impôt ne payer qu'une jouissance, et il la paie avec plaisir : de-là la facilité avec laquelle on paie l'impôt indirect.

Un autre avantage de l'impôt indirect, c'est son extrême divisibilité en petites parties et la facilité donnée au contribuable de le payer peu à peu, d'une manière presque insensible, et au moment où il en a les moyens.

Il serait inutile d'énumérer ici les différentes sortes d'impôts indirects : elles sont connues suffisamment; et il n'y a pas d'art qu'un gouvernement apprenne plutôt d'un autre, que celui de puiser l'argent dans la poche du peuple.

Mais quel que soit l'impôt que l'on adopte

dans un état, il ne faut pas que cet impôt porte sur les capitaux, mais simplement sur les revenus (1), si l'on ne veut pas qu'il arrête

(1) L'impôt ne doit même porter que sur la portion du revenu annuel, qui excède les besoins de la consommation : autrement ou il priverait de sa subsistance une partie du peuple, et le détruirait; ou il consommerait une partie du capital national, et arrêterait la reproduction. L'impôt ne doit donc affecter ni le capital nécessaire à la reproduction, ni le revenu nécessaire à la subsistance du peuple; et tout gouvernement, qui ne veut pas dévorer son pays, doit s'informer, avant de l'imposer, non seulement de la quotité du revenu national, mais encore de l'excédant de ce revenu sur la consommation annuelle, parce que cet excédant seul peut être employé à son usage, en supposant que ce gouvernement ne veuille ni enrichir ni appauvrir son pays, mais le laisser dans un état stationnaire. On voit par-là que lorsque l'impôt est bien assis et qu'il ne porte que sur une portion du revenu national, plus le gouvernement fait de dépense, moins le peuple peut en faire; et que plus le peuple dépense, moins le gouvernement peut dépenser. C'est ce que l'on observe quand on passe des États-Unis en Europe. Là le peuple vit dans l'abondance, parce que le gouvernement a peu de charges, tandis qu'en Europe, où il a un grand état militaire à soutenir, le peuple manque presque partout des choses nécessaires ou agréables à la vie. Mais comment concilier dans l'assiette de l'impôt les besoins du gouvernement avec ceux du peuple? c'est de

la reproduction : il est même à craindre que l'impôt n'arrête la reproduction ou du moins ne la ralentisse, s'il enlève une trop forte portion des revenus. On a calculé par approximation qu'il ne devait pas enlever plus d'un dixième du revenu net.

L'impôt sur les choses ne suffit pas toujours, celui sur les personnes est nécessaire dans les pays où l'enrôlement volontaire ne peut pas recruter l'armée : c'est ce que l'on a nommé dans quelques pays *conscription*, genre d'impôt dont on a étrangement abusé. L'impôt levé sur les personnes (1) est encore plus

---

taxer, quand les besoins du gouvernement sont grands, tout le superflu du peuple, mais de ne jamais taxer son nécessaire, parce qu'il vaut encore mieux laisser périr le gouvernement, que le peuple pour qui le gouvernement est institué.

(1) Il est encore plus difficile de fixer la proportion entre le recrutement et la population, qu'entre l'impôt et le revenu. La seule règle que l'on puisse établir à cet égard, est que les levées militaires doivent toujours être assez modérées pour ne pas arrêter la reproduction des hommes, et qu'elles doivent principalement porter sur ceux dont le travail est le moins productif, pour ne pas arrêter la reproduction des subsistances. Le grand art est d'enrôler de pré-

sensible pour les peuples, que l'impôt levé sur les propriétés; et les gouvernements doivent en faire un usage encore plus modéré, s'ils ne veulent pas arrêter la reproduction des hommes.

Les peuples chasseurs et pasteurs font la guerre en masse, parce qu'ils traînent partout avec eux leurs munitions de bouche. Dans ces sociétés errantes et imparfaites tout homme est soldat, et même jusqu'aux femmes : mais chez les peuples fixés et cultivateurs, ceux-là seuls font la guerre qui, étant dans l'âge de porter les armes, ne sont pas nécessaires aux travaux des champs. Chez ces peuples il n'y a guère qu'un homme sur vingt, qu'on puisse lever pour l'armée; et chez les peuples plus civilisés, qui sont à la fois cultivateurs, manufacturiers et commerçants, il n'y en a guère qu'un sur cent, parce que dans ces sociétés perfectionnées les hommes travaillant les uns

férence les hommes inutiles ou dangereux et d'employer à défendre la société au dehors ceux qui pourraient la troubler au dedans par leur caractère inquiet et turbulent, comme le grand art d'administrer est de savoir discerner les hommes et mettre chacun à sa place.

pour les autres, on ne peut pas arrêter le travail d'un seul, sans anéantir la subsistance de plusieurs.

Les peuples chasseurs, pasteurs et purement agriculteurs, auraient donc sur les peuples qui sont à la fois agriculteurs, manufacturiers et commerçants, une grande supériorité dans la guerre, si ceux-ci, par la division du travail introduite chez eux, n'avaient fait de la guerre un art, et n'avaient ainsi suppléé au nombre par l'instruction et la discipline.

La guerre étant devenue chez ces peuples un métier, il a fallu payer l'homme exclusivement livré à ce métier, et de-là la nécessité de la *solde* pour le soldat : voilà pourquoi la première dépense publique chez tous les peuples policés a toujours été pour l'armée, qui veille à la défense extérieure de l'état. La seconde dépense doit être pour l'administration civile et judiciaire, qui maintient la propriété et l'ordre dans l'intérieur; et la troisième pour l'instruction publique qui enseigne aux citoyens leurs devoirs, et qui éclaire et perfectionne la société.

Une société ne peut pas jouir de tous les avantages de la civilisation, si chacun n'y sait

lire, écrire et compter. Il faut donc que ceux qui ne peuvent pas payer cette instruction première, la reçoivent du gouvernement.

L'instruction religieuse doit être favorisée par le gouvernement, parce qu'elle enseigne une morale utile à tous, et qu'elle supplée en quelque sorte pour le peuple à toute autre instruction; mais elle doit être payée par chaque homme individuellement, parce que dans des pays où toutes les religions sont admises, il ne serait pas juste qu'un homme payât celle d'un autre. La dîme ou l'impôt religieux, tel qu'on l'entend communément, est donc un contre-sens politique, parce qu'il place au premier rang des dépenses publiques celles qui ne sont qu'au second rang, et qui ne servent qu'à la décoration de la société.

C'est à l'armée et à la flotte qu'il faut appliquer la dîme ou l'impôt sur les terres, parce qu'il est de tous les impôts le plus certain.

Les taxes sur les consommations ou les impôts indirects, qu'on peut augmenter ou diminuer suivant la richesse plus ou moins grande de l'état, doivent servir à payer les autres dépenses publiques, parce que ces dé-

penses n'étant point fixes par leur nature et pouvant au besoin être réduites, un gouvernement sage ne sera jamais obligé d'imposer aux peuples de plus grands fardeaux qu'ils ne peuvent en porter.

On a dit que le métier des rois n'était en dernier résultat que le métier de lever des impôts; mais si les rois s'acquittent bien de ce métier, ils feront aux peuples le plus grand bien qu'ils puissent leur faire, puisqu'ils ne peuvent augmenter le revenu du gouvernement, sans augmenter celui de la nation. Les rois sont donc intéressés à augmenter la richesse nationale, qui se confond avec la leur: or, ils ne peuvent augmenter cette richesse, qu'en encourageant le travail et tous les arts qui le favorisent ou le perfectionnent. La paresse est le vice capital des individus comme des nations : voilà pourquoi toutes les nations paresseuses finissent par tomber avec leur gouvernement dans l'abrutissement et le mépris.

FIN.

TERRITOIRE.

ÉTATS, DISTRICTS et TERRITOIRES.	SUPERFICIE.		VILLES CAPITALES ET PRINCIPALES.				
	MILLES CARRÉS.	ACRES.	NOMS.	LATITUDE NORD.	LONGITUDE OUEST DE PARIS.	POPULATION EN 1800.	POPULATION EN 1805.
				Degrés.	Degrés.	Nombre d'habitants.	Nombre d'habitants.
MAINE . . . . *District.* .	20,313	13,000,320	— Portland.	43. 39. 30.	72. 48. »	3,667	5,000
			— Bath	43. 49. »	72. 22. »	1,225	. . . . .
NEW-HAMPSHIRE	8,536	5,463,040	— Portsmouth. . . .	43. 05. »	73. 05. »	5,339	7,000
			— Exeter	42. 58. »	73. 40. »	1,727	. . . . .
VERMONT	9,664	6,184,960	— Ruttland.	43. 33. »	75. 54. »	2,125	. . . . .
			— Bennington	43. 42. »	76. 35. »	2,243	. . . . .
MASSACHUSSETS	7,981	5,107,840	— Salem	42. 35. »	73. 17. »	9,457	10,500
			— Boston	42. 33. »	73. 23. »	27,000	30,000
RHODE-ISLAND.	1,080	691,200	— Providence	41. 50. »	73. 45. »	7,662	8,700
			— New-Port	41. 29. »	73. 42. »	6,744	. . . . .
CONNECTICUT	5,040	3,456,000	— New-Haven. . . .	41. 19. »	75. 25. »	4,049	5,000
			— Hartford.	41. 50. »	75. 16. »	5,397	6,000
NEW-YORK	48,161	30,823,040	— Albani.	42. 48. »	75. 45. »	5,689	9,000
			— New-York	40. 40. »	76. 25. »	57,000	70,000
NEW-JERSEY.	7,519	4,812,160	— Brunswick	. . . .	. . . .	3,000	4,000
			— Trenton.	40. 15. »	77. 18. »	1,500	3,200
PENNSYLVANIE.	45,216	28,938,240	— Lancaster.	40. 02. »	78. 45. »	5,500	7,000
			— Philadelphie. . . .	39. 56. »	77. 34. »	62,000	90,000
DELAWARE	1,980	1,267,200	— Wilmington. . . .	39. 42. »	78. 09. »	5,200	6,000
			— New Castle. . . .	39. 40. »	77. 56. »	2,438	3,000
OHIO.	. . . . .	. . . .	— Marieta	. . . .	. . . .	1,800	2,200
			— Cincinnati	39. 04. »	87. 29. »	1,500	2,000
MICHIGAN . . . *Territoire.* .	343,750	220,000,000	— Fort-Détroit . . .	42. 40. »	85. 33. »	2,000	2,500
			— Michillimakinac . .	45. 30. »	87. 40. »	. . . . .	2,000
INDIANA . . . . *Territoire.* .	. . . . .	. . . .	— Vincennes	38. 51. »	90. 37. »	1,500	. . . . .
			— Clarkes'Ville . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	800
MARYLAND	10,004	6,402,560	— Baltimore	39. 21. »	80. 13. »	26,514	35,000
			— Annapolis	39. 02. »	79. 15. »	2,000	2,500
COLUMBIA . . . . *District.* .	100	64,000	— Washington-Citi . .	38. 54. »	79. 45. »	. . . . .	5,000
			— Alexandrie	38. 45. »	79. 35. »	7,000	8,500
VIRGINIE.	74,170	47,468,800	— Richemond	37. 40. »	80. 15. »	4,000	6,000
			— Norfolk	36. 55. »	78. 55. »	6,926	7,000
KENTUKY.	43,850	28,064,000	— Louis-Ville. . . .	38. 15. »	89. 09. »	359	2,500
			— Lexington	38. 15. »	87. 34. »	1,800	3,000
TENNESSÉ.	48,475	31,024,000	— Knox-Ville. . . .	35. 57. »	87. 47. »	550	800
			— Nash-Ville	35. 56. »	91. 13. »	345	. . . . .
CAROLINE *du Nord* . . .	42,880	27,443,200	— New-Bern	35. 14. »	80. » »	2,467	. . . . .
			— Wilmington . . .	34. 11. »	80. 30. »	1,689	. . . . .
CAROLINE *du Sud*. . . .	30,110	19,270,400	— Colombia	33. 57. »	82. 37. »	700	1,500
			— Charleston	32. 45. »	81. 37. »	22,000	25,000
GÉORGIE	116,405	74,499,200	— Augusta.	33. 39. »	84. 34. »	2,210	5,000
			— Savannah	31. 55. »	82. 45. »	6,456	7,200
MISSISSIPI. . . *Territoire.* .	39,900	25,536,000	— Washinghton . . .	. . . .	. . . .	1,250	. . . . .
			— Natchez	31. 33. 48.	93. 49. 30.	1,696	. . . . .
HTE. LOUISIANE, *Territoire.* .	1,000,000	640,000,000	— St.-Louis.	38. 16. »	93. 38. »	. . . . .	900
			— New-Madrid . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	200
BSSE. LOUISIANE, ou *État de la Nouvelle-Orléans* . .	94 506	60,483,840	— Natchitochés . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	800
			— Nouvelle Orléans . .	29. 57. 45.	92. 34. »	10,000	15,000
Total	2,000,000	1,280,000,000					

POPULATION.

ANNÉES.	TABLEAU SOMMAIRE DE LA POPULATION, DEPUIS 1774 JUSQU'EN 1805.					NOMBRE des maisons HABITÉES.
	HOMMES BLANCS, LIBRES.	HOMMES NOIRS ou de couleur, ESCLAVES.	HOMMES NOIRS ou de couleur, LIBRES.	POPULATION TOTALE.	AUGMENTATION ANNUELLE de la population, d'environ 3 p. cent.	
1774	1,985,000	500,000	. . . .	2,485,000	. . . . .	490,000
1784	2,650,000	600,000	. . . .	3,250,000	. . . . .	650,000
1790	3,232,303	697,697	59,511	3,930,000	. . . . .	795,000
1791	3,333,761	714,139	63,500	4,047,900	117,900	820,000
1792	3,438,237	731,000	67,500	4,169,237	121,337	839,000
1793	3,446,417	748,000	71,600	4,194,417	125,180	868,000
1794	3,657,189	766,000	75,700	4,423,189	128,632	900,000
1795	3,771,946	784,000	79,800	4,555,946	132,697	930,000
1796	3,890,124	802,500	84,900	4,692,624	136,678	960,000
1797	4,012,902	820,500	89,900	4,833,402	140,776	985,000
1798	4,140,404	838,000	95,000	4,978,404	145,002	1,010,000
1799	4,273,756	854,000	100,600	5,127,756	149,352	1,040,000
1800	4,404,798	876,790	105,843	5,281,588	153,823	1,075,000
1801	4,544,300	898,300	110,800	5,442,600	158,512	1,100,000
1802	4,682,313	921,000	115,900	5,603,313	163,213	1,125,000
1803	4,727,412	944,000	121,900	5,671,412	168,099	1,150,000
1804	5,000,100	999,900	126,000	6,000,000	178,583	1,190,000
1805	5,156,000	1,024,900	131,000	6,180,900	180,000	1,225,900

POPULATION.

ESTIMATION APPROXIMATIVE

DE LA VALEUR RÉELLE ET INTRINSÈQUE DE TOUS LES HABITANTS DES ÉTATS-UNIS.

CLASSES D'HABITANTS.	PERSONNES ACTIVES, hommes et femmes.	POPULATION TOTALE.	ÉVALUATION de chaque personne, EN DOLLARS.	ÉVALUATION de tous les habitants, EN DOLLARS.
ESCLAVES appartenant aux planteurs . .	300,000	800,000	200	160,000,000
——— diversement employés	100,000	200,000	300	60,000,000
PLANTEURS LIBRES et AGRICULTEURS . .	1,200,000	4,000,000	400	1,600,000,000
ARTISANS et OUVRIERS.	100,000	500,000	500	250,000,000
PÊCHEURS.	6,000	30,000	900	27,000,000
MATELOTS et MARINS	110,000	400,000	700	280,000,000
HOMMES de toute autre profession. . . .	50,000	250,000	500	125,000,000
TOTAUX	1,866,000	6,180,000		2,502,000,000

AGRICULTURE.

ANNÉES.	CULTURE DES TERRES.			PRIX MOYEN DES TERRES,		BESTIAUX.		PRODUIT moyen DE L'ACRE de terre en culture.	PRODUIT ANNUEL de l'agriculture.
	NOMBRE D'ACRES DE TERRE cultivés en Grains, Jardins et Vergers.	NOMBRE D'ACRES DE TERRE en Prairies et Jachères.	NOMBRE D'ACRES DE TERRE en culture, y compris les herbages.	Par ACRE cultivé.	Par ACRE inculte.	CHEVAUX.	BÊTES à cornes.		
1774	4,900,000	6,000,000	20,860,000	2. 50.	» 35.	400,000	850,000	3 1/4	
1784	5,500,000	7,200,000	21,500,000	2. 25.	» 40.	600,000	1,200,000		
1790	8,000,000	8,000,000	30,000,000	2. 10.	» 35.	750,000	1,500,000	3 1/2	105,000,000
1791	8,201,000	8,300,000	31,000,000	3. 20.	» 55.	800,000	1,600,000		116,250,000
1792	8,500,000	8,600,000	32,000,000	3. 50.	» 65.	850,000	1,690,000		120,000,000
1793	8,700,000	8,800,000	33,500,000	4. »	» 95.	900,000	1,800,000	3 3/4	125,625,000
1794	8,900,000	9,000,000	34,000,000	4. 50.	1. 20.	920,000	1,900,000		127,500,000
1795	9,100,000	9,100,000	34,500,000	4. 60.	1. 25.	940,000	2,000,000		129,375,000
1796	9,300,000	9,200,000	35,100,000	4. 75.	1. 40.	960,000	2,100,000		140,400,000
1797	9,600,000	9,500,000	35,600,000	5. »	1. 50.	990,000	2,200,000		142,400,000
1798	9,900,000	9,600,000	36,100,000	5. 25.	1. 60.	1,010,000	2,300,000	4 »	144,400,000
1799	10,100,000	9,700,000	36,300,000	5. 50.	1. 70.	1,030,000	2,350,000		145,200,000
1800	10,300,000	9,800,000	36,800,000	5. 50.	1. 90.	1,045,000	2,450,000		147,200,000
1801	10,500,000	9,900,000	37,000,000	5. 60.	2. »	1,070,000	2,500,000		148,000,000
1802	10,700,000	10,000,000	38,000,000	5. 70.	2. 05.	1,100,000	2,600,000		152,000,000
1803	11,000,000	10,100,000	38,500,000	5. 85.	2. 10.	1,130,000	2,700,000	4 »	154,000,000
1804	11,200,000	10,200,000	38,950,000	6. »	2. 15.	1,160,000	2,850,000		155,800,000
1805	11,400,000	10,350,000	39,400,000	6. 25.	2. 10.	1,200,000	2,950,000		157,600,000

AGRICULTURE.

PRODUIT ANNUEL DE DIFFÉRENTES CULTURES DANS LES DIVERS ÉTATS.

ÉTATS.		PRODUIT DE CHAQUE ACRE DE TERRE, EN							
		Froment,	Seigle,	Orge,	Avoine,	Maïs,	Sarrazin,	Pommes de terre,	Navets,
		Boisseaux de 60 à 65 livres en blé, et des autres grains en proportion.							
ÉTATS DU NORD . . .	Bonne récolte . . .	30	35	40	45	45	35	400	450
	Récolte ordinaire. .	11	15	20	30	30	15	150	200
NEW-YORK	Bonne récolte . . .	32	35	40	45	45	35	300	350
	Récolte ordinaire. .	10	12	14	25	25	16	90	100
NEW-JERSEY.	Bonne récolte . . .	32	30	35	35	35	30	250	250
	Récolte ordinaire. .	12	11	12	14	14	16	66	65
PENNSYLVANIE. . . .	Bonne récolte . . .	35	35	40	45	45	35	300	350
	Récolte ordinaire. .	10	12	13	15	15	16	65	75
DELAWARE.	Bonne récolte . . .	35	35	34	56	35	30	250	250
	Récolte ordinaire. .	10	12	13	15	15	16	65	65
VIRGINIE.	Bonne récolte . . .	30	35	35	45	45	30	150	150
	Récolte ordinaire. .	07	09	09	25	25	16	60	75
CAROLINE	Bonne récolte . . .	25	20	25	45	45	20	60	75
	Récolte ordinaire. .	06	10	08	23	20	15	50	50
ÉTATS DE L'OUEST. .	Bonne récolte . . .	40	45	45	45	50	35	350	400
	Récolte ordinaire. .	25	25	36	37	30	40	200	300
LOUISIANE	Bonne récolte . . .	40	40	40	40	45	25	300	350

TABLE VI.

INDUSTRIE.

TABLEAU DU REVENU ANNUEL DES ÉTATS-UNIS.

ANNÉES.	PRODUIT de L'AGRICULTURE.	PÊCHERIES ou produit DES EAUX.	PRODUIT des FORÊTS.	PRODUIT des MINES.	PRODUIT des MANUFACTURES.	PROFITS DE LA NAVIGATION et du Commerce extérieur.	REVENU ANNUEL.
Valeur	en dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.
1800	147,200,000	4,121,600	11,751,400	808,000	13,199,764	19,988,049	197,068,813
1801	148,000,000	4,221,700	12,194,100	840,000	17,003,005	25,468,872	207,727,677
1802	152,000,000	4,923,400	13,650,000	890,000	21,010,524	20,294,000	212,767,924
1803	154,000,000	5,500,000	14,119,500	950,000	28,758,000	15,652,004	218,979,504
1804	155,800,000	6,635,000	15,820,000	1,000,000	30,350,000	22,077,870	231,682,870
1805	157,600,000	7,884,000	17,261,000	1,100,000	32,525,000	26,829,241	243,199,241

TABLE VII.

COMMERCE EXTÉRIEUR.

TABLEAU DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DEPUIS 1774 JUSQU'EN 1805.

ANNÉES.	EXPORTATIONS.			IMPORTATIONS.	TONNAGE.	NAVIGATION.
	MARCHANDISES INDIGÈNES.	MARCHANDISES ÉTRANGÈRES.	TOTAL DES EXPORTATIONS.	TOTAL DES IMPORTATIONS.	NOMBRE DES TONNEAUX.	NOMBRE DES MATELOTS EMPLOYÉS DANS LE TONNAGE.
Valeur en dollars.		dollars.	dollars.	dollars.	Nombre.	Nombre.
1774	6,100,000	. . . .	6,100,000	7,000,000	198,000	15,000
1784	9,000,000	1,150,000	10,150,000	11,000,000	250,000	18,000
1790	14,200,000	1,800,000	16,000,000	17,500,000	486,000	25,000
1791	14,600,000	3,799,202	18,399,202	19,000,000	502,698	28,000
1792	15,060,500	5,945,568	21,006,068	22,000,000	567,628	30,000
1793	15,420,000	10,591,788	26,011,788	26,000,000	627,670	33,060
1794	16,200,100	16,843,625	33,043,725	34,000,000	628,617	39,900
1795	18,064,050	29,791,506	47,855,556	48,000,000	747,964	45,000
1796	20,024,021	47,040,076	67,064,097	68,000,000	831,900	51,500
1797	24,052,671	27,042,039	51,094,710	52,000,000	876,912	60,200
1798	27,991,413	33,335,998	61,327,411	63,000,000	893,329	62,300
1799	33,142,187	45,123,335	78,265,522	79,500,000	920,000	63,500
1800	31,840,903	39,120,877	70,961,780	71,800,000	972,000	64,000
1801	47,377,792	46,642,723	93,020,515	88,900,000	947,576	63,800
1802	26,182,173	35,774,971	61,957,144	73,000,000	1,003,002	64,200
1803	42,205,961	13,585,073	55,791,034	56,000,000	1,007,323	64,500
1804	41,477,479	36,231,597	77,709,076	80,000,000	1,010,141	66,000
1805	42,387,002	53,179,019	95,566,021	96,000,000	1,140,368	70,000

TABLE VIII.

COMMERCE EXTÉRIEUR.

TABLEAU SOMMAIRE DES EXPORTATIONS PENDANT LES TROIS ANNÉES 1802, 1803, 1804.

MARCHANDISES INDIGÈNES.

ESPÈCES DE MARCHANDISES.	VALEUR EN DOLLARS.		
	1802.	1803.	1804.
Nourriture végétale	12,790,000	14,080,000	12,250,000
——— animale	2,750,000	4,135,000	4,300,000
Poisson	2,490,000	2,635,000	3,420,000
Coton	5,250,000	7,920,000	7,650,000
Tabac	6,220,000	6,209,000	6,000,000
Bois de charpente, potasses et munitions navales	3,680,000	4,850,000	4,630,000
Tous autres articles	3,000,000	2,306,000	3,220,000
	36,180,000	42,135,000	41,470,000
EXPORTÉES.			
En Europe	19,871,410	25,915,263	23,085,989
Aux Antilles et aux colonies d'Amérique	14,958,120	15,331,581	16,529,690
Aux autres parties du monde	1,350,470	888,156	1,854,321
	36,180,000	42,135,000	41,470,000
SAVOIR:			
En Russie	10,796	......	......
— Suède	213,296	215,872	459,209
— Danemarck	919,879	1,212,245	1,574,902
— Prusse	87,575	173,837	409,321
Aux villes Anséatiques	1,157,272	1,368,295	949,454
En Angleterre	19,014,943	23,597,903	19,346,517
— Portugal	1,827,877	1,971,495	1,977,102
— Hollande	1,842,134	2,822,829	3,853,191
— France	5,177,573	4,932,193	5,082,522
— Espagne	4,101,660	3,582,439	4,477,451
— Italie	197,775	362,586	118,441
Aux autres parties du monde	1,629,220	1,895,306	3,221,890
TOTAL EN DOLLARS	36,180,000	42,135,000	41,470,000

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES.

ESPÈCES DE MARCHANDISES.	VALEUR EN DOLLARS.		
	1802.	1803.	1804.
Marchandises payant les droits d'après leur valeur	14,768,000	5,274,000	9,275,000
Sucre	6,106,000	2,322,000	8,898,000
Café	7,665,000	2,162,000	12,078,000
Coton	904,000	873,000	771,000
Cacao	776,000	73,000	139,000
Indigo	738,000	32,000	224,000
Piment	7,000	47,000	65,000
Poivre	1,084,000	598,000	1,141,000
Thé	1,589,000	1,494,000	829,000
Vin	1,449,000	333,000	1,154,000
Liqueurs de grains et d'autres matières	507,000	299,000	1,119,000
Tous autres articles	182,000	87,000	537,000
	35,775,000	13,594,000	36,230,000
EXPORTÉES.			
En Europe	23,565,833	10,917,239	27,460,007
Aux Antilles et aux colonies d'Amérique	10,771,728	2,234,232	6,967,598
Aux autres parties du monde	1,437,439	442,529	1,802,395
	35,775,000	13,594,000	36,230,000
SAVOIR:			
En Russie	62,925	......	......
— Suède	61,960	49,598	232,766
— Danemarck	801,806	680,620	1,771,721
— Prusse	63,345	145,778	776,795
Aux villes Anséatiques	5,072,220	1,911,437	3,525,553
En Angleterre	4,910,148	1,771,170	2,483,285
— Portugal	332,824	334,053	519,756
— Hollande	4,365,010	2,735,116	12,762,143
— France	9,297,864	3,312,820	7,693,589
— Espagne	7,126,199	951,100	2,250,674
— Italie	2,226,160	1,208,977	1,552,708
Aux autres parties du monde	1,454,539	493,331	2,661,010
TOTAL EN DOLLARS	35,775,000	13,594,000	36,230,000



COMMERCE EXTÉRIEUR.

TABLEAU SOMMAIRE DES IMPORTATIONS,

FORMÉ D'APRÈS UNE ANNÉE MOYENNE DES TROIS ANNÉES 1802, 1803, 1804.

MARCHANDISES	VALEUR EN DOLLARS.			PRODUIT BRUT DES DROITS.	RESTITUTION DES DROITS.	PRODUIT NET DES DROITS.
	IMPORTÉES.	EXPORTÉES avec restitution des droits ou *drawbacks.*	Sur lesquelles LES DROITS ONT ÉTÉ PERÇUS.			
	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.
Marchandises payant 15 1/2 pour cent de droits, d'après leur valeur, ci	30,732,069	3,949,058	26,783,011	3,841,509	490,320	3,351,189
Idem . . . . 15 pour cent	8,303,770	435,437	7,868,333	1,245,565	64,713	1,180,852
Idem . . . . 20 pour cent	453,751	26,827	426,924	90,750	5,249	85,501
Clous, grands et petits	479,041	34,992	444,049	75,776	5,375	70,401
Plomb brut et ouvré	227,002	12,750	214,252	25,209	1,367	23,842
Acier	147,957	4,145	143,812	9,862	267	9,595
Bière	76,020	2,118	73,902	13,822	374	13,448
Fromage	77,150	40,767	36,383	21,601	11,015	10,586
Bottes et souliers	101,300	11,331	89,969	15,278	1,668	13,610
Charbon	36,407	185	36,222	20,226	99	20,127
Sel	771,996	6,283	765,713	727,152	165,199	561,953
Rhum	3,881,089	125,568	3,755,521	1,858,561	58,347	1,800,214
Genièvre	675,430	91,083	584,347	320,918	41,218	279,700
Eau-de-vie	2,077,601	313,918	1,763,683	635,495	87,520	547,975
Vin	2,962,039	810,348	2,151,691	986,730	260,662	726,068
Thé	2,360,507	963,028	1,397,479	785,026	309,777	475,249
Café	8,372,712	6,837,690	1,535,022	1,854,990	1,461,758	393,232
Sucre	7,294,254	3,821,965	3,972,289	2,560,712	1,223,108	1,337,604
Mélasse	1,930,592	8,112	1,922,480	321,765	1,305	320,460
Coton	804,125	748,831	55,294	96,495	86,715	9,780
Poivre	633,041	512,383	121,658	345,295	269,700	75,595
Indigo	436,941	279,271	157,670	72,824	44,916	27,908
Cacao	310,773	132,289	178,484	41,187	17,021	24,166
Piment	71,927	35,227	36,700	23,829	11,331	12,498
Chanvre	919,443	. . . . . .	919,443	102,160	. . . . . .	102,160
Tous autres articles	680,000	166,483	513,517	102,360	24,974	77,386
TOTAUX	75,316,937	19,370,089	55,946,848	16,195,097	4,643,998	11,551,099

COMMERCE EXTÉRIEUR.

TABLEAU DU COMMERCE DES ÉTATS-UNIS AVEC LES DIFFÉRENTES PARTIES DU MONDE,

FORMÉ D'APRÈS UNE ANNÉE MOYENNE DES TROIS ANNÉES 1802, 1803, 1804.

EXPORTATIONS AUX DIFFÉRENTES PARTIES DU MONDE,

SAVOIR EN

			VALEUR EN DOLLARS.
MARCHANDISES INDIGÈNES	Farine et autre nourriture végétale	13,040,000	
	Poisson salé et mariné	2,848,000	
	Bœuf, porc, beurre, fromage et autre nourriture animale	3,728,000	
	Coton	6,940,000	39,928,000
	Tabac	6,143,000	
	Bois de construction, munitions navales et potasses	4,387,000	
	Autres articles	2,842,000	
	EXPORTÉES		
	A la Grande-Bretagne	20,653,000	
	A la Russie, à la Prusse et à l'Allemagne	2,918,000	
	A la Hollande, la France, l'Espagne et l'Italie	12,183,000	
	Au Portugal	1,925,000	
	Aux autres parties du monde	2,249,000	
	Somme égale	39,928,000	
	SAVOIR EN		
MARCHANDISES ÉTRANGÈRES	Marchandises payant des droits d'après leur valeur	9,772,000	
	Café	7,302,000	
	Sucre	5,775,000	
	Coton, cacao, indigo, poivre et piment	2,490,000	28,533,000
	Thé	1,304,000	
	Vin	1,108,000	
	Liqueurs fortes de toute espèce	642,000	
	Autres articles	140,000	
	EXPORTÉES		
	A la Grande-Bretagne	3,054,000	
	A la Russie, à la Prusse et à l'Allemagne	5,051,000	
	A la Hollande, la France, l'Espagne et l'Italie	18,495,000	
	Au Portugal	396,000	
	Aux autres parties du monde	1,537,000	
	Somme égale	28,533,000	
	TOTAL		68,461,000
	Balance contre les États-Unis, de		6,855,000
			75,316,000

IMPORTATIONS DES DIFFÉRENTES PARTIES DU MONDE,

SAVOIR EN

			VALEUR EN DOLLARS.
Marchandises payant des droits d'après leur valeur			39,489,000
Sel, clous, plomb, acier, bière, fromage, souliers et charbon			1,917,000
Rhum			3,881,000
Café			8,373,000
Sucre			7,794,000
Mélasse			1,930,000
Coton, cacao, indigo, poivre et piment			2,257,000
Chanvre, savon, chandelle et autres articles			1,600,000
Eau-de vie et genièvre			2,753,000
Vin			2,962,000
Thé			2,360,000
			75,316,000
IMPORTÉES			
De la Grande-Bretagne	35,970,000		
De la Russie, de la Prusse et de l'Allemagne	7,094,000		
De la Hollande, la France, l'Espagne et l'Italie	25,475,000	75,316,000	
Du Portugal	1,083,000		
De la Chine	4,856,000		
Des autres parties du monde	838,000		
Somme égale		75,316,000	
			75,316,000

RÉSUMÉ.

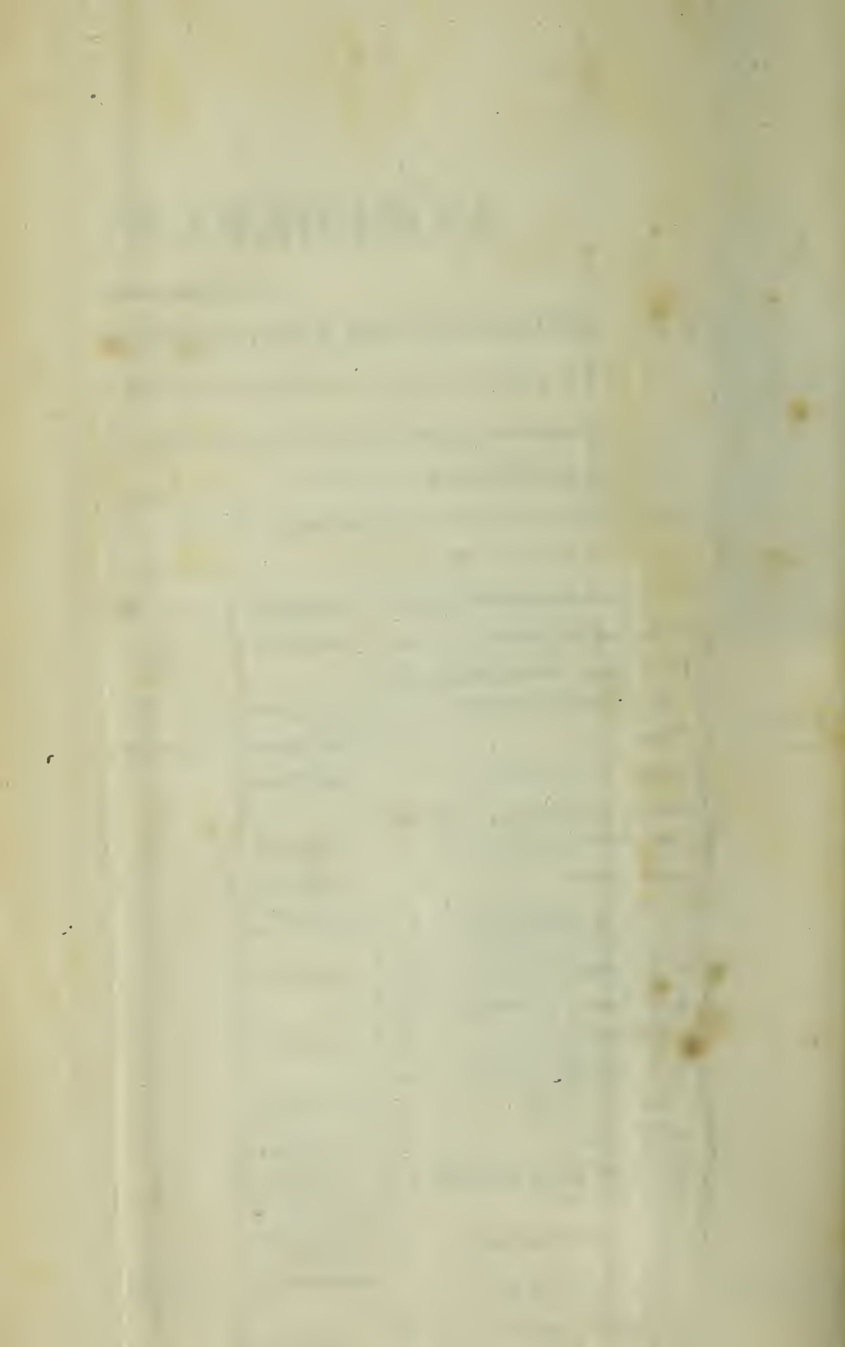
EXPORTATIONS.

Les exportations en marchandises indigènes ont été de	39,928,000
En marchandises étrangères, de	28,533,000
Les exportations dans les différentes parties du monde ont été de	68,461,000
La balance a été contre les États-Unis, de	6,855,000
	75,316,000

IMPORTATIONS.

Les importations de la Grande-Bretagne ont été de	35,970,000
Les importations des autres parties du monde, de	39,346,000
Les importations des différentes parties du monde ont été de	75,316,000

Cette balance contre les États-Unis, de près de 7 millions, n'est qu'apparente, parce que la valeur des exportations et des importations ayant été calculée sur le prix d'achat dans les marchés nationaux et étrangers, il convient d'ajouter à ce prix les profits du fret qui ont appartenu pour les 9 dixièmes aux citoyens des États-Unis, et qui, évalués au taux moyen de 10 pour cent, ont jeté dans la balance des États-Unis une somme d'au moins 12 millions: ce qui donne une balance réelle en faveur des États-Unis d'environ 5 millions de dollars.



COMMERCE EXTÉRIEUR.

TABLEAU DU COMMERCE DES ÉTATS-UNIS AVEC LA GRANDE-BRETAGNE,

FORMÉ D'APRÈS UNE ANNÉE MOYENNE DES TROIS ANNÉS 1802, 1803, 1804.

EXPORTATIONS		VALEUR EN DOLLARS.
Aux possessions de la Grande-Bretagne en Europe ;		
SAVOIR:		
EN MARCHANDISES INDIGÈNES. Coton	5,640,000	
Tabac	3,220,000	
Subsistances, bestiaux et autre nourriture animale et végétale	2,160,000	
Bois de construction, munitions navales et potasses	1,510,000	
Autres articles	900,000	13,430,000
Marchandises étrangères		2,260,000
TOTAL		15,690,000
Balance en faveur de la Graode-Bretagne		11,710,000
		27,400,000

IMPORTATIONS	VALEUR EN DOLLARS.
Des possessions de la Grande-Bretagne en Europe;	
SAVOIR:	
En marchandises payant les droits d'après leur valeur, et comprenant les soieries, toiles de coton et de lin, les laineries, métaux travaillés, poteries, verreries et papeteries	26,060,000
Marchandises payant des droits fixes, et consistant principalement eu sel, acier, plomb, bière	1,340,000
TOTAL	27,400,000

Cette balance en faveur de la Grande-Bretagne est payée avec le produit des exportations en Hollande, en France et en Espagne, c'est-a-dire, avec du numéraire tiré de ces trois pays et envoyé dans la Grande-Bretagne.

EXPORTATIONS	VALEUR EN DOLLARS.
Aux possessions de la Grande-Bretagne dans l'Inde:	
SAVOIR:	
En marchandises indigènes	47,000
En marchandises étrangères	83,000
TOTAL	130,000
Balance en faveur de la Grande-Bretagne dans l'Inde	3,400,000
	3,530,000

IMPORTATIONS	VALEUR EN DOLLARS.
Des possessions de la Grande-Bretagne dans l'Inde ;	
SAVOIR:	
En marchandises payant les droits d'après leur valeur, et consistant principalement en toiles de coton blanches	2,950,000
Autres articles consistant principalement en sucre, poivre et coton.	580,000
TOTAL	3,530,000

Cette balance est payée avec des piastres fortes, prises dans l'Inde par les Américains et repompées par les Anglais, en vertu de leurs droits de souveraineté.

EXPORTATIONS		VALEUR EN DOLLARS.
Aux possessions de la Grande-Bretagne dans le nord de l'Amérique, telles que la Nouvelle-Écosse, le Canada et Terre-Neuve ;		
SAVOIR:		
EN MARCHANDISES INDIGÈNES. Subsistances, bestiaux et autre nourriture animale et végétale	530,000	
Bois de construction, munitions navales et potasses	90,000	
Peaux et fourrures	160,000	
Autres articles	60,000	840,000
Marchandises étrangères		160,000
TOTAL		1,000,000

IMPORTATIONS	VALEUR EN DOLLARS.
Des possessions de la Grande-Bretagne dans le nord de l'Amérique;	
SAVOIR:	
En marchandises payant les droits d'après leur valeur, et consistant principalement en poisson salé, et en articles pour commercer avec les indigènes ou sauvages.	480,000
Marchandises payant des droits fixes	60,000
TOTAL	540,000
Balance en favenr des États-Unis.	460,000
	1,000,000

Cette balance n'est qu'apparente, parce que la valeur des articles importés, qui ne paient point de droits, tels que le plâtre et autres, ne peut point etre appréciee, faute de renseignements.

EXPORTATIONS		VALEUR EN DOLLARS.
Aux possessions de la Grande-Bretagne dans les Antilles ;		
SAVOIR:		
EN MARCHANDISES INDIGÈNES. Subsistances, bestiaux et autre nourriture animale et végétale	4,720,000	
Bois de construction	990,000	
Autres articles	340,000	6,050,000
Marchandises étrangères		430,000
TOTAL		6,480,000

IMPORTATIONS	VALEUR EN DOLLARS.
Des possessions de la Grande-Bretagne dans les Antilles ;	
SAVOIR:	
En Rhum et autres liqueurs fortes	2,440,000
Sucre et café	1,480,000
Autres articles	650,000
TOTAL	4,570,000
Balance en faveur des États-Unis	1,910,000
	6,480,000

Cette balance en faveur des États-Unis, qui provient uniquement de la défense d'importer du sucre et du café sur bâtiments américains, est payée avec des lettres-de-change sur Londres et autres villes d'Angleterre.

RÉSUMÉ.

Les exportations aux possessions de la Grande-Bretagne	
En Europe, ont été, de	15,690,000
Dans l'Inde, — —, de	130,000
Dans le nord de l'Amérique, — —, de	1,000,000
Dans les Antilles, — —, de	6,480,000
Les exportations dans toutes les possessions de la Grande-Bretagne ont été, de	23,300,000
La balance générale en faveur de la Graode-Bretagne a été, de	12,740,000
	36,040,000

Les importations des possessions de la Grande-Bretagne	
En Europe, ont été, de	27,400,000
Dans l'Inde, — —, de	3,530,000
Dans le nord de l'Amérique, — —, de	540,000
Dans les Antilles, — —, de	4,570,000
Les importations de toutes les possessions de la Grande-Bretagne ont été, de	36,040,000

Cette balance générale, qui est de près de 13 millions de dollars, est payée avec l'argent de la Hollande, de la France et de l'Espagne, envoyé en Angleterre pour y souduyer l'industrie anglaise.

TABLE XII.

COMMERCE EXTÉRIEUR.



TABLEAU DES EXPORTATIONS DE CHAQUE ÉTAT EN 1805.

ÉTATS.	MARCHANDISES INDIGÈNES.	MARCHANDISES ÉTRANGÈRES.	TOTAL.
	Valeur en dollars.	dollars.	dollars.
NEW-HAMPSHIRE	389,595	218,813	608,408
VERMONT	101,997	67,405	169,402
MASSACHUSSETTS	5,697,051	13,738,606	19,435,657
RHODE-ISLAND	1,065,579	1,506,470	2,572,049
CONNECTICUT	1,353,537	90,190	1,443,727
NEW-YORK	8,098,060	15,384,883	23,482,943
NEW-JERSEY	20,633	110	20,743
PENNSYLVANIE	4,365,240	9,397,012	13,762,252
DELAWARE	77,827	280,556	358,383
MARYLAND	3,408,543	7,450,937	10,859,480
DISTRICT DE COLUMBIA	1,135,350	184,865	1,320,215
VIRGINIE	4,945,635	660,985	5,606,620
CAROLINE-NORD	767,434	12,469	779,903
CAROLINE-SUD	5,957,646	3,108,979	9,066,625
GÉORGIE	2,351,169	43,677	2,394,846
FORT-DÉTROIT, MICHILIMAKINACK ET NOUVELLE-ORLÉANS	2,651,706	1,033,062	3,684,768
Totaux	42,387,002	53,179,019	95,566,021

COMMERCE EXTÉRIEUR.

TABLEAU SOMMAIRE DES EXPORTATIONS DES MARCHANDISES INDIGÈNES EN 1805.

	VALEUR EN DOLLARS.	
PRODUIT DES EAUX.		
PÊCHERIES. Poisson seché et morue	2,058,000	
» — Poisson salé et mariné, tels que harengs, aloses, saumons, maquereaux	348,000	2,884,000
» — Huile et côtes de baleine	315,000	
» — Huile et chandelles de Spermacceti	163,000	
PRODUIT DES FORÊTS.		
» — Peaux et fourrures	967,000	
» — Ginseng	148,000	
PRODUIT DES BOIS.		
» — Madriers, planches, douves, essentes, bois de charpente, mâtures	2,607,000	5,261,000
» — Ecorce de chêne et autres pour la teinture	61,000	
» — Munitions navales, goudron, résine et térébentine	702,000	
» — Potasse et perlasse (cendres perlées)	776,000	
PRODUIT DE L'AGRICULTURE.		
PRODUIT ANIMAL.		
» — Bœuf salé, peaux, graisse, bestiaux vivants	1,545,000	
» — Beurre et fromage	415,000	
» — Porc salé, jambon, lard, cochons vivants	1,190,000	
» — Chevaux et mules	220,000	
» — Moutons	1,500	
PRODUIT VÉGÉTAL.		
» — Froment, farine et biscuit	8,325,000	
» — Maïs et farine de maïs	1,442,000	
» — Riz	1,705,000	
» — Tous autres articles, tels que seigle, avoine, pois, pommes de terre, pommes	280,000	
	15,123,500	8,145,000

	VALEUR EN DOLLARS.	
SUITE DU PRODUIT VÉGÉTAL.		
Montant de ci-contre	15,123,500	8,145,000
» — Tabac	6,341,000	
» — Coton	9,445,000	
» — Indigo	146,000	
» — Graine de lin	360,000	31,548,500
» — Sucre brut	25,000	
» — Houblon	13,000	
» — Cire	75,000	
» — Chanvre et moutarde	20,000	
PRODUIT DES MANUFACTURES, DE MATIÈRES INDIGÈNES.		
» — Savon et chandelles	414,000	
» — Cuirs, bottes, souliers et ouvrages de sellerie	221,000	
» — Chapeaux	95,000	
» — Liqueurs faites de grain, bière et amidon	86,000	
» — Bois ouvré, y compris les meubles et les voitures	384,000	
» — Cordages, toiles à voiles, huile de lin	57,000	
» — Fer de tout genre, en clous, en fonte, etc.	198,000	
» — Autres articles, tels que tabacs manufacturés, souliers d'étoffe, bougies, plomb, briques, esprit de térébentine, cardes à laine et à coton	124,000	2,300,000
DE MATIÈRES ÉTRANGÈRES.		
» — Liqueurs de mélasse	558,000	
» — Sucre raffiné	30,000	
» — Chocolat	1,000	
» — Poudre à tirer	105,000	
» — Cuivre rouge et jaune	13,000	
» — Drogues médicinales	14,000	
INCERTAIN.		
» — Articles non détaillés, manufacturés	225,000	380,000
» — » bruts	155,000	
TOTAL		42,373,500

RÉSUMÉ.

	DOLLARS.
Produit des eaux	2,884,000
» — des forêts	5,261,000
» — de l'agriculture	31,548,500
» — des manufactures	2,300,000
» — incertain	380,000
SOMME ÉGALE	42,373,500

RICHESSE NATIONALE.

MOYENS D'ÉCHANGE ET DE CIRCULATION.

ANNÉES.	PONTS payant droit de passe.		ROUTES FERRÉES et canaux navigables, payant droit de passe.		MONNAIES.		BANQUES.	CAPITAUX des BANQUES.	COMPAGNIES D'ASSURANCE.	CAPITAUX des COMPAGNIES D'ASSURANCE.
	NOMBRE des PONTS.	CAPITAUX employés dans la CONSTRUCTION des PONTS.	NOMBRE des ROUTES et CANAUX.	CAPITAUX employés dans la CONSTRUCTION des routes et canaux.	NUMÉRAIRE en argent MONNAYÉ.	BILLETS des banques en CIRCULATION.				
	Nombre.	dollars.	Nombre.	dollars.	dollars.	dollars.	Nombre.	dollars.	Nombre.	dollars.
1774	»	— — »	»	— — »	4,000,000	— — »	»	— — »	»	— — »
1784	»	— — »	»	— — »	10,000,000	2,000,000	3	2,150,000	»	— — »
1790	»	— — »	»	— — »	9,000,000	2,500,000	4	2,550,000	»	— — »
1791	»	— — »	8	900,000	16,000,000	9,000,000	6	12,950,000	»	— — »
1792	6	400,000	12	1,300,000	18,000,000	11,500,000	16	17,150,000	1	600,000
1793	8	470,000	14	1,500,000	20,000,000	11,000,000	17	18,000,000	2	900,000
1794	10	500,000	16	1,560,000	21,500,000	11,600,000	17	18,000,000	4	1,200,000
1795	12	650,000	19	1,800,000	19,000,000	11,000,000	23	19,000,000	7	2,500,000
1796	15	900,000	22	2,000,000	16,500,000	11,500,000	24	19,200,000	8	3,000,000
1797	16	1,100,000	25	2,300,000	16,140,000	10,000,000	25	19,200,000	9	3,300,000
1798	19	1,400,000	30	2,900,000	14,000,000	9,000,000	25	19,200,000	9	3,000,000
1799	22	1,570,000	32	2,900,000	17,000,000	10,000,000	26	21,200,000	12	4,000,000
1800	23	1,600,000	33	3,000,000	17,500,000	10,500,000	28	21,350,000	15	5,000,000
1801	25	1,860,000	35	3,050,000	17,000,000	11,000,000	31	22,400,000	22	6,000,000
1802	27	1,900,000	35	3,200,000	16,500,000	10,000,000	32	22,600,000	29	7,500,000
1803	29	1,955,000	39	3,400,000	16,000,000	11,000,000	36	26,000,000	36	9,000,000
1804	30	2,000,000	48	4,900,000	17,500,000	15,000,000	39	36,000,000	40	10,000,000
1805	30	2,200,000	53	5,500,000	18,000,000	20,000,000	47	40,000,000	45	12,000,000

RICHESSE NATIONALE.

ESTIMATION APPROXIMATIVE DE TOUTE LA PROPRIÉTÉ RÉELLE ET PERSONNELLE DES ÉTATS-UNIS EN 1805.	VALEUR en DOLLARS.
39,400,000 — Acres de terre cultivés, à 6 dollars 25/100 l'acre.	246,250,000
1,240,600,000 — Acres de terre incultes, à 2 dollars 20/100 l'acre.	2,729,320,000
1,225,900 — Habitations, avec les meubles et ustensiles nécessaires, écuries, granges, instruments aratoires, etc., à 360 dollars par habitation	441,324,000
— VOITURES, chariots, chevaux, grand et petit bétail, cochons, volailles, etc., à 70 dollars par habitation.	85,813,000
— DIX MILLE moulins à farine et à scie, ou autres usines, à 400 dollars l'une	4,000,000
— ROUTES ferrées, ponts et canaux payant droit de passe	7,700,000
— PRODUIT des eaux et forêts, des mines, de l'agriculture et des manufactures, non nécessaire à la consommation et réservé pour l'exportation	26,000,000
— CAPITAUX dans le commerce, consistant en marchandises importées de l'Europe, de la Chine et de toutes les parties du monde, en bâtiments de commerce de toutes formes et de toutes grandeurs, jaugeant 1,140,368 tonneaux.	140,000,000
— CAPITAUX en argent monnayé, en billets et actions des banques, en actions des compagnies d'assurance et en fonds publics de toute espèce.	170,530,159
— ÉDIFICES publics, temples, écoles, arsenaux, chantiers, frégates et autres bâtiments de guerre, armes et munitions de terre et de mer, etc.	20,000,000
— UN MILLION d'esclaves, évalués l'un dans l'autre à 200 dollars par tête . .	200,000,000
— TOTAL approximatif de toute la propriété réelle et personnelle des États-Unis.	4,070,937,159

FINANCES.

ANNÉES.	RECETTE.					DÉPENSE.			
	REVENU EXTÉRIEUR, ou impôts sur les importations et le tonnage.	REVENU INTÉRIEUR, ou taxes directes sur les divers états	PRODUIT de la poste aux lettres.	RECETTE ACCIDENTELLE provenant de la vente des terres nationales.	TOTAL de la recette annuelle.	LISTE CIVILE, ou appointements du président, des ministres, des sénateurs, des représentants et des juges.	ARMÉE, marine et relations extérieures.	INTÉRÊTS et remboursements de la dette publique.	TOTAL de la dépense annuelle.
	Valeur en dollars	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.
1790	— — »	— — »	— — »	— — »	— — »	— — »	— — »	— — »	— — »
1791	— — »	— — »	71,295	— — »	— — »	— — »	808,617	— — »	3,797,436
1792	3,443,073	— — »	92,988	— — »	— — »	400,458	1,223,593	7,338,869	8,962,920
1793	4,255,306	— — »	103,883	— — »	— — »	436,853	1,237,618	4,805,506	6,479,977
1794	4,801,065	277,278	129,185	3,833,465	9,041,593	443,031	2,694,945	5,903,617	9,041,593
1795	5,888,461	336,635	163,794	3,762,350	10,151,240	417,362	2,671,498	7,062,380	10,151,240
1796	6,567,987	481,162	195,043	1,123,584	8,367,776	507,228	2,831,174	5,029,374	8,367,776
1797	7,549,649	577,796	213,992	284,440	8,625,877	540,747	1,555,340	6,529,790	8,625,877
1798	7,106,061	651,351	233,144	593,062	8,583,618	664,408	1,452,114	6,467,096	8,583,618
1799	6,610,449	787,306	264,850	3,342,360	11,004,965	568,199	3,206,085	7,230,681	11,004,965
1800	9,080,932	821,649	280,806	1,769,147	11,952,534	805,051	5,154,122	5,993,361	11,952,534
1801	10,750,773	905,010	320,500	1,203,509	13,179,792	692,821	5,993,625	5,586,930	12,273,376
1802	12,438,235	924,600	327,257	— — »	13,690,092	896,981	3,184,240	9,189,236	13,270,457
1803	10,479,417	943,664	351,977	— — »	11,775,058	925,748	3,209,189	7,123,976	11,258,913
1804	13,220,691	959,221	389,547	— — »	14,569,459	950,000	3,700,000	7,990,000	12,640,000
1805	14,121,880	993,654	390,000	— — »	15,513,534	980,000	4,000,000	8,020,000	13,000,000

TABLEAU GÉNÉRAL.

ANNÉES.	POPULATION.			TERRITOIRE.		INDUSTRIE.			COMMERCE EXTÉRIEUR.		MONNAIES.		RICHESSE NATIONALE.		FINANCES.		FORCE PUBLIQUE.			
	PERSONNES LIBRES.	ESCLAVES, Augmentation annuelle de 2 1/2 p. cent.	POPULATION TOTALE, y compris LA LOUISIANE, en 1804.	CULTIVÉ. NOMBRE D'ACRES CULTIVÉS.	NON CULTIVÉ. NOMBRE D'ACRES NON CULTIVÉS.	PRODUIT de L'AGRICULTURE.	PRODUIT DES EAUX, DES FORÊTS, ET DES MINES.	PRODUIT des MANUFACTURES.	Exportations.	Importations.	NUMÉRAIRE.	BILLETS DE BANQUE en circulation.	REVENU ANNUEL des ÉTATS-UNIS.	VALEUR de toute la PROPRIÉTÉ RÉELLE et personnelle DES ÉTATS-UNIS.	RECETTE.	DÉPENSE.	ARMÉE. NOMBRE des SOLDATS.	MILICE. NOMBRE des hommes.	MARINE. NOMBRE des bâtiments.	MARINE. NOMBRE des hommes.
	Nombre.	Nombre.	Nombre.			dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.				
1774	1,985,000	500,000	2,485,000	20,860,000	1,259,140,000	— — »	— — »	— — »	6,100,000	7,000,000	4,000,000	— — »	— — »	— — »	— — »	— — »	— »	— »	— »	— »
1784	2,650,000	600,000	3,250,000	21,500,000	1,258,500,000	— — »	— — »	— — »	10,150,000	11,000,000	10,000,000	2,000,000	— — »	— — »	— — »	— — »	— »	— »	— »	— »
1790	3,232,303	697,697	3,930,000	30,000,000	1,250,000,000	— — »	— — »	— — »	16,000,000	17,500,000	9,000,000	2,500,000	113,900,000	2,587,681,000	— — »	— — »	— »	— »	— »	— »
1791	3,333,761	714,139	4,047,900	31,000,000	1,249,000,000	— — »	— — »	— — »	18,399,202	19,000,000	16,000,000	9,000,000	117,300,000	2,797,186,000	4,771,200	3,797,436	— »	— »	— »	— »
1792	3,438,237	731,000	4,169,237	32,000,000	1,248,000,000	— — »	— — »	— — »	21,006,068	22,000,000	18,000,000	11,500,000	125,000,000	2,987,686,000	8,771,600	8,962,920	— »	— »	— »	— »
1793	3,446,417	748,000	4,194,417	33,500,000	1,246,500,000	— — »	— — »	— — »	26,011,788	26,000,000	20,000,000	11,000,000	128,800,000	3,187,186,000	6,450,195	6,479,977	— »	— »	— »	— »
1794	3,657,189	766,000	4,423,189	34,000,000	1,246,000,000	— — »	— — »	— — »	33,043,725	34,000,000	21,500,000	11,600,000	137,100,000	3,387,168,000	9,041,593	9,041,593	— »	— »	— »	— »
1795	3,771,946	784,000	4,555,946	34,500,000	1,245,500,000	— — »	— — »	— — »	47,855,556	48,000,000	19,000,000	11,000,000	141,200,000	3,947,816,000	10,151,240	10,151,240	— »	— »	— »	— »
1796	3,890,124	802,500	4,692,624	35,100,000	1,244,900,000	— — »	— — »	— — »	67,064,097	68,000,000	16,500,000	11,500,000	150,100,000	3,628,316,000	8,367,776	8,367,776	— »	— »	— »	— »
1797	4,012,902	820,500	4,833,402	35,600,000	1,244,400,000	— — »	— — »	— — »	51,094,710	52,000,000	16,140,000	10,000,000	154,600,000	3,758,816,000	8,625,877	8,625,877	— »	555,000	3	124
1798	4,140,404	838,000	4,978,404	36,100,000	1,243,900,000	— — »	— — »	— — »	61,327,411	63,000,000	14,000,000	9,000,000	164,200,000	3,798,316,000	8,583,618	8,583,618	— »	561,142	13	350
1799	4,273,756	854,000	5,127,756	36,300,000	1,243,700,000	— — »	— — »	— — »	78,265,522	79,500,000	17,000,000	10,000,000	169,200,000	3,868,613,000	11,004,965	11,004,965	— »	570,000	42	950
1800	4,404,798	876,790	5,281,588	36,800,000	1,243,200,000	147,200,000	16,681,000	13,199,764	70,961,780	71,800,000	17,500,000	10,500,000	197,068,813	3,583,680,000	11,952,534	11,952,534	— »	578,000	42	970
1801	4,544,300	898,300	5,442,600	37,000,000	1,243,000,000	148,000,000	17,255,800	17,003,005	93,020,515	88,900,000	17,000,000	11,000,000	207,727,677	3,733,240,000	13,179,792	12,273,376	— »	583,314	20	600
1802	4,682,313	921,000	5,603,313	38,000,000	1,242,000,000	152,000,000	19,463,400	21,010,524	61,957,144	73,000,000	16,500,000	10,000,000	212,767,924	3,815,100,000	13,690,092	13,270,457	4,569	591,211	20	600
1803	4,727,412	944,000	5,671,412	38,500,000	1,241,500,000	154,000,000	20,569,500	28,758,000	55,791,034	56,000,000	16,000,000	11,000,000	218,979,504	3,901,875,000	11,775,058	11,258,913	4,569	600,102	18	556
1804	5,000,100	999,900	6,000,000	38,950,000	1,241,050,000	155,800,000	23,455,000	30,350,000	77,709,076	80,000,000	17,500,000	15,000,000	231,682,870	3,981,957,500	14,569,459	12,640,000	4,569	610,125	20	560
1805	5,156,000	1,024,900	6,180,900	39,400,000	1,240,600,000	157,600,000	26,245,000	32,525,000	95,566,021	96,000,000	18,000,000	20,000,000	243,199,241	4,070,937,159	15,513,534	13,000,000	4,569	622,000	29	720

TABLE DES MATIÈRES.

(Quoique j'aie annoncé dans la note de la page 10 que ma Carte des États-Unis n'était pas encore gravée, elle l'a été depuis, et elle doit être placée à la tête de l'ouvrage.)

18

FIN DE LA TABLE.